

MOYEN-ORIENT
GÉNÉRATION
MANGA

ÉTATS-UNIS — À LA RENCONTRE DE MISS
NAVAJO EUROPE — UN FAUTEUIL POUR
DEUX PRÉSIDENTS



Courrier
international

N° 1618 du 4 au 9 novembre 2021
 courrierinternational.com
 France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 CFA, Algérie
 5,30 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
 5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, DOM
 5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-
 Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie
 5,20 €, Japon 850 Y, Maroc 41 DH,
 Pays-Bas 5,20 €, Portugal cont.
 5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
 850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

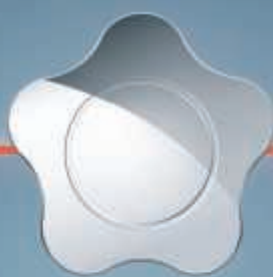
DES ENFANTS ? NON MERCI !

*Certains sont parents et le regrettent,
 d'autres assument le choix de ne pas faire
 d'enfants dans un monde en crise.
 La presse étrangère lève le voile
 sur un phénomène encore tabou.*



M 03183 - 1618 - F: 4,50 €





verisure

CE QUE VOUS AIMEZ, NOUS LE PROTÉGEONS

De jour comme de nuit,

**Verisure protège votre maison et
votre famille. Nos experts sont
mobilisés 24h/24 et interviennent
en moins de 60 secondes⁽¹⁾,
quelle que soit l'urgence.**

**Comme ça, vous vous
concentrez sur ce qui compte !**

mon alarme sur **Verisure.fr**



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Des enfants ? Non merci !

p.34

Je ne suis pas faite pour la maternité", "J'aime mes enfants, mais je n'ai pas l'étoffe d'un parent"... C'est un sujet délicat que nous avons choisi de monter en une cette semaine : le regret parental. Selon **The Atlantic**, ils seraient nombreux (peut-être des millions, "une minorité non négligeable", en tout cas) à ainsi regretter d'avoir eu des enfants. Longtemps, ils n'ont même pas osé se l'avouer, mais aujourd'hui la parole se libère. Le magazine américain a interrogé des psychologues et des chercheurs pour tenter de comprendre ce phénomène plus répandu qu'on ne le croit, mais qui reste tabou. Parmi les raisons invoquées par ces parents dépassés :

le surmenage et la pression sociale. Chercheuse à l'université de Louvain et spécialiste du burn-out parental, Isabelle Roskam explique très bien cette pression dans une interview donnée avec une autre professeure de psychologie au quotidien belge **De Standaard** : "Il est devenu impératif de faire de son enfant un être optimal. Le parent doit rechercher la perfection à tous les niveaux : comment son enfant dort-il ? est-il suffisamment stimulé ? est-il suffisamment libre de ses choix?... C'est effrayant !" Trop de pression, trop de contraintes, et voilà des mères ou des pères qui ne se sentent plus à la hauteur. La pandémie n'a pas arrangé les choses. Toujours selon **The Atlantic**, près de 5 % des parents auraient souffert de burn-out à travers le monde en 2020, contre 2,7 % l'année précédente. Comment faire pour les aider ? En parler, déjà, et c'est tout l'objet de ce dossier. "Faire connaître ce phénomène pourrait aider à alléger la pression

que subissent les parents pour élever leurs enfants à la perfection", explique **The Atlantic**. Les parents "seraient moins nombreux à exprimer des regrets si la société ne rendait pas leur tâche si difficile", écrit encore le magazine. Un point de vue que partage le **Sydney Morning Herald**. Pour le quotidien australien, les regrets liés à la parentalité trouvent leur source dans le manque d'aide, de la part tant du partenaire que de l'entourage, du monde professionnel et des pouvoirs publics. Parmi les témoignages cités par le journal, celui d'un internaute qui a écrit sur la page du groupe Facebook **I Regret Having Children** ("Je regrette d'avoir eu des enfants"), qui compte 37000 abonnés : "Allez assister à des cours de parentalité. Je trouve cela fou que n'importe qui puisse se reproduire sans même avoir ne serait-ce que pris des cours de premiers secours. Parlons franchement de ce que c'est d'avoir des enfants." C'est l'autre aspect

de notre dossier. Il y a ceux qui regrettent, mais il y a aussi ceux qui disent simplement qu'ils n'ont pas envie de devenir père ou mère. Par crainte de l'avenir, mais aussi par choix. Et ce n'est pas forcément un mal, de l'avis du **New York Times** : "Beaucoup de femmes décident de ne pas devenir mère non pas à cause d'un contexte difficile ou parce qu'elles n'ont pas satisfait toutes leurs ambitions, mais parce que cela leur ouvre tout un champ de possibilités." Aujourd'hui, avoir un enfant n'est plus le passage obligé vers l'âge adulte. Les femmes peuvent trouver ailleurs un sens à leur vie : "Grâce aux changements de société introduits par le féminisme et à un meilleur accès aux moyens de contraception, de plus en plus de femmes se posent la question de la maternité de la même façon qu'on prend les autres grandes décisions dans une vie : en pesant le pour et le contre", analyse le journal. Dans sa *Lettre à toutes celles qui hésitent [à avoir des enfants]*, publiée par **The Guardian** et que nous avons traduite

en clôture de ce dossier, la journaliste Hadley Freeman, elle-même mère et très contente de l'être, tente de relativiser les choses : il n'y a pas lieu de culpabiliser, écrit-elle, on peut tout à fait ne pas vouloir d'enfants et vivre heureux. "Contrairement à ce qu'affirme la propagande populaire, avoir des enfants n'est pas la seule réussite possible dans la vie d'une femme. Les enfants ne sont ni des polices d'assurance ni des promesses d'accompagnement pour nos vieux jours. Ce sont simplement des gens, et ils peuvent être tout aussi irritants et épuisants." C'est cette image d'enfants turbulents que nous avons choisie pour illustrer la une. Elle est signée du Britannique Nishant Choksi. Une façon pour nous de dédramatiser le sujet. Bonne lecture.

En couverture :
Dessin de **Nishant Choksi**, Royaume-Uni.
Manga : capture d'écran de la bande-annonce d'"**Al-Rihla**".



Sommaire

7 JOURS p.6

Macron joue avec le feu

Selon **The Daily Telegraph**, l'attitude du président français dans le conflit sur la pêche est dangereuse et compromet l'ordre international fondé sur le respect des règles.

CHINE p.12

L'homme qui en savait trop

Fu Zhenghua est l'ancien responsable des enquêtes de police visant des personnalités accusées de corruption. C'est aujourd'hui son tour d'être victime du cycle de répression sans fin enclenché par Xi Jinping. Une enquête de **Nikkei Asia**.

ÉTATS-UNIS p.26

À la rencontre de Miss Navajo

"Vous imaginez Miss USA égorger un mouton ?" L'élection de Miss Navajo est un véritable parcours de la combattante, mêlant tradition et modernité, raconte le **Los Angeles Times**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Atlantic** Washington, mensuel.
- The Daily Telegraph** Londres, quotidien.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Il Foglio** Milan, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne.
- El Mundo** Madrid, quotidien.
- Nature** Londres, hebdomadaire.
- Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien.
- The New York Times** New York, quotidien.
- Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire.
- L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien.
- El País Brasil** (brasil.elpais.com) São Paulo, en ligne.
- El Periódico de Catalunya** Barcelone, quotidien.
- La Prensa** (laprensa.com.ni) Managua, en ligne.
- De Standaard** Bruxelles, quotidien.
- The Washington Post** Washington, quotidien.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

CAPTURE D'ÉCRAN DE LA BANDE-ANNONCE D'"AL-RIHLA".



360° p.50

Le Moyen-Orient, royaume des anime

Dans les années 1970-1980, les enfants de cette région dévoraient les séries animées japonaises. Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite a recours à ce genre populaire pour exporter sa puissance culturelle. Un récit de **Middle East Eye**.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. France-Royaume-Uni. Macron joue avec le feu

10. Controverse. Peut-on abolir la prostitution ?

D'un continent à l'autre

12. Chine. L'homme qui en savait trop

14. Liban. Tarek Bitar, un juge seul contre tous

18. Kenya. Quel temps fera-t-il demain ? Une question vitale

20. Soudan. Une révolution volée

22. Société. Grand ménage dans les rangs des élites

24. Transports. Éloge des petits trains et de la lenteur

26. États-Unis. En terre navajo, une Miss pas comme les autres

28. Nicaragua. Ortega met en scène sa farce électorale

30. Union européenne. Ursula et Charles, un couple explosif

32. Estonie. Le dernier matriarcat d'Europe

À la une

34. Des enfants ? Non merci !

Transversales

42. Économie. Ces abattoirs européens qui exploitent les ouvriers étrangers

44. Sciences. Un solide plafond de verre

45. Signaux. Le droit à l'avortement, un long combat

360°

46. Portfolio. À Maiduguri, entraide et résilience

50. Plein écran. Le Moyen-Orient, royaume des anime

52. Idées. Nos ancêtres les anarchistes

54. Histoire. Barbacena, la ville des fous



SUR NOTRE SITE

Propagande. Quand l'Égypte veut "vendre" ses prisons

Complexe immobilier de luxe, prisonniers heureux, gardiens bienveillants... Le régime encense en vidéo "la plus grande prison du Moyen-Orient". Un message qui s'adresse avant tout à Joe Biden, très critique du bilan des droits humains du président Sissi. Mais la ficelle est trop grosse, analyse le site libanais **Al-Modon**.

Vidéo. Greta Thunberg : "Les hashtags ne sauveront pas la planète, mais nous, si !"

Dans cette vidéo d'opinion entièrement illustrée en dessins et publiée par le **New York Times** à l'occasion de la COP26, Greta Thunberg explique que ni les réseaux sociaux ni les politiciens ne nous sauveront. L'espoir réside dans un élan collectif.

Courrier des recettes. Ragoût précolombien

Cette semaine, nous vous invitons à déguster un "Indio viejo" (un "vieux Indien"). Un ragoût de l'époque précolombienne, préparé traditionnellement avec le gibier chassé dans la forêt. Une incarnation de la tradition culinaire nicaraguayenne, fondée sur la céréale préférée dans le pays : le maïs.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Novembre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), **Conception graphique** Javier Errea **Comunicación**
ÉDITION Anouk Delport (1698), Fatima Rizki (1730), **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de rubrique, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **MOYEN-ORIENT** Julien Abirama, Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bébé (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (rédacteur éditeur web), Gabriel Hassan (rédacteur éditeur web, 1632), Carole Lyon (rédactrice éditrice web, 1736), Hoda Saliby (rédactrice éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo édition, 1665), Nora Houdart-Ouahal (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérodé, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (1670) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (1666) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608) Dialla Konate (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE** : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Cécile Chemel, Marie-Ange Costantini, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Guillemette Echalié, Julien Lecot, Cécile Le Liboux, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Anne Romefort, Nina Schretr, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (1652) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 015-486, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % av ec encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comprend un encart Parrainage Courrier international posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

RCO21BO004

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

https://abo.courrierinternational.com/ours2021

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Vérifiez leurs applications



avec un peu d'aide de Google.

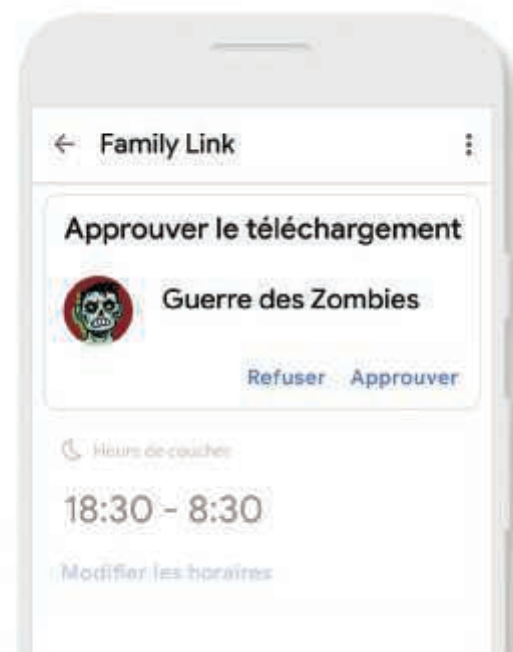
Toutes les applications ne sont pas adaptées aux enfants. L'outil de contrôle parental Family Link vous permet de vérifier, d'approuver ou de bloquer leurs applications.

Téléchargez notre application **Family Link**



Je protège
Partenaire de mon **enfant**
.gouv.fr

Nécessite une connexion Internet, un compte Google et un appareil compatible. Les fonctions "donnez votre avis" et "approuvez" uniquement disponibles sur Google Play. Visuels simplifiés.





France-Royaume-Uni. Macron joue avec le feu

Selon ce journal eurosceptique, l'attitude du président dans le conflit sur la pêche est dangereuse et compromet l'ordre international fondé sur le respect des règles.



—The Daily Telegraph (extraits)
Londres

L'antagonisme entre le Royaume-Uni et la France prend pour prétextes la pêche, les vaccins, le traité Aukus ou l'immigration, mais il va bien au-delà de chacun de ces enjeux. Pas au sens où les anti-Brexit l'entendent, évidemment. Nous n'assistons pas à un conflit entre des nationalistes britanniques pro-Brexit d'arrière-garde et un ordre européen éclairé. Cette division franco-britannique a des dimensions bien plus épiques.

Elle résulte de l'effondrement moral du libéralisme occidental à la sauce Macron, empêtré dans ses propres contradictions.

En votant pour le Brexit, le Royaume-Uni a reconnu que l'ordre libéral pouvait et devait être préservé en rendant le pouvoir au peuple. Nous ne rejetons pas les règles internationales qui encadrent le commerce international ou le trafic maritime. Au lieu de cela, le Brexit était un vote de confiance sur l'État-nation et sa capacité à évoluer au sein de ces règles. Mais pour Macron, le porte-étendard de ces élites en échec, le Brexit est proprement révoltant. Il ne faut surtout pas s'attaquer aux causes du populisme : cela reviendrait à faire l'impensable, c'est-à-dire abattre les vaches sacrées de l'ordre libéral et récupérer les

pouvoirs confisqués par Bruxelles. Par ailleurs, l'hôte de l'Élysée reconnaît que la colère contre le statu quo doit être prise en compte.

Il s'est donc positionné comme le champion d'une troisième voie : il cherche à attiser le populisme pour mieux servir les élites.

Les gesticulations paniquardes du président à l'approche de la présidentielle en témoignent. Sa "troisième voie", consistant à soutenir invariablement des organismes internationaux comme l'UE tout en donnant des gages sur le commerce et l'immigration dans l'espoir de calmer les "gilets jaunes", ne séduit pas les électeurs. Il y a trois ans [lors du centenaire de l'armistice], Macron a déclaré d'un ton méprisant à l'intention de Donald Trump : "Le patriotisme est l'exact contraire du nationalisme. Le nationalisme en est sa trahison." Désormais, il semble prêt à toutes les bassesses pour éviter d'être battu par Éric Zemmour, le Trump français.

La récente pantomime à laquelle s'est livré le président était une vraie master class de postvérité populiste. Son affirmation selon laquelle le conflit sur la pêche aurait valeur de test pour la "crédibilité" du Royaume-Uni n'était pas piquée des vers. À croire que Paris n'a pas lu l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE qu'il a lui-même ratifié, ou qu'il tente sciemment de faire chanter le Royaume-Uni. L'Élysée reproche à Londres d'imposer "unilatéralement" des



OPINION

✓ Emmanuel Macron et Boris Johnson. "La danse des poissons dans la tronche..." Dessin de Dave Brown en hommage aux Monty Python paru dans The Independent, Londres.

restrictions sur les permis de pêche accordés aux Français, alors que celles-ci sont prévues dans le texte du traité. La France a aussi affirmé sans preuves que les "petits" bateaux de pêche étaient dispensés de demander un permis.

Macron a sans doute empoisonné les relations avec le Royaume-Uni pour une génération. S'en inquiétera-t-il? Probablement pas si ses querelles ostentatoires avec les Anglais lui permettent de gagner les élections. Or, compromettant directement l'ordre international, elles risquent d'avoir des conséquences bien plus graves que ça. Elles ont contribué à endommager un peu plus la crédibilité du multilatéralisme que Macron prétend défendre. On a vilipendé Donald Trump et les Brexiteurs pour avoir sapé les institutions mondiales en remettant en question leurs termes actuels. La stratégie du président français, qui consiste à s'aligner sur l'ordre fondé sur les règles tout en les ignorant quand ça l'arrange, est bien plus destructrice. Après avoir affiché un tel mépris pour les dispositions encadrant la pêche dans la Manche, sur quel pied Paris va donc pouvoir danser alors que la Chine fait voler en éclats des années de progrès dans le domaine du droit maritime?

La troisième voie de Macron menace également l'ordre mondial pour une autre raison : elle est incapable de résister aux appétits démesurés des institutions internationales, qui s'expriment au détriment de l'État-nation. Récemment encore, Macron se souciait comme d'une guigne des maux des pêcheurs français. S'il cherchait sérieusement à concilier angoisses populistes et ambitions libérales des élites, il aurait consacré son mandat à négocier la suppression de la politique commune de la pêche, preuve qu'il aurait compris cette réalité incontournable qui veut que plus la mondialisation progresse, plus le symbolisme des frontières maritimes gagne en force.

L'échec de la vision de Macron est d'autant plus catastrophique que l'État-civilisation chinois, lui, est en pleine ascension. Pékin ne représente pas seulement un défi pour l'ordre international fondé sur les règles, mais pour l'État-nation lui-même. Considérons sa déclinaison moderne de la vassalisation avec son projet de nouvelles routes de la soie, et sa domination coloniale sur des pays d'Afrique. Elle donne des idées dangereuses à d'autres pays au passé impérial, de la Turquie à la Russie. Ce n'est pas le moment que des États prennent l'ordre international à la légère.

Le plus drôle, c'est qu'à l'aube de cette ère des néo-empires, le Royaume-Uni du Brexit est l'un des rares pays à défendre ces deux ennemis jurés de l'impérialisme que sont le libre-échange et l'État-nation moderne. C'est le libéralisme chauvin de Macron qui va déstabiliser l'Occident.

—Sherelle Jacobs

Publié le 1^{er} novembre

À la une

Glasgow, centre du monde



"C'est maintenant", titre **The Sunday Post** le 31 octobre. "Avec le lancement de la COP26 à Glasgow, tous les regards se tournent

vers l'Écosse", écrit l'hebdomadaire écossais. "Néanmoins, les espoirs de voir ce sommet changer la donne dans la lutte contre la crise climatique chancellent déjà : les objectifs de réduction des émissions sont jugés sans ambition, et plusieurs grandes puissances refusent de réduire leur production de charbon pour, à terme, y mettre fin complètement."



Pour le **Scotland on Sunday**, qui a décidé de mettre Greta Thunberg à l'honneur, ce sommet constitue "un moment de vérité pour le monde".



Deux jours plus tard, le 2 novembre, la militante suédoise est aussi à la une du **Scotsman**, qui résume ainsi

la première journée de la COP26 : "À l'extérieur, Greta dénonce. À l'intérieur, c'est belles paroles et appels déchirants à l'action." Sur la rive sud de la Clyde, la Suédoise a en effet dénoncé ceux qui "font semblant de prendre notre avenir au sérieux". Pendant que sur la rive nord du fleuve, poursuit le quotidien d'Édimbourg, "des chefs d'État échangent avec solennité sur la nécessité d'agir, évoquant les histoires désormais bien connues de ces vies, de ces communautés détruites par la crise climatique".



À ces cent vingt dirigeants, la reine Élisabeth II a adressé un message vidéo, dans lequel elle appelle à "s'élever au-dessus de la politique de l'instant pour agir en véritables femmes et hommes d'État", rapporte **The Herald** le 2 novembre. Quand les nations font "cause commune, il y a toujours des raisons d'espérer", a dit la reine.

Il y a mieux que faire surveiller votre maison par la voisine

orange™



Maison Protégée Alarme et Télésurveillance

19

€99
/mois*

pendant 12 mois, puis 24,99 €/mois
pour un appartement.
Engagement 12 mois.

- Matériel inclus, sans frais d'installation⁽¹⁾
- Centre de télésurveillance 24/24
- Application mobile pour piloter à distance votre alarme⁽²⁾

0 800 00 86 36

Service & appel
gratuits

Offre soumise à conditions réservée aux abonnés particuliers Orange/Sosh (mobile ou internet) pour les logements en France métropolitaine d'une surface jusqu'à 300 m² et dont la valeur des biens mobiliers ne dépasse pas 100 000 €. Frais de résiliation de 50 €. Conditions sur telesurveillance.orange.fr

*Tarif pour une maison: 29,99€/mois pendant 12 mois puis 34,99€/mois. Promotion valable pour toute 1^{re} souscription (même titulaire, même adresse) du 07/10/2021 au 05/01/2022.
(1) Le technicien détermine l'emplacement des détecteurs suite au diagnostic personnalisé, afin de sécuriser les axes stratégiques et les zones de valeur. Matériel inclus hors options complémentaires payantes. **(2)** Téléchargement et service gratuits hors coût de connexion variable selon l'offre détenue. En cas de résiliation avant la fin de la période initiale d'engagement, les mensualités d'abonnement restantes excluant les remises éventuelles sont dues, sauf en cas de résiliation pour motif légitime. Maison Protégée est une offre de télésurveillance proposée par Orange Télésurveillance (SASU au capital de 33 610 000 € - Siège social : 1 avenue du Président Nelson Mandela 94110 Arcueil - RCS Créteil 824 353 973), titulaire de l'autorisation d'exercer AUT-094-2117-05-16-20180654177 délivrée par le CNAPS. L'autorisation d'exercice ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.



Devenons l'énergie qui change tout.

PRODUIRE SON ÉLECTRICITÉ, C'EST AUSSI FACILE QUE FAIRE POUSSER SES TOMATES.

Le groupe EDF, 1^{er} installateur de panneaux solaires en France*.



RCS PARIS 552 081 317



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

*Périmètre panneaux photovoltaïques en toiture sur le marché des clients résidentiels. Source : Document d'enregistrement universel du groupe EDF, p.46. En savoir plus sur [edf.fr/climat](https://www.edf.fr/climat).



CONTROVERSE

Peut-on abolir la prostitution ?

Le Premier ministre Pedro Sánchez s'est fixé pour objectif le 17 octobre de mettre fin à la prostitution en Espagne d'ici aux élections de 2023. Une urgence pour les uns, une mission impossible pour les autres.

OUI

Réglementer ne suffit pas

—El Periódico de Catalunya
(extraits) Barcelone

Le PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol] a proposé d'abolir la prostitution, et le débat est reparti de plus belle. Dans une société démocratique attachée aux droits de l'homme, on ne devrait pas être pour ou contre la prostitution. Mais un tel débat resurgit toujours au sein de la société et parmi les partis politiques, sur fond d'incompréhension et d'intérêts. Pour éviter tout malentendu, il faut rappeler certaines vérités.

Pour le Parlement européen, la prostitution est "un esclavage incompatible avec la dignité humaine", et pour le Tribunal suprême [espagnol] "l'esclavage du XXI^e siècle est dans les bars à hôtesses". Il est aussi dans la rue et dans des appartements privés. L'esclavage est un délit, ce n'est pas un travail. Il constitue une humiliation, un traumatisme, une violence physique et sexuelle. Qui pense encore qu'il en est autrement ?

Des peines sont prévues [dans le cadre du nouveau projet de loi] pour ceux qui en bénéficient, à savoir les proxénètes et les clients. Des solutions professionnelles et économiques sont proposées à ces femmes et elles ne seront pas poursuivies, comme ce serait le cas avec une loi prohibitionniste. Dans les pays nordiques ou en France, où une telle loi a été adoptée, la demande a effectivement baissé. L'Espagne devrait le faire, car elle est le premier pays d'Europe et l'un des principaux de la planète pour ce qui est de la consommation de prostitution.

Les pays "réglementaristes" se retrouvent avec davantage de femmes victimes de trafics, plus endettées, exposées à davantage de violence. Ces femmes sont loin de travailler dans une plus grande sécurité. La réglementation a accru la demande. On recherche des filles de plus en plus jeunes pour satisfaire les exigences des clients. La réglementation n'a pas pour but d'améliorer le sort des prostituées, elle ne fait que donner des ailes et davantage de bénéfices aux exploiters, aux bandes criminelles organisées, et l'État ne peut pas les tolérer. C'est comme vouloir supprimer la

fraude dans les paradis fiscaux. Ce n'est pas possible, ils s'alimentent mutuellement. Si l'on se contente de combattre la traite, on abandonne les femmes qui se prostituent uniquement par pauvreté, sans s'attaquer aux vraies causes. La Federación Mujeres [Fédération des femmes] signale que 66 % de la prostitution concerne des femmes à la recherche d'un emploi ou d'un nouveau logement, et que 75 % sont sans domicile. L'exploitation sexuelle n'existe que parce qu'il existe une demande.

[Il faut donner la parole à toutes ces femmes], et pas seulement à celles qui justifient ce commerce et le discours proxénète. Réglementer la prostitution ou ne pas légiférer sont des solutions classiques. Aujourd'hui, celles qui défient le système, celles qui se sont arrachées à la prostitution commencent à prendre la parole. Cela se termine souvent par des lieux communs, du genre "il y a des boulots plus durs".

De grâce, un peu plus de mémoire historique féministe ! Il n'y a jamais eu de féminisme réglementariste. Le réglementarisme est arrivé comme un cheval de Troie, pour des questions d'argent, pour manipuler les esprits. L'Espagne a déjà eu une loi abolitionniste sous la Deuxième République [1931-1936], et des projets qui ont fonctionné.

En février 2020, la ministre de l'Égalité, Irene Montero [du parti Podemos], a déclaré qu'elle était abolitionniste, mais que ce débat risquait de "diviser le mouvement féministe". Elle proposait des solutions dans la loi sur la liberté sexuelle, ainsi que dans une loi sur la traite. Finalement, les disputes au sein du mouvement ont effectivement eu lieu, mais autour du projet de loi sur la transidentité. Si bien qu'aujourd'hui le PSOE récupère une revendication du féminisme, une loi abolitionniste qui couvre tous les aspects du problème. Il y a des années que le PSOE aurait dû mettre en place un tel dispositif. Le féminisme en a assez des vaines promesses.

Qui dit abolition dit liberté, droits et avenir pour ces femmes. C'est la raison pour laquelle certains voudraient empêcher une telle abolition. Ne rentrons pas dans leur jeu. Tandis que nous "débattons" sur ce que nous savons déjà, des centaines de femmes attendent d'être sauvées, de ne plus être les dernières des dernières. Elles méritent toutes la dignité et la reconnaissance de leurs droits. Arrêtons les sempiternels débats et passons à l'action.

—Ana Bernal
Publié le 21 octobre

NON

C'est illusoire

—El Mundo (extraits) Madrid

Les murs de la maison sont blancs. Sur l'un d'entre eux, un tableau est accroché. Seulement un. On y voit le coin d'une table recouverte d'un tapis, peut-être en soie, une de ces toiles anciennes que le temps, le soleil et les regards ont effilochée à force d'accrocs. Sur la table, une assiette, un pot et un petit vase en cristal, contenant des roses et des anémones. Derrière, un miroir et une feuille de papier. Sur cette dernière sont esquissées les silhouettes des Filles de joie, qui sont exposées au musée de Bilbao. Sur la feuille, l'auteur de cet intérieur, [le peintre espagnol] Ramón Gaya, a écrit : "Hommage aux prostituées de Solana". Le tableau de Solana [autre peintre espagnol] a été exposé il y a quelques années au Prado [à Madrid] et ces quatre femmes se sont entretenues avec les bouffons de Vélazquez, je veux dire qu'ils ont parlé entre eux le langage de la miséricorde.

Personne ne connaît leur nombre exact, ni l'argent qui circule. L'argent de la traite des Blanches est de l'argent sale.

J'ai repensé à ces deux peintures en entendant, il y a quelques jours, la déclaration d'un membre du syndicat des proxénètes : "Ce sont 400 000 postes de travail qui sont en jeu, pas moins de 400 000 femmes peuvent se retrouver au chômage." L'homme qui vit de leur exploitation, qui a ruiné leur présent, se soucie de l'avenir de ces femmes. Il pensait évidemment au président du gouvernement [Pedro Sánchez], qui parle d'abolir la prostitution (il ment).

Si de nombreux accords politiques se nouent dans les allées du pouvoir, certaines batailles se prêtent à l'hyperbole : abolition, 400 000. Il n'y aura pas d'abolition, pas plus qu'elles ne sont 400 000. Personne ne connaît leur nombre exact, ni l'argent qui circule. L'argent de la traite des Blanches est de l'argent sale. Disons la moitié : 200 000 personnes réparties dans des centaines de locaux et de clubs

de prostitution de bord des routes, plus ou moins sordides. Aucune société éclairée et démocratique ne devrait, ne peut tolérer une telle situation sans hypocrisie. L'hypocrisie étant, comme chacun sait, la partie nécrosée de la conscience.

Mais même s'il n'y a pas d'abolition, même si elle n'a jamais lieu, il faut tenter l'impossible pour libérer toutes les prostituées qui le désirent. De toute évidence, le mot "abolition" a été choisi parce qu'il renvoie à l'esclavage. Le principe kantien est le même : "Le corps humain n'a pas de prix, il a de la dignité." Traduisez : il n'est pas certain qu'on soit libre de vendre son corps, mais personne n'a le droit de l'acheter.

On a vu cela des milliers de fois à la télévision et au cinéma. Les circonstances dans lesquelles on les recrute, la manière dont elles se font escroquer. Recluses, sans voir la lumière du jour, se flétrissant en moins de temps qu'une anémone. Les chaînes pas si invisibles de la misère et de l'ignorance, de la terreur, de la violence.

Válgame Dios ["Bonté divine"] est l'un des plus jolis noms qu'une rue puisse porter. Elle se trouve à Madrid. Je trouve encore plus de charme au nom de la calle del Desengaño ["rue de la Désillusion"]. Dans cette dernière, quatre ou cinq filles prématurément vieilles exercent la prostitution. Elles ne tiennent encore debout que grâce à l'héroïne, ou plutôt elles titubent en se tenant aux murs. On dirait des zombies. Válgame Dios, en revanche, est une petite rue ensoleillée, agréable. Une femme qui recevait des hommes habitait dans l'un des immeubles de cette rue. [Au début du XX^e siècle, le poète] Antonio Machado allait la voir de temps à autre. Il évoque ces visites dans les vers suivants : "Et des roses au balcon / au coin de la rue de la Bonté divine". À Grenade, on m'a parlé de l'une de ces femmes qui recevaient. Une femme du peuple, la quarantaine. Deux après-midi par semaine dans un meublé discret du quartier de la Manigua. Sa clientèle plus ou moins fidèle finançait les études de ses enfants.

Il faut en finir avec la souffrance de la rue de la Désillusion, avec le trafic de femmes, avec le proxénétisme. Mais la loi pourra-t-elle empêcher la compagne d'infortune de Machado de facturer son travail, et Machado lui-même de payer pour ce qu'il recherche, même si l'on ne sait pas ce qu'il recherchait en elle ?

—Andrés Trapiello
Publié le 22 octobre

The easyJet logo is displayed in white lowercase letters on an orange rectangular background in the top right corner of the advertisement.

NOUS NE DONNONS PAS DE LEÇON, NOUS COMPENSONS NOS ÉMISSIONS

Depuis 2019, nous compensons les émissions de carbone provenant du carburant utilisé sur tous nos vols en soutenant des projets environnementaux. Une solution transitoire le temps que de nouvelles technologies réduisant très significativement les émissions soient disponibles.

Comment compensons-nous les émissions de carbone ?

Nous investissons dans des projets de préservation des forêts et de développement d'énergies renouvelables répondant aux labels internationaux particulièrement stricts tels que Verified Carbon Standard (VCS).



Rendez-vous sur <https://www.easyjet.com/fr/voyageonsmieux> pour plus d'informations.

d'un
continent
à l'autre.

asie



Moyen-Orient...	14
Afrique.....	18
France.....	22
Amériques.....	26
Europe.....	30

Chine. L'homme qui en savait trop

Fu Zhenghua est l'ancien responsable des enquêtes de police visant des personnalités politiques accusées de corruption. C'est aujourd'hui son tour d'être victime du cycle de répression sans fin enclenché par Xi Jinping.



—Nikkei Asia Tokyo

En Chine, la semaine de vacances qui a commencé le 1^{er} octobre avec la fête nationale a donné au commun des Chinois le temps de se détendre et de voyager. Mais cette époque de l'année coïncide

aussi, souvent, avec des séismes politiques, et cette année n'a pas dérogé à la règle. Le 2 octobre, un poids lourd du parti, qui savait tout des luttes de pouvoir menées par le président Xi Jinping, vient de tomber en disgrâce.

La Commission centrale pour l'inspection de la discipline,

principal organe anticorruption du Parti communiste chinois (PCC), vient de faire savoir que l'ancien ministre de la Justice, Fu Zhenghua, faisait l'objet d'une enquête pour *“manquement grave à la discipline”*.

Fu Zhenghua, 66 ans, est membre titulaire du Comité

central, la crème du parti. La neutralisation de ce personnage qui a longtemps été le patron de la justice et de la police a provoqué une onde de choc considérable sur l'échiquier politique chinois.

Fu a supervisé les enquêtes qui ont envoyé bien du monde derrière les barreaux. Le fait qu'il soit aujourd'hui visé à son tour risque de semer le doute sur la légitimité de ses enquêtes passées. L'événement est donc d'importance.

“Il me faisait l'impression d'un technocrate qui a commencé par instruire des dossiers avant de grimper les échelons un à un”, confie une source au sein du parti. *“Mais cette affaire, c'est celle d'un homme qui en savait trop. On l'a poussé vers la sortie manu militari. À partir de là, tout peut arriver.”*

Parmi les enquêtes menées par Fu Zhenghua, il y a celle sur Zhou Yongkang, ancien membre du Comité permanent du Bureau politique, le principal organe décisionnaire du PCC. Jusqu'en 2012, en sa qualité de numéro neuf du parti, Zhou supervisait tous les organes de justice et de police de l'empire du Milieu.

Il a dû sentir le nœud coulant se resserrer autour de sa gorge, car il avait bâti un vaste réseau d'information reposant sur ses anciens subordonnés au sein des services de police, et pouvait compter sur différents canaux qui lui faisaient remonter des informations sensibles. En décembre 2013, le Comité permanent du Bureau politique a reçu un rapport sur ses manquements à la discipline et décidé d'ouvrir une enquête à son encontre, au titre de la fameuse campagne anticorruption de Xi Jinping [parvenu au pouvoir un an plus tôt].

C'était la toute première éviction d'un ancien membre du Comité permanent du Bureau politique, et la transgression d'une règle tacite au sein du parti. Fu Zhenghua, qui avait la réputation d'être un enquêteur hors pair, est devenu la cheville ouvrière d'une équipe de travail formée à l'été 2013 pour instruire le dossier.

Fu est un personnage à part. À l'époque où il dirigeait le Bureau de la sécurité publique à Pékin [et où il était secrétaire

du parti, à partir de 2010], faisant de lui le chef de la police dans la capitale chinoise, il a été nommé vice-ministre de la Sécurité publique, qui supervise tous les services de police du pays [poste qu'il a occupé dès 2013, avant d'être nommé ministre de la Justice, en 2018]. Il a mis au pied du mur Zhou Yongkang, son ancien supérieur, qui purge désormais une peine de prison à vie pour corruption.

La campagne anticorruption a été la source du pouvoir de Xi Jinping, et la condamnation de Zhou a contribué à asseoir son autorité. L'action de Fu Zhenghua était liée à celle de la Commission centrale pour

“On l'a poussé vers la sortie manu militari. À partir de là, tout peut arriver.”

UNE SOURCE ANONYME AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

l'inspection de la discipline, qui était alors pilotée par Wang Qishan, un allié de longue date de Xi Jinping, qui est actuellement le vice-président du pays.

Fu Zhenghua, qui sait tout de la conquête acharnée du pouvoir par le président (et des secrets qui l'accompagnent), a été récompensé pour ses mérites, ce qui lui a permis de grimper les échelons. Il s'est notamment vu confier la sécurité d'un défilé militaire à Pékin, en septembre 2015. C'est également lui qui a chapeauté la campagne de répression contre des avocats et militants des droits humains en juillet 2015. Pour les victimes de ces arrestations, Fu Zhenghua est un personnage dur et sans pitié.

Pièce rapportée. Mais malgré ses états de service à la tête de la police et son allégeance à Xi Jinping, Fu Zhenghua a fini par tomber de son piédestal. Pourquoi? Abstraction faite des charges retenues contre lui, encore peu claires, on relève que son parcours politique fait de lui une *“pièce rapportée”*. Il n'est pas, à proprement parler, membre du sérail de Xi Jinping. Dans l'entourage du président, il passe pour un fonctionnaire capable, mais auquel on ne saurait faire totalement confiance.

↳ *“Tu penses qu'ils sont corrompus, là-haut ?”*

Dessin de Chappatte paru dans International Herald Tribune, Paris.

Fu Zhenghua est devenu célèbre en Chine après une enquête contre le Tianshang Renjian, ou le Paradis sur Terre, une discothèque huppée de Pékin associée à des affaires de corruption impliquant des politiciens. Ses prédécesseurs n'avaient pas osé s'en prendre à l'établissement. L'enquête de Fu Zhenghua date de l'époque (2003-2013) où Hu Jintao était président et Wen Jiabao, Premier ministre. Fu Zhenghua était également très investi dans une enquête sur un scandale impliquant Ling Jihua, qui était alors le directeur du secrétariat général du PCC sous Hu Jintao. Ling Jihua purge actuellement une peine de prison à perpétuité.

Personne n'en sait plus que Fu Zhenghua sur les coulisses des affaires qui ont ébranlé le monde politique chinois ces dernières années, ce qui fait de lui un homme dangereux pour Xi Jinping. Ce dernier nourrit de longue date une méfiance profonde à l'égard des services de police. Si l'on compte Fu, ce sont trois vice-ministres de la Sécurité publique qui se trouvent aujourd'hui sous les verrous depuis le deuxième mandat présidentiel de Xi Jinping, qui a débuté en 2018.

Les cadres de la police qui étaient à la tête de la Sécurité publique sont presque tous tombés.

Les deux autres sont Meng Hongwei, qui a fait l'objet d'une enquête en 2018 [condamné à treize ans de prison en 2020], et Sun Lijun, mis en cause en 2020 [limogé et exclu du PCC en octobre]. Meng Hongwei était devenu le premier président chinois d'Interpol, l'Organisation internationale de la police criminelle. Les chefs des bureaux de la Sécurité publique de Chongqing et de Shanghai ont également été visés. Au bout du compte, les cadres de la police qui étaient à la tête de la Sécurité publique sont presque tous tombés.

Les seuls rescapés sont des amis et des proches que Xi Jinping connaît depuis des lustres et en qui il a confiance. Au premier rang de ceux-là, on trouve Wang Xiaohong, actuel doyen

des vice-ministres de la Sécurité publique. Jeune, Xi Jinping a passé plusieurs années dans la province du Fujian, où il a rencontré Wang. Il lui a par la suite confié des postes clés à Pékin. Les deux hommes se connaissent depuis plus de trente ans. Une source au Fujian explique que Wang est "l'un des rares amis de longue date en qui le président peut vraiment avoir confiance". L'homme est d'ailleurs présenté pour devenir le nouveau ministre de la Sécurité publique.

Possible hostilité. Voilà un an, Wang soupçonnait peut-être déjà Fu Zhenghua de cacher son jeu et d'être en réalité hostile au régime. À l'heure actuelle, c'est Chen Yixin, un proche de Xi Jinping, aujourd'hui secrétaire général de la Commission centrale aux affaires politiques et juridiques, qui supervise [au parti] les services de police et de justice, dont les tribunaux et les ministères publics. Et c'est Tang Yijun, un autre proche de Xi Jinping, qui a été désigné ministre de la Justice à la place de Fu Zhenghua.

Contrairement à ce dernier, Chen et Tang sont issus du sérail. Depuis qu'il est devenu chef suprême de l'empire du Milieu, voilà neuf ans, Xi Jinping tente d'avoir la haute main sur l'ensemble des services de police. Et, au parti, beaucoup prédisent que ce n'est pas fini. "Si Xi Jinping cherche à sécuriser totalement le régime, les enquêtes à charge ne sont pas près de se terminer, commente une source. Ça peut continuer encore longtemps."

— **Katsuji Nakazawa**
Publié le 14 octobre

SOURCE

NIKKEI ASIA
Tokyo, Japon
Hebdomadaire
asia.nikkei.com

Connu sous le nom de *Nikkei Asian Review* jusqu'en septembre 2020, le magazine *Nikkei Asia* conserve la même ligne éditoriale. Une couverture rigoureuse de l'Asie qui souligne l'intérêt du groupe japonais *Nikkei* sur la région. Cet article a été écrit par un ancien chef du bureau de Pékin du magazine.

Xi Jinping veut mettre le PCC au pas

Le plénum du Parti communiste qui va se tenir à Pékin à partir du 8 novembre sera décisif. Le président chinois, tout-puissant, entend bien y dicter sa lecture de l'histoire récente du pays. Une histoire dans laquelle il tient le premier rôle.

Le 6^e plénum du 19^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), qui se réunit à Pékin du 8 au 11 novembre, devrait être un moment clé de la consécration du pouvoir de Xi Jinping. Selon des observateurs de la vie politique chinoise, qui se fondent sur ce qui a récemment filtré des dernières réunions des organes du PCC, on y assistera à l'introduction d'une "résolution sur l'histoire" fixant pour les années à venir la lecture à faire des événements marquants du siècle, et y gravant le rôle historique de Xi.

Celui-ci, qui entame sa neuvième année à la tête du parti et de l'État, confirmera qu'il prolongera sa mainmise en allant au-delà des deux mandats de cinq ans qui étaient la norme. Lors du 20^e Congrès du PCC, qui se tiendra en 2022, toutes les conditions seront réunies pour que Xi se succède à lui-même pour un troisième mandat, dans une position de leader incontesté. En 2019, la réunion annuelle des quelque 2 300 délégués au plénum avait en effet "proposé" une réforme de la Constitution abolissant la limitation à deux mandats quinquennaux successifs de la présidence de l'État chinois. Cette réforme avait été entérinée lors de la session parlementaire du mois de mars suivant.

Pour l'heure, la presse chinoise s'est bornée à reproduire une dépêche de l'agence officielle Xinhua annonçant la date du plénum décrétée par le bureau politique, assortie de quelques éléments sur cette année, qui marque le centenaire de la fondation du PCC. D'anciens membres du parti en exil livrent toutefois

leurs analyses. Selon le site en chinois de **Radio Free Asia**, "le bureau politique réuni à la fin du mois d'août à Pékin a mis l'accent sur l'étude d'un bilan complet des succès et l'expérience historique de cent ans de lutte du parti, ce qui est un indice de la décision de prendre une troisième résolution sur l'histoire".

Deux résolutions de ce type ont été prises dans le passé : la première en 1945, la deuxième en 1981. "Ces deux résolutions avaient affirmé la position de leader de Mao Zedong et de Deng Xiaoping",



commente le site. Celui-ci indique que le bureau politique s'apprête à diviser les cent ans du PCC en quatre périodes : celle qui a duré de 1921 à 1949, année de la prise du pouvoir ; le pouvoir maoïste, jusqu'en 1978 ; la décollectivisation inspirée par Deng Xiaoping ; puis la période qui a commencé avec l'arrivée de Xi Jinping, en 2012.

Mais la résolution n'évoquera en rien les événements ayant mené aux plus grandes catastrophes du régime, telle que la collectivisation lors du Grand Bond en avant (1958), la Révolution culturelle (1966-1976) ou la répression du mouvement prodémocratique de Tian'anmen (1989). "Cette troisième résolution banalisera les réussites des dirigeants du passé, mais vantera la ligne directrice choisie depuis l'arrivée au pouvoir de Xi", estime Chen Kuide, directeur du Princeton China Institute.

Xi voudrait-il solder l'héritage contradictoire de Mao et de Deng ? Pour Wu Guoguang, chercheur en sciences politiques à

l'université de Victoria au Canada, les termes de la troisième résolution sur l'histoire seront soigneusement mesurés dans l'idée de se dégager du poids des deux grands leaders, souvent opposés l'un à l'autre. Le site en chinois de la radio **Voice of America** publie un long entretien avec cet ancien responsable de la rubrique Idées du *Renmin Ribao* (*Le Quotidien du peuple*, organe du PCC) en exil depuis 1989. Pour Wu, après avoir mené sa purge des plus hautes sphères du parti (*lire ci-contre*), Xi Jinping profitera de cette résolution pour "unifier la pensée des classes dirigeantes", suivant en cela l'exemple des premiers grands leaders.

Mais Xi, qui fait face à un parti profondément divisé, en profitera aussi pour piéger ses opposants, explique Wu : les gens qui se sont enrichis ces dernières décennies en exerçant le pouvoir à l'ombre de Deng ont peur que Xi Jinping n'utilise les façons de Mao pour nier celles de Deng. "Ils craignent le totalitarisme de Mao et encensent le capitalisme de pouvoir de Deng." Xi Jinping veut limiter leur pouvoir et "faire de ces capitalistes des fils et petits-fils obéissants du parti".

Deng avait libéralisé l'économie sans rien lâcher sur l'idéologie, et Wu en conclut : "Si jamais cette résolution aborde les événements de 1989 [la répression de Tian'anmen], ce sera pour approuver la répression, car c'est ainsi que Deng a le plus clairement exprimé sa détermination à exercer le monopole du pouvoir du parti unique pour y enfermer l'économie de marché." Un monopole que les admirateurs de Deng d'aujourd'hui devront aussi reconnaître.

— **Courrier international**

✎ Xi Jinping.
Dessin de Ramsés,
Cuba.





Liban. Tarek Bitar, un juge seul contre tous

Opiniâtre et farouchement indépendant, le discret magistrat vit sous protection militaire. Il est chargé de faire la lumière sur la tragédie qui a ravagé la capitale libanaise le 4 août 2020.



—L'Orient-Le Jour Beyrouth

C'est l'histoire d'un juge qui avait pressenti la violente tempête qu'il aurait à affronter en acceptant un dossier de l'ampleur de celui de la double explosion au port de Beyrouth [survenue le 4 août 2020]. Un drame qui a ébranlé le pays, dont le bilan s'élève à au moins 218 morts et dont les ramifications dépassent largement les frontières du pays du Cèdre.

Dans l'enceinte décrépite du palais de justice, symbole de la désuétude et de la faillite de l'administration libanaise, Tarek Bitar est seul à s'atteler à la tâche. "Aux États-Unis, vous auriez vu un immeuble entier avec 400 personnes assignées à une telle affaire", déplore une source proche de l'enquête. Seul, le magistrat, qui va sur ses 47 ans, ne l'a jamais autant été. Celui que l'on dépeint comme un authentique justicier affiche sa détermination à mener cette

enquête jusqu'au bout, "pour montrer aux citoyens libanais que leur justice dispose de juges capables d'affronter un tel dossier", dit-on dans son entourage.

Derrière le bras de fer qui oppose Tarek Bitar à une grande partie de la classe politique libanaise se joue l'édification d'un État de droit, critère indispensable au fonctionnement d'une véritable démocratie, pour rompre enfin avec l'ordre milicien. Mais les eaux sur lesquelles le magistrat navigue

sont déchaînées et menacent à tout moment de le jeter par-dessus bord. Tarek Bitar est la cible d'une campagne de plus en plus agressive de la part de plusieurs responsables politiques. En particulier du tandem chiite Amal et Hezbollah depuis qu'il a lancé des poursuites à l'encontre d'anciens ministres, députés et responsables sécuritaires issus de leurs camps respectifs, pour leur responsabilité dans le stockage sans précaution du nitrate d'ammonium à l'origine de la déflagration meurtrière. Cette campagne se traduit par de violentes diatribes, mais aussi par la propagation de messages de désinformation dans les médias et sur les réseaux sociaux ternissant sa réputation et son travail, l'accusant notamment de politiser l'enquête et de choisir ses cibles. La cabale pour le récuser est plus que lancée. Bien que Tarek Bitar soit réputé pour son indépendance politique et sa férocité à la Falcone [en référence au juge Giovanni Falcone, symbole de la lutte contre la mafia en Italie] à l'égard des malfaiteurs, son sort a réussi à cliver la rue libanaise en raison de l'instrumentalisation du dossier et surtout de sa confessionnalisation. Le 14 octobre, une manifestation contre le magistrat a dégénéré en affrontements armés sanglants dans le quartier de Tayouné, à Beyrouth, faisant sept morts et des dizaines de blessés.

Si Tarek Bitar est officiellement aux manettes de l'enquête depuis seulement huit mois, son nom avait déjà été rapidement avancé après le drame du 4 août, lorsque les autorités du pays ont décidé de déferer l'affaire à la Cour de justice, un tribunal d'exception dédié aux crimes d'État. Le magistrat figurait en deuxième position des juges d'instruction proposés par la ministre de la Justice de

l'époque, Marie-Claude Najm, au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). "Il fallait quelqu'un avec suffisamment d'expérience, mais en même temps qui soit jeune et dynamique pour supporter cette charge très lourde. Et, bien sûr, Tarek Bitar remplit aussi toutes les conditions de base, à savoir qu'il est indépendant et propre", avait affirmé cette dernière à L'Orient-Le Jour. Mais à ce moment-là, l'homme se montre hésitant et pose des conditions.

"Tarek Bitar n'est pas né de la dernière pluie. Il a clairement vu que de gros nœuds juridiques risquaient de bloquer son travail et qu'il fallait au préalable créer un cadre mettant tout le monde sur un pied d'égalité devant la loi", rapporte-t-on dans l'entourage du juge. Selon ses proches, il suggère qu'aucune enquête ne démarre avant un amendement des lois pour

Il est la cible d'une campagne de plus en plus agressive de la part de responsables politiques.

supprimer tout ce qui relève des "immunités" ou des "demandes d'autorisation", et de créer une commission spéciale pour l'affaire du port formée de plusieurs juges. Mais il essuie un refus des autorités, ce qui le refroidit.

L'instruction est finalement confiée à son confrère Fadi Sawan. Ce dernier ne va pas tarder à faire les frais de l'acharnement politique à vouloir enterrer l'enquête. Six mois après sa prise de fonction, il est récuser par la Cour de cassation à la suite d'un recours pour suspicieux déposé par les députés et ex-ministres

du mouvement Amal Ali Hassan Khalil et Ghazi Zeaïter, qui sont aujourd'hui dans le collimateur du juge Bitar aux côtés d'autres hauts responsables libanais.

Un nouvel enquêteur doit alors être désigné, mais rares sont les candidats au vu de la tournure que prend le dossier, et plus rares encore sont les noms qui font consensus entre le CSM et la ministre de la Justice. Celui de Tarek Bitar revient sur le devant de la scène. "C'est quelque part un fils du CSM, il est très respecté et apprécié par l'institution", affirme une source proche du magistrat. "Voyant que le dossier était allé entre les mains d'un autre pour finir par lui revenir, Tarek Bitar l'a pris comme un signe du destin. Cette fois, il ne pouvait plus refuser. C'est devenu sa mission", d'après cette même source. "Il est clair qu'il savait dans quoi il s'embarquait. C'est le b.a.-ba des grands justiciers après tout. Ce n'est pas une balade en forêt qu'ils s'attendent à affronter, mais des vents violents et une mer houleuse !" témoigne un avocat qui a eu plusieurs fois affaire au juge. "C'est une tête brûlée. Quand il croit en sa mission, plus rien ne l'arrête, et encore moins lorsque les tactiques pour l'arrêter sont injustes. Ça renforce sa détermination à aller jusqu'au bout", poursuit-il.

Cette ténacité semble irriter au plus haut point la classe politique libanaise, guère habituée à être inquiétée par la justice, et qui ne cesse de tendre des pièges au magistrat. Depuis qu'il a succédé à son prédécesseur, Tarek Bitar est loin d'avoir connu la quiétude. Il a été dessaisi temporairement de l'enquête à deux reprises à la suite de recours déposés en justice par les responsables incriminés dans l'enquête, et les demandes d'autorisation pour poursuivre des responsables sécuritaires, → 16

✍ Tarek Bitar. Dessin de Kichka, Israël, pour Courrier international.



PORTRAIT

Repères

●●● Le 4 août 2020, Beyrouth est ravagé par l'une des plus puissantes explosions de l'histoire. Elle a été provoquée par l'incendie d'un énorme stock de plusieurs centaines de tonnes de nitrate d'ammonium, déchargé en 2014 d'un cargo délabré, le *Rhosus*. Celui-ci avait alors fait escale dans le port de la capitale libanaise, et sa cargaison était depuis entreposée dans un hangar sans mesures de précaution. Le bilan de la double explosion est effroyable. Elle a fait 218 morts, environ 6 500 blessés et a détruit des pans entiers de plusieurs quartiers de Beyrouth, qui porte encore les stigmates de cette déflagration.



Je ne pensais pas pouvoir faire bouger les lignes.

Mais j'avais tort. Je fais partie de l'équipe de développement durable et quand on a une idée pour améliorer les choses on a la satisfaction d'être écoutés et de voir certaines idées se réaliser. Par exemple, avec mon équipe nous avons fait adopter l'éco-pâturage sur plusieurs entrepôts en France.

Toufik, Responsable développement durable



14 ← qu'il adresse à leur ministre de tutelle, sont pour la plupart refusées. Dans la bouche des responsables du Hezbollah et d'Amal, le magistrat mène une enquête "politisée" et "sélective" qui ne s'attaque qu'aux partis chiites du pays selon un agenda dicté par les États-Unis, qui ont le parti de Dieu en ligne de mire. Ces accusations sont pourtant aux antipodes de la réputation que s'est bâtie celui qui aurait pour horreur le copinage et la collusion, fréquente, entre certains juges libanais et le monde politique.

Originaire de l'Akkar [région du nord du Liban], Tarek Bitar, le septième d'une fratrie de huit enfants, n'a en effet jamais montré grand intérêt pour la chose politique. "Il a choisi de servir son pays en s'engageant dans la justice. Le Liban est sa seule devise", à en croire son entourage. Diplômé de l'Université libanaise, il commence sa carrière au Liban-Nord, où il réussit à s'affirmer en occupant des postes de renom malgré son jeune âge. D'abord en tant que juge pénal à Tripoli avant d'être désigné en

"Il refuse toute invitation ou toute demande. Il déteste les mondanités."

UN MEMBRE DE L'ENTOURAGE
DE TAREK BITAR

2010 procureur d'appel pour le [Liban-] Nord. En 2017, à 41 ans, il se retrouve à la tête de la chambre criminelle de Beyrouth et traite de plusieurs cas complexes de terrorisme, de meurtre, de viol, de crime financier et de trafic de drogue, dont certains ont eu un grand écho médiatique. Tarek Bitar a aussi déjà goûté aux menaces. En juillet 2020, une personne tente de poser des bombes au sein de son bureau avant d'être neutralisée par les forces de sécurité. "L'homme arrêté était un pauvre type, mais on n'a jamais su s'il était aux ordres de quelqu'un. À l'époque, le juge sévissait contre les trafiquants de drogue. Ils le détestaient", rapporte un proche.

À ce poste, Tarek Bitar, marié et père de deux enfants, travaille sans relâche. Il rentre chez lui très tard le soir et ne prend jamais de congés. "Il avait besoin de rentrées financières, pourtant il n'a jamais accepté les postes d'enseignant à l'université qu'on lui a proposés.

Pour lui, c'était du temps en moins consacré à la justice, et c'était hors de question", affirme une amie du magistrat. Farouchement indépendant, au point d'être accusé de mener une cabale contre les politiques, Tarek Bitar serait redouté par ces derniers. "Aucun responsable ne l'appelle. Ils n'osent même pas le faire. Il refuse toute invitation ou toute demande. Il déteste les mondanités. Son cercle d'amis est finalement très restreint", témoigne un membre de son entourage, selon lequel le juge a érigé des murs infranchissables pour protéger son travail des interférences politiques. Depuis février, mois durant lequel il a récupéré l'affaire de la double explosion au port de Beyrouth, Tarek Bitar n'a pas vu sa charge de travail diminuer, bien au contraire. L'homme voit encore moins sa famille, tandis que la pression qu'il subit de toutes parts ne fait que s'accroître. Le magistrat a néanmoins réussi à conserver un visage humain et une sensibilité qui n'ont pas manqué de toucher les familles des victimes du drame du 4 août, mais aussi celles des prévenus, qu'il a souvent reçues, contrairement à son prédécesseur, Fadi Sawan. Mounia Fawaz, l'épouse de Charbel Fawaz, qui fut parmi les personnes emprisonnées pendant les premiers mois de l'enquête avant d'être relâché, se souvient d'un juge au grand cœur. "Au début, on n'avait aucune information. Mais quand Tarek Bitar a été nommé, tout a changé. On a commencé à voir un peu la lumière", affirme Mounia, avant d'ajouter : "Que Dieu le protège. Gérer une telle affaire dans ce pays, c'est effrayant."

Le magistrat et sa famille, qui résident au nord de Beyrouth, sont aujourd'hui sous protection militaire. Plusieurs menaces ont été proférées à l'encontre de Tarek Bitar, et cette garde sécuritaire qui l'entoure effraie ses enfants. Leur père, lui, n'est aucunement intimidé. "Il espère coûte que coûte qu'il pourra mener l'enquête jusqu'au bout. Mais si les pressions extérieures ont raison de lui, il a au moins la conscience tranquille quant au fait que son successeur aura entre les mains un dossier extrêmement bien ficelé et surtout bientôt terminé. Après tout, ce n'est pas sa personne qui compte, mais le succès de l'enquête", affirme un de ses proches.

—Marie Jo Sader
Publié le 22 octobre

ÉGYPTE

Mohamed Salah mis à l'honneur dans les écoles

Le parcours exemplaire de la star de Liverpool a intégré le programme scolaire en Égypte. Une manière de mettre en exergue le footballeur, mais aussi l'homme qu'il est en dehors du terrain : un modèle dans son pays natal et sa ville d'adoption.

Pour la star égyptienne du club de football de Liverpool, Mohamed Salah, natif du petit village pauvre de Nagrig, dans le delta du Nil, et aujourd'hui un des meilleurs footballeurs de la planète, c'est une forme de consécration. En cette année scolaire, le parcours du "Pharaon" va être étudié dans les écoles d'Égypte, plus précisément dans le cursus d'anglais en primaire et en secondaire.



Revue
de presse

La responsable des programmes scolaires en Égypte, Nawal Shalaby, a expliqué sur le site égyptien **Masrawy** que Salah est présenté comme "un héros et un modèle de par son soutien moral et matériel à ses compatriotes". "Il est un modèle lumineux, honorable et inspirant pour les élèves, au vu de sa carrière professionnelle réussie de joueur, de ses qualités personnelles et physiques."

Salah mérite-il cet honneur ? Oui, répond de manière tranchée Adel Sanhory, rédacteur en chef du quotidien égyptien **Al-Youm Al-Sabee**, dans un éditorial. "Nous connaissons tous le point de vue des intellectuels et des écrivains sur le football [...] selon lequel c'est 'l'opium du peuple'. C'est une vision dépassée du football, où sont entrés la politique, l'économie, le marketing

✓ Mohamed Salah, la dictature militaire, le terrorisme. Dessin d'Omar Al-Abdallat, Jordanie.

et la diplomatie", écrit-il. Et de poursuivre : "Mohamed Salah n'est pas qu'un footballeur, c'est aussi un ambassadeur extraordinaire pour son pays, regroupant 'plusieurs ministères' en une seule personne. Ce qu'il a accompli pour l'Égypte est plus important que ce qu'ont accompli les ministères et les institutions [égyptiens] à l'étranger au fil des années." En Angleterre aussi, Salah est "un modèle et un exemple". Il a même contribué à "améliorer l'image des Arabes et des musulmans au sein de la société européenne".

"Salah a beaucoup à apprendre à ses compatriotes, écrit le journal britannique **The Times**, et pas seulement à jouer un football de classe mondiale pendant plus d'une décennie." Le 24 octobre dernier, l'attaquant des Reds avait illuminé la rencontre que son équipe a très largement remportée (0-5) à l'extérieur contre Manchester United, en inscrivant un triplé. "Il peut inspirer d'autres qui, comme lui, viennent d'un village pauvre d'agriculteurs sur le delta [du Nil], avant de s'élever, d'obtenir gloire et fortune et d'utiliser cet argent pour construire des écoles et des hôpitaux, donner des allocations mensuelles à des familles dans le besoin, créer une unité d'ambulances et donner 300 000 dollars au gouvernement égyptien pour surmonter une crise économique."

Dans son éditorial, le **Times** explique, comme **Al-Youm Al-Sabee**, que la star égyptienne a également fait beaucoup pour Liverpool, sa ville d'adoption. "Non seulement il a marqué assez de buts pour ramener des titres sur les bords de la Mersey, mais il a montré, avec piété et modération, que l'islam pouvait être un exemple pour des millions de personnes tentées par l'extrémisme", peut-on lire dans le quotidien anglais, qui ajoute que le nombre de crimes antimusulmans a chuté de 16 %.

—Courrier international

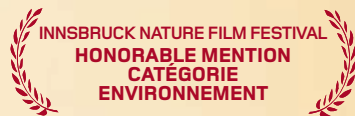


BONNE PIOCHE CINÉMA & ECHO STUDIO PRÉSENTENT

“Un film d’une rare sensibilité.” VOGUE



FESTIVAL DE CANNES
SÉLECTION OFFICIELLE 2021



MARCHER SUR L'EAU

**10
NOV.**
AU CINÉMA



UN FILM DE
AÏSSA MAÏGA

LIVRET DU FILM ET DOSSIER PÉDAGOGIQUE TÉLÉCHARGEABLES SUR www.filmsdulosange.com
RÉSERVATIONS SCOLAIRES distribution@filmsdulosange.fr

LE CINÉMA NOIR POUR FILMÉLÉL | PHOTO: ROUSSAN DION

Le Parisien

OCS

Reporterre
le quotidien de l'écologie

france.tv

CitizenKid
Le city-guide pour les sorties des enfants

GEO
ADU

les films du losange



afrique

Kenya. Quel temps fera-t-il demain ? Une question vitale

Comment prévoir, donc mieux anticiper, pluies diluviennes ou températures brûlantes quand les stations météorologiques manquent de façon chronique ? Au Kenya, un réseau de stations portatives a été mis en place.



—The Washington Post (extraits) Washington

Narok, Kenya

L'Afrique ne compte qu'un huitième du nombre minimal de stations météorologiques recommandé par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Résultat : un manque de données problématique pour une dizaine de pays extrêmement vulnérables aux effets du réchauffement climatique.

Sur le terrain, ce déficit de données se traduit par des prévisions météorologiques peu fiables et des systèmes d'alerte rapide défaillants, voire inexistant, pour des communautés de plus en plus exposées au risque de cyclones ravageurs, de sécheresses prolongées et de graves inondations. Dans les milieux de

la recherche, le manque de données pose problème aux scientifiques qui tentent de mesurer l'ampleur du réchauffement climatique. Et pour les dirigeants, il est difficile de démontrer l'influence du réchauffement climatique sur le continent sans avancer des données, souligne Izidine Pinto, l'un des auteurs d'un rapport des Nations unies sur le climat.

Déséquilibre. "C'est l'un des principaux problèmes en Afrique", explique Izidine Pinto à propos des inégalités en matière de données météorologiques. Un problème qui sévit également dans d'importantes zones d'Amérique du Sud et qui retient de plus en plus l'attention à l'échelle mondiale. "On ne peut pas faire de recherche sans données. On ne peut rien faire." Ce déséquilibre,

poursuit-il, apparaît de manière frappante sur une carte des Nations unies indiquant les zones où ont été enregistrées des extrêmes pluviométriques : le continent africain est essentiellement vierge. Pour sept des neuf régions africaines, les auteurs de cette étude ne disposaient pas de suffisamment de données pour cartographier ces événements météorologiques.

Les raisons de cette absence de données – le manque de financement public, de personnel et d'infrastructure technologique – apparaissent de manière évidente

"Faire des prévisions est impossible quand on ne dispose pas de relevés fiables."

Peter Runanu, DES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES DE NAROK

dans le comté de Narok. Cette circonscription, située à près de 150 kilomètres à l'ouest de Nairobi, dans la vallée du Grand Rift, abrite l'un des écosystèmes les plus célèbres – et les plus fragiles – du Kenya, ainsi que le parc national du Masai Mara et la forêt de Mau.

Narok ouvre toutefois des perspectives de solution en lien avec la multiplication des partenariats public-privé sur les questions climatiques – des dispositifs parfois problématiques, mais qui peuvent se révéler essentiels pour collecter des données en Afrique. L'idée consiste à déployer sur tout le continent un réseau de stations météorologiques simples et relativement bon marché, comme celle installée à Ole Tipis, une

En raison de pannes techniques, certaines stations ne sont en réalité pas opérationnelles.

école pour filles en périphérie de Narok. Cette station est l'une des 115 structures gérées au Kenya par le Trans-African Hydro-Meteorological Observatory (Tahmo), qui compte 626 stations réparties dans 20 pays d'Afrique.

Cette organisation partage les données ainsi collectées avec le Département météorologique du Kenya, chargé de fournir les informations officielles sur le climat et de diffuser des alertes rapides en cas d'urgence. Les deux services espèrent pouvoir utiliser les données du Tahmo pour améliorer les prévisions nationales.

À l'heure actuelle, les étudiantes d'Ole Tipis, réunies sous un acacia pour une réunion du club de géographie, savent que leur station météorologique est un privilège auquel peu d'autres ont accès. Alors que le climat devient de plus en plus imprévisible, cette station leur permet de se préparer.

Les yeux rivés sur une liste de ses stations en état de fonctionnement, le directeur des services météorologiques de Narok, Peter Runanu, sait qu'il ne dispose que d'une fraction du nombre de stations qu'il souhaiterait. Dans les faubourgs de Narok se trouve une station gérée par le gouvernement où une équipe réalise des

relevés quotidiennement – et manuellement – et les transmet au Département météorologique du Kenya, qui s'en sert ensuite pour ses prévisions. Le comté de Narok – situé non loin de la Tanzanie et où habitent 1,1 million de personnes –, ne compte que quatre stations météorologiques automatisées, qui sont censées envoyer leurs données au bureau central de Nairobi via des serveurs en ligne. Sauf qu'en raison de pannes techniques, ces stations ne sont en réalité pas opérationnelles, déplore Runanu.

Peu de financements. Runanu étudie également les données transmises par les neuf stations Tahmo installées au Kenya, dont celle d'Ole Tipis. Mais de même que les services gouvernementaux, il n'a pas les capacités technologiques d'intégrer ces données aux siennes pour améliorer les prévisions. Dans un monde parfait, soupire Runanu, il collecterait des données auprès de 90 à 120 stations. "Faire des prévisions est un jeu d'enfant quand on a suffisamment de données, explique-t-il. Mais c'est impossible quand on ne dispose pas de relevés fiables."

Le manque de stations est la conséquence d'une pénurie de financement, disent des représentants. En 2019, le Département météorologique du Kenya n'a reçu que 19,5 millions de dollars sur les 52,4 millions qu'il demandait. Et son budget, cette année, atteint à peine les 13 millions de dollars. "Les gens ne comprennent pas, explique la directrice du département, Stella Aura. Les données nous offrent un point de comparaison. Comment savoir si le climat est en train de changer si vous n'avez pas de données auxquelles vous référer ?"

Les enjeux sont d'autant plus importants dans le comté de Narok, où les sécheresses fréquentes entraînent de mauvaises récoltes, que ces dernières permettent non seulement aux paysans de se nourrir mais aussi de vivre. Des épisodes pluvieux de plus en plus intenses ont transformé la rue principale de la ville de Narok en une rivière et contraint des centaines de personnes à déménager ailleurs dans le pays.

Pour Peter Runanu, les restrictions budgétaires → 20

↳ Debora Koikai nettoie la station météo installée dans son école, située dans le comté de Narok.

Photo Sarah Waiswa/The Washington Post

SOLEILS D'HIVER EN CROISIÈRES

À BORD DE BATEAUX À TAILLE HUMAINE • 8 JOURS DE NOVEMBRE 2021 À AVRIL 2022



L'archipel des Canaries

TENERIFE • EL HIERRO • LA PALMA⁽¹⁾ • LA GOMERA
GRANDE CANARIE • LANZAROTE



2 EXCURSIONS OFFERTES : Le parc national du Teide
Tour de l'île de la Grande Canarie et visite de Las Palmas

Profitez d'un climat exceptionnel pour découvrir un itinéraire fascinant à la rencontre de 6 îles de l'archipel mêlant plages de sable noir, forêts luxuriantes, falaises abruptes, criques dentelées, vagues de dunes, charmantes villes coloniales et grandes cités palpitantes.

Les trésors de la mer Rouge

HURGHADA • AQABA, Wadi Rum⁽²⁾ et Pétra⁽²⁾ • SHARM EL SHEIKH
HURGHADA, Louxor et la Vallée des Rois



2 EXCURSIONS OFFERTES : Louxor et la Vallée des Rois
La réserve naturelle de Ras Mohammed

Un itinéraire de croisière inédit entre Égypte et Jordanie, à la rencontre des joyaux culturels d'une richesse inouïe. Berceau de la civilisation, mais également des trois grandes religions monothéistes, c'est le périple rêvé de tout voyageur. Un voyage au pays des pharaons qui vous marquera durablement.



Renseignements et réservations
au 0809 020 003⁽³⁾ et sur www.croisieurope.com
ou dans votre agence de voyages



↳ Dessin d'Ozone, Kenya.

18 ← signifient qu'il doit faire de son mieux avec ses maigres moyens. Il dispose d'un réseau de 14 bénévoles qui lui communiquent des données fournies par les pluviomètres. Il envoie les prévisions météo sur un groupe WhatsApp qui compte plus de 500 membres. Et il essaie d'atteindre le maximum de gens sont susceptibles d'être le plus attentifs : dans les écoles, les églises, les journaux et les émissions de radio. "Notre but, explique-t-il, c'est de diffuser des bulletins météorologiques fiables, précis et au bon moment."

Mais parfois, l'argent manque aussi pour financer ces efforts. William Salau Supeyo, un paysan massai, collaborait à une station de radio locale qui transmettait les informations de Runanu et celles

Dans d'autres pays, de telles opérations sont impossibles à cause de l'instabilité politique.

du Département météorologique du Kenya à plus de 76 000 personnes, des agriculteurs pour la plupart. En 2019, après dix ans de fonctionnement, la radio a reçu une note du gouvernement lui notifiant que son financement ne serait pas renouvelé. S'il ignore quel genre d'aide l'Occident peut leur offrir, il sait bien que cette aide sera conditionnée aux preuves des changements climatiques. Et donc, "les stations météorologiques sont indispensables".

Les jeunes filles d'Ole Tipis se réunissent deux fois par mois à la station météo pour entretenir cette perche blanche équipée d'un capteur. "Quand vous nettoyez, il faut bien enlever la poussière", explique Deborah Koikai, 16 ans, juchée sur une chaise, pour nettoyer consciencieusement la station. L'idée de cette station météo remonte à quinze ans, à l'initiative de deux professeurs formés à l'hydrologie qui ont décidé de construire une station météorologique efficace avec peu de moyens.

Cette station à 2000 dollars est une version plus petite et plus mobile que la plupart des stations météorologiques, et ses données peuvent être téléchargées sur un smartphone via une application. Elle relève des mesures comme la température, les précipitations

et la vitesse du vent, explique Nick van de Giesen, le cofondateur du Tahmo et professeur à l'université de technologie de Delft, aux Pays-Bas. Le coût de revient est ridicule par rapport aux 54 000 dollars que le Département météorologique du Kenya dit payer pour ses stations.

Manque d'autonomie. Dans certains pays, comme la Somalie et le Soudan du Sud, de telles opérations sont impossibles à cause des conflits ou de l'instabilité politique. Dans d'autres, les gouvernements s'en méfient, explique van de Giesen, parce qu'ils craignent d'être court-circuités par des entités privées, qui voudraient prendre leur place en tant qu'autorités météorologiques. Cette méfiance a été en grande partie dissipée au Kenya, et le Tahmo a assuré le Département météorologique qu'il voulait renforcer son travail et non le remplacer.

Mais la route est encore longue. Des dirigeants du Tahmo veulent changer de modèle, et ces stations risquent donc de ne plus servir si le financement se tarit, explique Nick van de Giesen. Intégrer leurs données à celles du Département météorologique du Kenya nécessiterait davantage de financements publics, explique Stella Aura, afin d'acheter un serveur plus puissant et de payer des équipes capables de traiter les données récoltées sur le terrain en temps réel, entre autres choses. Ce serait plus facile, dit-elle, si le département avait la main sur son budget avec un statut de semi-autonomie. Dans ce contexte, Ole Tipis est en quelque sorte un laboratoire des solutions envisageables avec de maigres moyens.

Chaque semaine, le professeur de géographie Koech Robert étudie les données collectées à la station. Puis il partage ses prévisions météo avec ses étudiants, qui les transmettent ensuite à leurs familles. Robert explique qu'il aimerait que le programme de l'observatoire soit encore élargi. Mais le bouche-à-oreille fonctionne déjà très bien. L'année dernière, environ 20 familles ont pu se mettre à l'abri avant que leurs maisons ne soient balayées par une inondation.

— Rachel Chason et Raël Omburo

Publié le 24 septembre

SOUDAN

La révolution populaire a été volée

Le Soudan vient de connaître un coup d'État qui a mis fin à la transition démocratique engagée en 2019. Un événement qui s'inscrit dans une suite de coups de force survenus cette année en Afrique.



CARTOON MOUVEMENT

Après qu'il a refusé de participer à un coup d'État, des forces armées ont arrêté le Premier ministre Abdallah Hamdok et l'ont emmené dans un lieu non identifié." C'est par ce communiqué du ministère soudanais de l'Information, repris par le site d'Al-Jazeera, qu'a été annoncé, ce 25 octobre, ce qui a d'abord été décrit comme un "coup de force", avant d'être qualifié de "coup d'État" par la presse africaine.

Derrière ces événements, le général Abdel Fattah

Al-Burhan, jusqu'alors président du Conseil souverain, un organe militaire et civil chargé de superviser le cabinet majoritairement civil d'Abdallah Hamdok. "M. Burhan était initialement censé passer la main à un civil cette année et organiser des élections en 2022. Au lieu de cela, il a organisé un deuxième coup d'État, qui pourrait sonner le glas de la troisième tentative de démocratie du Soudan depuis son indépendance de la Grande-Bretagne, en 1956", résume The Economist.

En Afrique, "nous voilà en un peu plus d'un semestre avec quatre prises de pouvoir par les armes", constate La Nouvelle Tribune.

De fait, du Tchad à la Guinée, en passant par le Mali ou le Soudan après le coup d'État d'avril 2019, ce sont les "transitions à géométrie variable" mises en place par la suite qui sont à interroger, souligne le journal béninois.

Même analyse pour Wakat Séra, qui s'inquiète du partage déséquilibré des pouvoirs entre civils et militaires dans certains pays africains. Pour le quotidien burkinabé, le coup d'État était pré-

visible dans un Soudan "englué, depuis deux ans, dans une transition politique

moitié kaki, moitié civile. Un monstre imposé au Soudan après la chute d'Omar Al-Bachir, trouvaillie des experts de la chose politique et de la communauté internationale après les putschs ou insurrections populaires. Comme un remède universel, il est appliqué systématiquement, selon le schéma immuable d'un président militaire flanqué d'un Premier ministre civil servant, dans le meilleur des cas, de faire-valoir, comme au Mali."

Pour le quotidien burkinabé, "au Soudan, comme au Mali, les militaires sont venus voler la révolution populaire, en coiffant au poteau des civils qui ont ébranlé le régime en place sans

réussir à le faire tomber". Middle East Eye (MEE) revient, lui, sur les amitiés de l'instigateur du coup d'État soudanais, le général Abdel Fattah Al-Burhan. Né en 1960 dans une famille soufie établie près de Khartoum, Burhan a étudié en Jordanie et à l'Académie militaire égyptienne du Caire, qui comptait parmi ses élèves le futur président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, note MEE, qui souligne ainsi "la longue amitié" entre le lieutenant général soudanais et le maréchal égyptien. Des amitiés égyptiennes également remarquées par le Washington Post. Le quotidien américain s'intéresse aussi à la position de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis : "En 2013, les deux monarchies du Golfe ont joué un rôle central en aidant à consolider le régime du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi. Et ils peuvent également essayer de soutenir Burhan au Soudan qui, comme la Tunisie, est devenu l'arène d'un 'grand jeu' régional opposant l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis aux adversaires géopolitiques que sont le Qatar et la Turquie."

L'Orient-Le Jour élargit quant à lui l'analyse aux mouvements révolutionnaires qui ont traversé le monde arabe et le monde africain. "De la Tunisie au Soudan, le come-back triomphant de la contre-révolution", titre le quotidien libanais, pour qui la Tunisie et le Soudan illustrent le retour d'une "tentation autoritaire dans un contexte régional marqué par les défaites révolutionnaires – du moins pour le moment – et par le retour en grande pompe du monde d'hier". La dissolution des institutions de la transition au Soudan semble clore "le chapitre révolutionnaire régional amorcé en décembre 2018 dans ce pays, avant de se propager l'année suivante en Algérie, en Irak et au Liban".

Même si le quotidien francophone met en garde contre ceux qui voudraient voir dans le cas soudanais "une répétition du scénario égyptien", il n'en reste pas moins que "jamais au cours de ces dix dernières années la contre-révolution n'avait paru si flamboyante". Mais l'Orient-Le Jour d'avertir que "la détresse économique et sociale et les blocages politiques sont plus vifs que jamais et ne pourront, à terme, qu'engendrer un nouveau cycle de mobilisations massives".

— Courrier international



Bouygues Telecom crée une plateforme qui rapproche les associations et les bénévoles.



Parce que les associations ont besoin de vous et que vous êtes nombreux à vouloir aider pour quelques heures ou plus, découvrez la mission qui vous convient sur notre plateforme de bénévolat, et ce, où que vous soyez en France.

Découvrez l'ensemble de nos engagements sur bouyguetelecom.fr/associations

on est fait pour être ensemble





france

Société. Grand ménage dans les rangs des élites

Aujourd'hui, sans se transformer en modèle d'égalitarisme à la scandinave, la France ne considère plus son gratin politique et culturel comme intouchable, analyse ce journaliste britannique.



—Financial Times
(extraits) Londres

Il se passe des choses étranges en France. L'ancien président Nicolas Sarkozy s'est vu infliger une peine de prison (qu'il effectuera chez lui), après sa deuxième condamnation en six mois. D'autres célébrités françaises ont été accusées de viol ou d'inceste. Il a été interdit aux membres du jury remettant le principal prix littéraire du pays de le décerner à un amant. L'École nationale d'administration, qui recrute les élites politiques qui se reproduisent entre elles, a été rebaptisée et devrait être réformée.

Les Français – qui forment probablement la nation la plus pessimiste du monde – refuseront peut-être d'y croire, mais apparemment, il semble possible de faire le ménage dans les rangs de leurs élites. De quoi tirer des leçons utiles pour d'autres pays.

Les représentants de l'élite française que j'ai rencontrés après mon arrivée à Paris il y a vingt ans étaient sans vergogne. Ils faisaient leurs études ensemble, puis se regroupaient dans quelques *arrondissements** sur les bords de la Seine, s'installant l'été dans les résidences secondaires des uns et des autres. Dans un pays à la lourde fiscalité, on avait coutume, entre gens de la même caste, de s'offrir non de l'argent mais du pouvoir et des avantages. En cas de problème, on pouvait toujours appeler un ami juge.

Mais l'élite française a appris à guetter le chuintement du couperet de la guillotine et, en 2017, diverses forces se sont associées pour imposer un nettoyage. On courait le risque que la dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen entre à l'Élysée. C'est Emmanuel Macron qui l'a emporté, finalement, mais sa loyauté envers ses vieux amis n'était pas à toute épreuve. Il a pris la tête d'une

génération plus jeune, qui a été contaminée par les règles de transparence en vigueur à l'étranger. Quelques mois plus tard, les révélations sur le prédateur sexuel Harvey Weinstein ont déclenché le mouvement #MeToo.

Une loi macroniste sur "*la moralisation de la vie politique*" interdit aux députés d'embaucher leurs proches ou de dépenser des fonds sans présenter de factures. François Fillon a été inculpé pour avoir offert un emploi fictif à son épouse. Certains à droite affirment que Nicolas Sarkozy et lui sont victimes de persécutions judiciaires. Peut-être les peines qui les visent n'ont-elles fait qu'exacerber la méfiance des Français vis-à-vis des élites. Quoi qu'il en soit, ce sont des signes de réforme : la justice ne vaut plus seulement que pour les humbles.

Pour les parlementaires aussi, la vie a changé. C'en est fini des déjeuners arrosés au champagne avec des "*assistantes de recherche*"

de 22 ans. Un restaurateur parisien grommelle que, de nos jours, les politiciens "*n'ont pas d'argent*". À la fin de 2017, des panneaux ont été placardés dans les ascenseurs de l'Assemblée nationale pour rappeler la définition légale du harcèlement, les peines de prison et les amendes qui y sont associées. Et ce n'est pas sans effet.

Le #MeToo français a accéléré l'hiver dernier, après la publication de deux livres autobiographiques, l'un de Camille Kouchner et l'autre de Vanessa Springora, contenant des allégations sur des agressions incestueuses et pédocriminelles. Le beau-père de Camille Kouchner, Olivier Duhamel, président du Siècle, un club élitiste, a été banni de la vie publique, accusé d'avoir abusé du

Les représentants de l'élite française que j'ai rencontrés il y a vingt ans étaient sans vergogne.

frère de l'autrice. L'affaire a fait tomber plusieurs autres membres de la caste supérieure, dont le philosophe et polémiste Alain Finkielkraut, évincé des plateaux de la chaîne de télévision LCI après s'être interrogé sur cette agression sexuelle présumée à l'encontre d'un garçon de 14 ans : "[...] *Y a-t-il eu consentement ? [...] Y a-t-il eu ou non une forme de réciprocité ?*" Un autre secteur de l'élite, l'Église catholique, est confronté à des difficultés du même ordre, après qu'un rapport a estimé que, depuis 1950, des prêtres avaient abusé de 216 000 personnes.

En comparaison, le scandale qui entoure le plus grand prix littéraire français peut certes passer pour de la petite bière mais, culturellement, il n'en est pas moins révélateur. Un auteur initialement sélectionné pour le Goncourt de cette année se trouve être le compagnon d'une femme membre du jury ; laquelle a par ailleurs écrit une critique incendiaire sur un roman concurrent. Il y a dix ans, nul ne s'en serait soucié. De fait, Philippe Claudel, le secrétaire général du jury du Goncourt, avait curieusement dit, au début, que "*ce n'était pas un problème éthique ou déontologique, ce qui serait le cas s'il émanait d'un conjoint, d'un descendant,*

d'un ascendant". D'autres ont tenu à souligner que le couple ne vivait pas sous le même toit.

Mais les temps changent. La semaine dernière, le Goncourt a interdit aux membres du jury de récompenser des amants et des proches. Tout cela a eu lieu après la réforme, l'an dernier, de l'académie remettant le plus grand des prix du cinéma en France, celle des César : sa direction a démissionné après que 400 artistes ont dénoncé une académie au fonctionnement "*élitiste et fermé*", qui avait sélectionné douze fois un film du réalisateur Roman Polanski, accusé de pédocriminalité.

La France ne s'est pas soudainement transformée en un modèle d'égalitarisme transparent à la scandinave. Mais elle se réforme, et elle n'est pas la seule. Quand les institutions de l'élite sont attaquées par la base, elles trouvent des raisons de faire le ménage.

L'Italie a réduit le nombre de ses parlementaires et réformé ses tribunaux, afin que les inculpés fortunés ne puissent plus faire traîner la procédure jusqu'à ce qu'il y ait prescription. Au Royaume-Uni, Oxford et Cambridge acceptent davantage d'étudiants issus de l'enseignement public. Les électeurs ne tolèrent plus les dirigeants coupables de délit d'initié, comme le prouve la démission du chancelier autrichien Sebastian Kurz et la défaite du Premier ministre tchèque Andrej Babis. Lutter contre la corruption, c'est aussi reconnaître quand elle est déclin.

—Simon Kuper
Publié le 14 octobre

* En français dans le texte.

SOURCE



FINANCIAL TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné "*aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables*", le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe.

Uber Green 

Tout **changer,**
c'est le 
minimum.

En 2024, il n'y aura plus aucun
véhicule diesel sur l'appli.



TRANSPORTS

Éloge des petits trains et de la lenteur

La France changerait-elle d'approche en matière de réseau ferroviaire ? Des lignes délaissées rouvrent, la SNCF elle-même redécouvre la notion de territoire, s'étonne cet hebdomadaire allemand.

—Die Zeit Hambourg

C'est une "aventure humaine", une invitation à se réappropriar les quais de gare de tout le pays. En France, la coopérative Railcoop veut faire revivre les lignes de chemin de fer délaissées par la SNCF. "Ce sont nos sociétaires qui décident quelles destinations seront à nouveau desservies", explique Olivia Wolanin, chargée de communication chez Railcoop. Leur premier choix s'est porté sur la liaison Bordeaux-Lyon, qui avait été rayée de la carte en 2014. L'entrée en service de cette nouvelle ligne régionale est prévue pour avril 2022. "Chez nous, ce sont les usagers qui déterminent comment ils ont envie de voyager", poursuit Olivia Wolanin. De nombreux sociétaires habitent d'ailleurs eux-mêmes sur la ligne. Ils ont également décidé que les repas à bord seraient fournis par des restaurateurs installés dans les villes desservies par le train, afin de proposer aux voyageurs des spécialités régionales.

Et c'est ainsi que, dans un État centralisé comme la France, l'entreprise ferroviaire publique se retrouve en concurrence avec une initiative citoyenne qui veut voir revenir des trains dans tout l'Hexagone. Depuis l'ouverture à la concurrence du marché du transport de voyageurs en 2016, des entreprises privées étrangères ont aussi manifesté leur intérêt, mais rien de concret n'a encore été mis en place. Trenitalia souhaite ouvrir une liaison TGV Milan-Paris, via Lyon. Le groupe privé Transdev s'intéresse, quant à lui, à la ligne régionale qui relie Nice à Marseille, sur près de 200 km. Mais Railcoop ne veut pas se placer en concurrente de la SNCF : "Nous remettons [simplement] sur pied ce que d'autres exploitants ont laissé tomber." La coopérative rachète d'anciennes

voitures de la SNCF et toutes ses liaisons étaient autrefois exploitées par l'entreprise publique.

Le réseau ferroviaire français est parfaitement représentatif de la centralisation de l'État, qui néglige la province au profit de Paris. Tous les trains à grande vitesse desservent la capitale – dans cinq gares différentes. Les touristes étrangers sont toujours étonnés de découvrir qu'ils doivent prendre le métro et changer de gare pour aller de Lille à Marseille ou de Lyon à Biarritz. Presque toutes les liaisons nord-sud et est-ouest impliquent, en effet, une correspondance à Paris. Mais, aujourd'hui, Railcoop veut faire bouger les lignes.

Le TGV roi. Pendant plusieurs dizaines d'années, les gouvernements successifs ont misé sur le développement des TGV. Les maires de métropoles comme Bordeaux ou Marseille plaidaient pour l'ouverture de lignes à grande vitesse vers Paris, synonymes d'une hausse des prix de l'immobilier, car les gares TGV attirent inévitablement les Parisiens en quête d'une résidence secondaire pour le week-end. Mais depuis quelques années, le soufflé est retombé. Une nouvelle liaison Nice-Marseille, au tracé différent, est en projet depuis 2008. Elle est sans cesse repoussée et ne devrait pas voir le jour avant 2035.

L'extension du réseau à grande vitesse s'est faite au détriment des lignes régionales. Ces dernières années, environ un tiers des gares françaises ont fermé et le nombre total de trains en circulation baisse lui aussi. En tant que *service public**, la SNCF jouit pourtant d'une bonne réputation, car elle incarne la promesse d'un État qui veille sur ses citoyens.

Le mouvement de contestation des "gilets jaunes", qui a fait les gros titres du monde entier il y a

près de trois ans, réclamait le développement des transports publics dans les campagnes. "Les trains sont une part importante des services publics qui contribuent à rendre un pays humain", explique le psychologue marseillais Roland Gori. Le réseau français a été étendu après 1945 pour favoriser la cohabitation paisible et permettre à tous les Français de bénéficier du même niveau de vie. Selon Roland Gori, la SNCF a joué un grand rôle dans l'histoire du pays : elle devait redonner une raison d'être et du travail aux habitants des campagnes, remplaçant l'Église qui perdait de plus en plus de fidèles. L'entreprise était l'incarnation de l'État-providence envoyant des trains jusque dans les villages isolés de Bretagne. Désormais, l'offre de la SNCF s'appauvrit chaque année.

Sans surprise, à quelques mois de la présidentielle, tous les candidats de premier plan promettent d'améliorer les infrastructures publiques. Outre le réseau ferroviaire, les bureaux de poste et les hôpitaux des territoires reculés sont également concernés. Le gouvernement favorise déjà le train par rapport aux autres modes de transport, moins écologiques : bientôt, les vols intérieurs seront interdits dès lors qu'il existe une alternative ferroviaire en moins de deux heures et demie.

Les défenseurs de l'environnement avaient réclamé l'abandon pur et simple des liaisons aériennes intérieures, ce qui aurait très certainement dopé la fréquentation des TGV, mais le président Macron n'est pas connu pour son amour du train. En 2015, alors qu'il était ministre de l'Économie, il avait

"Nous remettons sur pied ce que d'autres ont laissé tomber."

Olivia Wolanin,

DE LA COOPÉRATIVE RAILCOOP

ouvert le marché du transport aux autocars privés, créant ainsi une nouvelle forme de concurrence à la SNCF. Les bus devaient sillonner le pays jour et nuit et offrir une autre solution meilleur marché que le train. Mais ce fut un échec : seules deux des cinq compagnies initiales – Flixbus et Blablacar – sont encore opérationnelles et leurs bus circulent à perte.

Désormais, la SNCF mise de nouveau sur les lignes régionales à petit prix, sans doute encouragée

↓ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.



par la concurrence de Railcoop. Dès le printemps 2022, des trains roses relieront Paris à Lyon et à Nantes en quatre heures environ, un trajet deux fois plus long qu'en TGV. Mais avec des billets entre 10 et 30 euros, ils seront bien plus abordables. De plus en plus souvent, la SNCF revient sur ses décisions passées. Les trains de nuit, qui avaient disparu en 2017, vont être relancés : la ligne Nice-Paris fonctionne de nouveau depuis quelques mois déjà. La ligne de fret reliant Perpignan à Rungis – qui se targue d'être le plus grand marché de fruits au monde – [vient d'être relancée]. Elle avait été fermée en 2019, remplacée par du transport routier.

Services connexes. Le TGV, autrefois fleuron de la stratégie ferroviaire française, ne joue en revanche plus qu'un rôle secondaire dans les projections. Un rapport de la SNCF sur la mobilité en 2035 annonce ainsi que l'objectif n'est plus d'aller "toujours plus loin, toujours plus vite". Ce sont désormais les ressources sociales qui sont à l'honneur, avec l'instauration d'un "pass de territoire" qui donnera un accès illimité à l'ensemble des modes de transport publics d'une région, ainsi qu'à des services connexes – prêt de vélos, accès à des espaces de travail, services de consignes et machines à café, entre autres.

Pendant ce temps-là, Railcoop débauche des conducteurs et des contrôleurs de la SNCF. En tant que sociétaires, les salariés sont impliqués dans les décisions de l'entreprise et cette approche séduit beaucoup, se félicite Olivia Wolanin. La coopérative ne cherche pas à voler les clients de la SNCF, précise-t-elle toutefois, mais plutôt à séduire de nouveaux utilisateurs. L'objectif : ouvrir dix autres liaisons d'ici deux ans. En ce moment, chez Railcoop, la question des prix est âprement discutée. Il s'agit notamment de décider si les familles modestes doivent bénéficier d'un tarif préférentiel. Seule certitude pour l'instant : les billets ne devraient pas coûter plus cher qu'un covoiturage. Car en France, l'avion n'est plus le seul concurrent du train. Désormais, le principal adversaire, c'est la voiture.

—Annika Joeres

Publié le 12 octobre

* En français dans le texte.

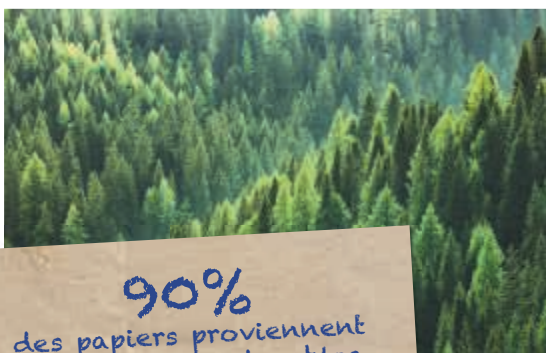
CITEO
présente :

LES INFORMATIONS CLÉS SUR LE PAPIER

Créé il y a plus de 2 200 ans, le support papier fait partie de notre quotidien. Pourtant il n'est pas certain qu'on le connaisse si bien. Voici 5 informations clés à savoir sur le papier.

1. ON NE DÉTRUIT PAS LES FORÊTS POUR FABRIQUER DU PAPIER

En France, on utilise majoritairement des chutes de production de scieries ou des déchets de bois issus de l'entretien des forêts dont la gestion durable préserve notamment la biodiversité.



90%
des papiers proviennent
de ressources durables

2. LES PAPIERS IMPRIMÉS SONT DE PLUS EN PLUS ÉCO-CONÇUS

Les entreprises innovent pour réduire l'impact des papiers imprimés sur l'environnement. Par exemple, en utilisant des encres et des colles qui s'éliminent facilement lors du recyclage.



54%
des produits
graphiques sont
éco-conçus.

3. LE PAPIER RECYCLÉ EST DE BONNE QUALITÉ

Grâce aux progrès réalisés, on peut aujourd'hui acheter des produits d'écriture à usage courant de qualité : blocs-notes, carnets, cahiers, ramettes de papier... On peut même avoir des feuilles blanches ou encore avec des textures brillantes.



TRIER,
C'EST
DONNER
UNE NOUVELLE
VIE À NOS
PAPIERS

4. LES MULTIPLES DÉBOUCHÉS DU PAPIER RECYCLÉ

La pâte à papier recyclée peut servir aussi dans la fabrication de produits d'hygiène (essuie-tout, papier-toilette,..), d'emballages et même de produits isolants pour les habitations.



5. TOUS LES PAPIERS SE RECYCLENT

Journaux, papiers brouillon, magazines, catalogues, cahiers à spirale, enveloppes à fenêtre, prospectus... et pour cela, il suffit de les trier.

57%
c'est le taux de recyclage
des papiers en 2019





amériques



États-Unis. En terre navajo, une Miss pas comme les autres

“Vous imaginez Miss USA ou Miss Univers égorger un mouton ?” Loin des concours de beauté standards, l'élection de Miss Navajo a tout du parcours de la combattante, mêlant tradition et modernité.

— Los Angeles Times
Los Angeles

La 69^e édition du concours annuel de Miss Navajo, qui se tient à Window Rock dans l'Arizona, a débuté le lundi 6 septembre, peu avant 7 heures du matin. Trois jeunes femmes, qui portaient une robe longue aux couleurs vives et un tablier, étaient face à trois moutons ligotés et bêlants. Elles ont béni les animaux en les tapotant avec de courtes branches de pin. “Que l'abattage commence”, a lancé le maître de cérémonie. Chacune a alors dégainé un couteau et attrapé une bête par la mâchoire pour trancher sa gorge. Le sang a coulé sur la terre battue.

Le concours de Miss Navajo ne ressemble à aucun autre. Face au déclin du mode de vie traditionnel,

cette compétition met à l'honneur un savoir approfondi de la culture, des coutumes et de la langue des Navajos, ainsi que les compétences indispensables pour réussir dans le monde d'aujourd'hui.

À l'automne 2020, la manifestation de six jours a été annulée en raison du Covid, qui a fait plus de 1400 morts au sein de la réserve qui compte près de 200000 habitants. Début septembre 2021, les anciens ont donné le coup d'envoi de la nouvelle édition : le grand public n'était pas invité, mais quelques journalistes étaient conviés et des vidéastes navajos ont diffusé l'événement en direct sur YouTube et Facebook.

Sous un barnum blanc, les candidates avaient une heure pour tuer et dépouiller le mouton, puis trente minutes pour l'étripier et

vingt minutes pour le débiter. Shandiin Yazzie, 25 ans, s'employait à enlever toute la peau du mouton. “Secouriste!” a-t-elle crié après s'être coupée. Son doigt a vite été enrubbanné; elle a ensuite eu besoin de cinq points de suture. Elle n'a pas déclaré forfait pour autant. L'une de ses deux rivales, Oshkaillah Lakota Ironshell, 19 ans, enlevait méthodiquement la peau de sa bête, en commençant par le ventre.

Pendant que les jeunes femmes œuvraient, trois juges les observaient, prenaient des notes et leur posaient toutes sortes de questions. Pourquoi as-tu fait une entaille ici? À quoi sert ce morceau en particulier? Niagara Rockbridge, 22 ans, avait réponse à tout. En quarante-cinq minutes, avec beaucoup d'avance sur ses deux

adversaires, elle avait dépouillé et éviscéré son mouton, et commençait à nettoyer les tripes. “Miss Navajo est la femme navajo par excellence, souligne-t-elle. C'est la compétition ultime, car elle met à l'épreuve la force mentale et physique de la candidate. Vous imaginez Miss USA ou Miss Univers égorger un mouton?”

Matrilinéaire. Le concours s'est tenu pour la première fois en 1952, à la foire de la nation navajo, et il a attiré des milliers de visiteurs. C'est vite devenu un événement annuel. Il y avait souvent une bonne douzaine de candidates, jugées sur leur allure en tenue traditionnelle. Le public désignait la gagnante. “C'était celle qui déclenchait le plus grand tonnerre d'applaudissements”, raconte Sophina Shorty, couronnée en 1988 et commentatrice cette année.

À l'époque, quand les supermarchés étaient rares dans les réserves, savoir égorger un mouton était une compétence courante et la langue navajo était parlée par beaucoup d'habitants. À mesure que la langue et les traditions ont perdu du terrain, les organisateurs ont réinventé le concours, conscients qu'ils devaient agir sans tarder. Dans une société matrilinéaire qui élève les femmes au rang de gardiennes du savoir, Miss Navajo a fini par incarner la femme idéale de cette nation, souligne Sunnie Clahchischiligi, une journaliste navajo : “Les femmes occupent une place respectée dans notre culture. Non seulement elles donnent la vie, mais elles perpétuent la vie et la connaissance pour nous tous.”

Au fil des ans, le concours s'est étoffé avec des épreuves tels le tresage de paniers, la connaissance de la langue, la préparation de plats et même la tenue d'un entretien professionnel. L'égorgement d'un mouton a été ajouté en 1996, en lien avec l'importance de l'animal dans la culture navajo. Outre la laine, la viande et le lait qu'ils fournissent, les moutons sont présents dans les chants, les prières et les rites sacrés du *Dineh* – “le peuple” en navajo. Mais rares sont les jeunes qui apprennent à abattre une brebis de 30 kg. Si moins de femmes s'inscrivent, c'est notamment en raison de cette épreuve. Les candidates doivent être non mariées et âgées de 18 à 25 ans. Seules deux se sont présentées en 2019; les organisateurs étaient contents d'en avoir trois cette année.

Shandiin Yazzie, dont la scolarité s'est déroulée en langue navajo, chante dans un groupe punk. Elle se décrit comme “une femme *Dineh* queer et bisexuelle”. Elle veut devenir avocate et s'intéresse à des sujets tels que Black Lives Matter, les sans-abri et la lutte contre les violences dans les réserves. “Ce travail est, selon moi, une occasion d'engager un dialogue sur ces questions”, explique-t-elle. Pendant la pandémie, elle a livré de quoi manger dans toute la réserve aux personnes atteintes du Covid. “Certaines familles n'ont pas d'eau pour se laver les mains et des logements n'ont pas d'électricité pour brancher un ventilateur”, précise-t-elle.

Niagara Rockbridge, qui travaille avec son père dans leur entreprise d'électricité et de plomberie, a appris en grandissant à élever moutons et chevaux. Sa famille parlait navajo à la maison et les croyances et chants traditionnels faisaient partie du quotidien. C'est sa grand-mère qui lui a appris à égorger le mouton. Niagara Rockbridge a remporté son premier concours à 5 ans, elle a ensuite triomphé aux dix concours suivants où elle s'est inscrite. La pandémie l'a poussée à participer à Miss Navajo. “Parmi les personnes décédées, beaucoup étaient les gardiens de notre savoir et de notre sagesse, dit-elle. Nous avons perdu des vies mais nous avons encore de la ressource. Je veux préserver notre langue et notre mode de vie traditionnel et leur donner un nouvel élan.”

“C'est la compétition ultime car elle met à l'épreuve la force mentale et physique de la candidate.”

Niagara Rockbridge,
22 ANS, MISS NAVAJO 2021

Oshkaillah Lakota Ironshell a grandi dans la foi chrétienne et n'a pas appris le navajo petite. Son père, un Lakota du peuple sioux, vivait à la rue. Il est mort en 2019 et elle se souvient de leur dernière conversation. “Il m'a demandé d'être forte et de connaître la culture du *Dineh*, confie-t-elle. C'est ce que je fais.”

Après l'épreuve du mouton, les candidates allument un feu et font du thé navajo, composé d'herbes locales. Elles cuisinent un repas traditionnel : de la courge et du maïs, un ragoût de foie et de tripes poêlés (ceux du mouton égorgé). Les juges procèdent

✓ La lauréate 2019 Shaandiin Parrish avec deux candidates au concours Miss Navajo 2021, en visite dans une halte-garderie à Tse Bonito (Nouveau-Mexique). Photo David Kelly/Los Angeles Times

à la dégustation et prennent des notes. Les quatre jours suivants, les candidates enchaînent représentations, méditation, services à la communauté, réunions avec des représentants du gouvernement navajo. Elles doivent aussi répondre à dix questions devant un public, dans l'auditorium du musée de la Nation navajo. Veuillez décrire la relation de la tribu avec les États-Unis. En quoi les casinos et les jeux d'argent affectent-ils le peuple navajo? Que feriez-vous pour développer l'usage de la langue et de la culture du *Dineh*?

Shaandiin Yazzie a dû se prononcer sur l'impact des violences familiales dans la communauté. Des milliers de femmes et de filles sont déclarées disparues ou assassinées dans les réserves, y compris dans la nation navajo, où la pauvreté, l'alcoolisme et la toxicomanie restent de graves problèmes. "J'en ai été témoin, je l'ai vécu moi-même et je sais que nombre de mes amis ont été mêlés aux violences familiales, a-t-elle souligné.

Ici, il n'y a pas de refuges pour les femmes battues." Et d'ajouter: "Nous devons aborder ces nombreux traumatismes enfouis."

Sur les jeux d'argent, Niagara Rockbridge a précisé qu'il est faux de croire que tous les Amérindiens sont individuellement rémunérés par les casinos installés sur leurs territoires: "Cet argent alimente nos entreprises, nos fonds fiduciaires... pour aider tous les Navajos." Oshkaillah Lakota Ironshell, davantage mise en difficulté lors de cette épreuve, n'a pas souhaité répondre à la moitié des questions.

Bourse d'études. Être Miss Navajo, c'est décrocher un contrat rémunéré d'un an au sein du cabinet du président [de la nation navajo], pour être ambassadrice de la culture et d'autres grandes causes. Elle dispose d'un logement de fonction à Window Rock, la capitale tribale, ainsi que d'une petite équipe, d'une bourse d'études supérieures et d'une voiture avec chauffeur. La lauréate 2019,



Shaandiin Parrish, s'est rendue dans les 110 antennes du gouvernement local, réparties sur les 71000 km² de la réserve, qui s'étend sur une partie de l'Arizona, du Nouveau-Mexique et de l'Utah.

À l'annulation du concours en 2020, Shaandiin Parrish a été invitée à poursuivre sa mission une année supplémentaire: elle a passé l'essentiel de son temps à distribuer de la nourriture, des masques et des gants, toujours vêtue de mocassins, d'une robe traditionnelle en velours, de lourds bijoux.

Elle portait aussi son écharpe de Miss et sa couronne: "Je n'ai pas hésité une seconde. J'ai beaucoup plus confiance en moi et en mon avenir après ces deux années où j'ai donné la priorité à mon peuple."

Le samedi, les candidates sont entrées dans l'auditorium une dernière fois. Leurs proches avaient des places réservées. Tout le monde portait un masque. "Elles ont révélé tous leurs talents, ont enduré une immense pression sans jamais fléchir, a déclaré le président de la nation navajo, Jonathan Nez. J'ai

même appris de nouvelles façons de dépecer [un mouton]."

Les prétendantes ont écouté Parrish faire ses adieux et regardé Alfreda Lee, qui travaille au bureau du contrôleur général de la tribu, monter sur scène avec les résultats: "La deuxième dauphine est Oshkaillah Ironshell. La première dauphine est Shaandiin Yazzie." Chacune a reçu des applaudissements nourris et des tapis, des mocassins, des bijoux. "Et Miss Navajo est... Niagara Rockbridge." Une nouvelle couronne a été dévoilée, sur laquelle figurent des divinités navajos, notamment la Femme coquillage blanc et la Femme araignée. Shaandiin Parrish l'a placée sur la tête de Rockbridge.

Après avoir consacré deux ans à mêler modernité et tradition, Shaandiin Parrish entame un master d'études commerciales à l'université d'État de l'Arizona. Maintenant, c'est à Niagara Rockbridge de prendre le relais.

—David Kelly
Publié le 6 octobre

HUGO CLÉMENT
Journal de guerre écologique

Le Livre de Poche

L'ESPOIR RÉSIDE DANS L'ACTION

TOUR DU MONDE DES COMBATTANTS POUR L'ENVIRONNEMENT

Le Livre de Poche

NICARAGUA

Ortega met en scène sa farce électorale

Le dictateur de 75 ans a tout prévu pour assurer son quatrième mandat consécutif : les partis démocratiques ont été interdits et leurs principaux leaders jetés en prison, raconte ce journal d'opposition.

— La Prensa (extraits)
Managua

Le Nicaragua est à quelques jours des élections présidentielle et législatives du 7 novembre et pourtant, dans le pays, on ne parle guère des candidats ni de leurs propositions. Dans le débat politique, il n'est question que des membres de l'opposition emprisonnés, ou des petites colères de la première dame et vice-présidente, Rosario Murillo, contre les évêques, les pays démocratiques, les organismes internationaux et tous ceux qui réclament des élections libres, justes et transparentes.

L'opposante et présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh), Vilma Núñez de Escorcia, assure qu'on ne peut même pas parler de processus électoral ou d'élections au Nicaragua. *“En fait d'élections, il s'agit plutôt de sacrifier aux apparences en ratifiant ce qui a déjà été décidé, à savoir la continuité de la dictature actuelle, sous la houlette du président Daniel Ortega et de Rosario Murillo, pour les cinq prochaines années.”* Pour la défenseure des droits de l'homme, rien n'indique qu'il y ait un réel processus électoral en cours, puisque tous les Nicaraguayens savent que Daniel Ortega va se maintenir au pouvoir. *“Je ne sens aucune attente dans la population à [quelques] jours de l'élection, poursuit-elle. Dans les moments les plus difficiles, où la démocratie a été le plus menacée, au moins les gens descendaient dans la rue, protestaient. Maintenant, il n'y a plus rien de tout ça.”*

Par ailleurs, souligne Vilma Núñez, au cours de cette campagne électorale, le régime orteguiste utilise tous les moyens de l'État pour promouvoir son projet politique. Il contrevient au règlement d'éthique électorale,

en vertu duquel est punie de un à deux ans d'emprisonnement *“toute personne qui utilise des biens appartenant à l'État à des fins de propagande politique”*. *“Le régime utilise systématiquement les ressources publiques, les biens de l'État, et même les employés de la fonction publique ou les enfants des écoles pour servir sa campagne de propagande, son culte de la personnalité”*, ajoute Vilma Núñez.

Un opposant et ancien fonctionnaire qui s'est entretenu avec La Prensa sous le couvert de l'anonymat affirme que *“cette élection est d'ores et déjà truquée, dans la mesure où les partis d'opposition démocratiques ont été interdits, et leurs principaux dirigeants et candidats jetés en prison”*. Cette année, en effet, 37 opposants en vue ont été arrêtés, parmi lesquels des candidats à la présidence, des leaders de mouvements étudiants, des chefs de syndicats de paysans, d'anciens diplomates, des journalistes, des patrons de presse, des chefs d'entreprise, un banquier, sans parler de l'interdiction de trois partis politiques d'opposition et de la fermeture de certains médias.

“Ce seront des élections en trompe-l'œil, souligne cet opposant, le seul but étant de reconduire Ortega et Murillo pour cinq ans de plus, mais leur mandat n'aura aucune valeur juridique, politique ou morale.”

Ces derniers jours, le régime a appelé à un dialogue avec les milieux d'affaires après les élections. Ce qui confirme qu'Ortega va se maintenir au pouvoir grâce à la mainmise de son parti, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), sur le système électoral. Le 12 octobre, le député de la majorité et président de la Commission de la production, de l'économie et du budget à l'Assemblée nationale, Wálmaro Gutiérrez, a déclaré que si *“le grand capital”* voulait participer à l'action du gouvernement Ortega après l'élection, il serait *“le bienvenu”*. À en croire le sociologue Óscar René Vargas, Ortega sait que son prochain gouvernement connaîtra une profonde

crise de légitimité, d'où cette main tendue à ses anciens alliés économiques, qui pourraient combler ce vide. Vargas pense que les milieux d'affaires ne resteront pas insensibles à ces avances, car ils restent dépendants des cadeaux que lui a faits le régime quand il était officiellement leur allié. *“Les grands patrons font des affaires avec le régime et bénéficient des exonérations d'impôts décidées depuis 2007,*

“Nous invitons les Nicaraguayens à rester chez eux [le 7 novembre].”

DES FORMATIONS D'OPPOSITION
EXILÉES AU COSTA RICA

poursuit le sociologue. *Il y a eu des aspects répressifs, mais il n'en est pas moins possible de revenir en arrière ou de renégocier un accord.”* Parmi les 37 opposants emprisonnés cette année, citons le président du Conseil supérieur des entreprises privées (Cosep), José Adán Aguerrí, ainsi que le directeur du Banco de la Producción (Banpro), Luis Alberto Rivas Anduray. L'une des institutions les plus influentes sur l'opinion publique nicaraguayenne, à savoir l'Église catholique, a déjà pris position contre les élections de novembre, malgré les menaces et les diatribes du régime.

Le 15 octobre, l'archidiocèse de Managua, avec à sa tête le cardinal Leopoldo José Brenes, a émis un communiqué depuis sa Commission justice et paix : *“Nous avons le sentiment d'avoir perdu une belle occasion de remettre notre patrie sur le droit chemin et de trouver une solution aux problèmes sociaux, politiques et économiques, en laissant s'exprimer la société dans toutes ses composantes ; au contraire, beaucoup de voix ont été étouffées.”* Le 4 octobre, Daniel Ortega s'en est pris violemment aux évêques. *“Les évêques sont à la solde des terroristes, ils servent un empire sanguinaire, incendiaire, qui fait souffrir sa population ; ils ont exigé ni plus ni moins le retrait des autorités et l'installation au gouvernement de terroristes au service des yankees.”*

Parallèlement, plusieurs formations d'opposition en exil, réunies

au Costa Rica, ont fait une déclaration conjointe le 7 octobre, par laquelle elles rejettent en bloc le processus électoral mené actuellement au Nicaragua. *“Nous appelons à un rejet total de la mascarade électorale du 7 novembre, ont-elles déclaré. Nous invitons les Nicaraguayens à rester chez eux ce jour-là. Quant à nos concitoyens en exil, qu'ils affirment publiquement leur désapprobation. Au Nicaragua, les rues devront rester vides, et à l'étranger, nous descendrons dans la rue pour protester contre cette pantomime et afficher notre solidarité.”*

L'opposition en exil exige prioritairement la libération de tous les prisonniers politiques, l'annulation des jugements illégaux prononcés contre ceux qui faisaient valoir leurs droits constitutionnels, le rétablissement des libertés constitutionnelles pour tous les Nicaraguayens, la mise en œuvre d'une vraie réforme électorale, l'organisation d'élections légitimes suivant les critères de l'Organisation des États américains (OEA), et enfin le retour des exilés avec des garanties internationales. La défenseure des droits de l'homme Vilma Núñez affirme que, malgré un contexte difficile dans le pays, tous ces événements ont eu le mérite *“de présenter un front uni”*, tant sur le plan national qu'international, et de rappeler sans équivoque que ces élections ne seront ni libres, ni justes, ni transparentes. —

Publié le 18 octobre



Contexte

●●● Avec une troisième réélection consécutive jouée d'avance, Daniel Ortega dépassera en janvier prochain les quinze ans au sommet de l'État. Son autoritarisme s'est exacerbé après la révolte sociale de 2018, dont la répression a fait plus de 300 morts. Même si depuis le pays s'est militarisé, les partis d'opposition ont eu un temps l'espoir de remporter les élections (présidentielle et législatives) du 7 novembre. C'était sans compter sur la vague de répression lancée en mai dernier ciblée sur les leaders de l'opposition. Les “concurrents” d'Ortega de ce 7 novembre sont surtout des partis fantoches, histoire de garder une couche de vernis démocratique.

SOURCE

LA PRENSA

Managua, Nicaragua
laprensa.com.ni

“La Prensa”, qui a pour devise *“Au service de la vérité et de la justice”*, fondée en 1926, de tendance plutôt conservatrice, est le journal le plus célèbre du pays. Opposé à la dictature d'Ortega, le quotidien a vu ses locaux fermés par le régime le 13 août 2021, dernier jour de sa publication papier. Le même jour, son directeur général, Juan Lorenzo Holmann Chamorro, a été emprisonné. Mais son site continue de fonctionner *“grâce à des serveurs hors de portée de la dictature”*, explique le directeur de la rédaction, Eduardo Enríquez.





Commencez la journée l'esprit libre

LA MATINALE

de **6h30** à **9h**

6h30 > 7h30 - **François Geffrier**

7h30 > 9h00 - **Renaud Blanc**

8h30 - La revue de presse de **David Abiker**

RADIO
CLASSIQUE



En direct et en replay sur radioclassique.fr et l'application Radio Classique

Et votre journée devient plus belle



europe

Union européenne. Ursula et Charles, un couple explosif

Respectivement présidente de la Commission et président du Conseil européen depuis décembre 2019, l'Allemande Ursula von der Leyen et le Belge Charles Michel ne s'apprécient guère. Une rivalité qui nuit à l'image de l'UE sur la scène internationale.



— Il Foglio Milan

Depuis qu'ils ont pris leurs fonctions, le 1^{er} décembre 2019, Ursula von der Leyen et Charles Michel se disputent le rôle de "président de l'Europe" sur la scène internationale. Tous deux voudraient être l'interlocuteur unique, celui qui fait le plus autorité, le plus crédible.

Ursula von der Leyen est présidente de la Commission européenne; Charles Michel, président du Conseil européen. Officiellement, ils ont des missions et des mandats distincts, mais le jeu des relations internationales et l'exercice du leadership s'accommodent souvent mal du protocole. Celui qui compte, c'est celui qui parle, celui qui se montre, celui qui se présente, celui qui prend l'initiative, celui qui s'affiche. C'est ainsi qu'a commencé

la course à l'échalote, parfois cocasse, entre Ursula et Charles. Chaque événement international est devenu un prétexte pour se livrer à une "guéguerre*" entre deux dirigeants pourtant censés renvoyer au monde l'image de l'unité de 27 pays.

Chaque événement international est devenu un prétexte pour se livrer à une "guéguerre".

Un exemple? Une visioconférence était prévue en juin 2020 avec le Premier ministre britannique, Boris Johnson, pour discuter du Brexit – un des innombrables "Brexit Days" qu'il nous a fallu endurer de part et d'autre de la Manche. Qui devait y participer, côté européen? Cette

question a engendré des débats à n'en plus finir: les affaires étrangères et la sécurité incombent au président du Conseil européen, mais toutes les politiques communautaires sont du ressort de la présidente de la Commission. Finalement, ils se sont présentés tous les deux, en compagnie du président du Parlement européen, David Sassoli. Mais, juste après la visio, l'équipe de Charles Michel s'est précipitée sur les réseaux sociaux pour livrer, la première, le compte rendu des échanges et donc s'en attribuer de facto la paternité.

La guéguerre est émaillée d'épisodes de ce type, au point que le couple dysfonctionnel de l'Union suscite moins de cancanes que de commentaires politiques. Le fameux Sofagate [*lire ci-contre*], c'est-à-dire la relégation d'Ursula von der Leyen

sur le canapé de la pièce où le président turc, Recep Tayyip Erdogan, recevait la délégation européenne, est en ce sens révélateur. Non seulement du mépris d'Erdogan, mais aussi du rapport de force qui existe entre Ursula von der Leyen et Charles Michel. Lui s'est assis à côté d'Erdogan: d'un point de vue strictement protocolaire, c'était sa place, mais l'occasion était trop belle et Ursula von der Leyen a confié s'être sentie "seule" et "blessée", accusant Charles Michel de sexisme.

Le problème entre Ursula von der Leyen et Charles Michel est, avant tout, un problème d'ego. Tous deux n'ont en réalité que peu d'expérience. Ursula a été ministre des Affaires sociales et de la Défense en Allemagne sous Angela Merkel, sans jamais se distinguer sur la scène européenne. Charles est issu d'une dynastie libérale en Belgique (son père, Louis, avait été ministre des Affaires étrangères et commissaire européen) et a décroché le fauteuil de Premier ministre grâce à une alliance téméraire avec les nationalistes flamands – ses cinq années à la tête du gouvernement, il les aura cependant davantage passées à essayer de faire tenir sa coalition qu'à porter la voix de la Belgique auprès de l'Union.

L'inexpérience, du reste, était un des critères sur lesquels

les avaient choisis, en 2019. En tant que femme et (théoriquement) francophone, Ursula von der Leyen convenait parfaitement à Emmanuel Macron. En tant que Belge habitué aux négociations à n'en plus finir, Charles Michel plaisait beaucoup à la chancelière allemande, Angela Merkel. Aucun des deux ne risquait de faire de l'ombre – ou de tenir tête – à Macron ou à Merkel, ni du reste aux autres 25 chefs d'État et de gouvernement.

Fidélité. Mais chaque lacune a sa compensation, et tous deux adorent la lumière, se voir sur les écrans, se lire dans la presse (ils aiment moins rencontrer les journalistes). En revanche, être obligé de partager une estrade, un plateau de télévision ou un canapé est parfois pour eux une véritable épreuve.

La présidente de la Commission représente la ligne berlinoise. De l'énergie au plan de relance en passant par les vaccins et les restrictions sanitaires, Ursula von der Leyen est restée la fidèle exécutante de la volonté de l'Allemagne. Ne pouvant faire abstraction d'Angela Merkel, Charles Michel s'est trouvé dans une position plus délicate, parce qu'il doit également composer constamment avec l'impatience et l'hyperactivité de Macron, qui n'est pas toujours sur la même longueur d'onde que la chancelière.

Sexisme. Le Sofagate, un épisode révélateur

●●● C'est sans doute l'image la plus marquante de l'histoire du binôme Michel-von der Leyen. Le 6 avril 2021, les deux dirigeants sont en visite à Ankara pour un entretien avec Recep Tayyip Erdogan. Le président turc invite le président du Conseil européen à s'asseoir sur le seul fauteuil disponible à côté de lui, reléguant la présidente de la Commission sur un canapé à part. Un épisode sexiste, selon la presse internationale, qui accuse Erdogan, mais aussi le président du Conseil européen. "On savait déjà qui était Erdogan. Maintenant, on sait aussi qui est Michel", écrivait à l'époque le quotidien italien **Corriere della Sera**. Il y a des moments qui définissent une personnalité. Si Michel avait cédé sa place à sa collègue, Erdogan aurait été réduit à ce qu'il est: un autocrate misogynne. Au lieu de ça, Michel s'assied sans faire un pli." "L'Europe voudrait se caricaturer, elle ne pourrait pas mieux faire", se désolait de son côté le journal belge **L'Écho**. Malgré les excuses publiques de Michel (à qui revenait cette place selon le protocole), il n'y aurait pas eu d'explication en privé entre les deux dirigeants les jours suivants.

Sur la question des migrants en Turquie, pendant qu'Ursula von der Leyen s'appretait à signer des chèques à Recep Tayyip Erdogan comme le demandait l'Allemagne, Charles Michel a dû hausser le ton pour refléter la position française. En ce qui concerne la Russie et ses États voisins, Ursula ne s'y est guère intéressée, laissant à Charles le soin des visites pour tenter de maintenir un semblant d'influence européenne en Ukraine et en Géorgie. Au chapitre Chine, la présidente de la Commission continue de promouvoir l'accord d'investissement avec l'UE comme Merkel le lui a demandé, pendant que le président du Conseil, lui, émet des doutes sur l'ambiguïté d'une telle attitude à l'égard de Pékin. Vient enfin la question de l'autonomie stratégique de l'Europe : Ursula von der Leyen empêche tout pas en avant concret, tandis que Charles Michel déclare que 2022 doit être l'année de la défense européenne.

“Leur logique repose sur la conquête du pouvoir et la confrontation.”

François Roux,
ANCIEN CHEF DE CABINET
DE CHARLES MICHEL

Voilà un sujet qui ne passionne pas la présidente de la Commission. Mais elle aime les effets d'annonce en première page : c'est pourquoi, dans son discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen, en septembre, elle a annoncé un sommet de l'Union sur la défense pendant la présidence française, au premier semestre 2022. “Le président Macron et moi-même conviendrons d'un sommet sur la défense européenne. Il est temps que l'Europe passe à la vitesse supérieure”, a-t-elle proclamé sous les applaudissements. En réalité, les questions de sécurité et de défense figuraient déjà à l'ordre du jour du Conseil européen ordinaire des 24 et 25 mars, que Charles Michel avait fait adopter par les

Les protagonistes

URSULA VON DER LEYEN

Présidente de la Commission européenne depuis le 1^{er} décembre 2019. Née le 8 octobre 1958 à Ixelles, en Belgique. Membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), parti libéral-conservateur allemand. Ministre fédérale de la Famille, puis du Travail et, enfin, de la Défense, toujours sous le long règne de la chancelière Angela Merkel, entre 2005 et 2019.



C'est elle qui coordonne les efforts des 27 commissaires désignés par chacun des États membres. Sa fonction prévoit également qu'elle représente la Commission lors des sommets du Conseil européen, du G7, du G20 et avec des pays hors UE, ce qui crée un peu de confusion institutionnelle.

CHARLES MICHEL

Quel est son rôle ?
Si la Commission est souvent considérée comme l'exécutif de l'Union européenne (pour son pouvoir d'initiative législative), alors Ursula von der Leyen est un peu la présidente de l'Europe.

Président du Conseil européen depuis le 1^{er} décembre 2019. Né le 21 décembre 1975 à Namur, en Belgique. Membre du Mouvement réformateur, un parti libéral



francophone belge. Premier ministre de son pays de 2014 à 2019.

Quel est son rôle ?

Selon l'article 15 du traité sur l'UE, de par sa fonction institutionnelle, Charles Michel assure “la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de la sécurité commune”. Il préside aussi les réunions du Conseil européen, sommet qui rassemble les chefs d'État ou de gouvernement des Vingt-Sept. Une institution chargée de définir “les orientations et les priorités politiques générales” de l'UE, qui a pris de plus en plus d'importance au fil des ans.

autres dirigeants en juin. Ce dernier a donc commencé à faire savoir publiquement que oui, il y aurait bien un sommet où l'on parlera défense, mais que, contrairement à ce qu'a laissé entendre la présidente de la Commission, ce ne sera pas un sommet extraordinaire. Ce qui ne l'a pas empêché, le 2 octobre, à l'occasion du prix Charlemagne, d'annoncer : “2022 sera l'année de la défense européenne.”

Réunions houleuses. Viennent ensuite les bruits de couloir bruxellois, où l'on parle de réunions houleuses entre le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen, Bjoern Seibert, et celui de Charles Michel, Frédéric Bernard. “Parfois, on a l'impression qu'ils sont sur le point d'en venir aux mains”, nous confient certaines sources. Comme leurs chefs, aucun des deux n'avait d'expérience de l'Union avant d'arriver

à leur poste : tous deux jeunes et ambitieux, ils ont été “parachutés” à Bruxelles par leurs capitales respectives. S'il arrive que Bjoern Seibert refuse de répondre aux mails et aux coups de téléphone de Frédéric Bernard, il prend en revanche la liberté de signer des courriers adressés aux chefs d'État et de gouvernement de pays tiers au nom d'Ursula von der Leyen, comme s'il représentait l'Union.

Frédéric Bernard est devenu chef de cabinet après la démission de François Roux, un diplomate belge de carrière qui a jeté l'éponge, éccœuré par les méthodes des autres membres de l'équipe de Michel. Que reprochait-on à François Roux ? Qu'avec lui, Charles Michel était moins visible qu'Ursula von der Leyen.

Dans une interview accordée à *La Libre Belgique* le 27 avril 2021, alors que le souvenir de l'affaire du canapé était encore vif, le

même François Roux avait évoqué les répercussions à long terme, pour l'UE et pour son rôle dans le monde, de la rivalité entre Ursula von der Leyen et Charles Michel. Ce système institutionnel tricéphale – le président de la Commission, le président du Conseil européen et le haut représentant – créé par le traité de Lisbonne peut fonctionner “à deux conditions : qu'ils se mettent d'accord sur la répartition des tâches et qu'ils fassent preuve de prudence dans ce domaine sensible pour les États membres [la politique étrangère]. Les questions d'ego et les ambitions personnelles ont mis à mal ce système et il sera difficile de recoller les morceaux.”

Pour François Roux, “l'affaire du canapé révèle que la logique d'Ursula von der Leyen et de Charles Michel repose sur la conquête du pouvoir et la confrontation – ce à quoi je me suis toujours opposé –, et non sur la collaboration”. Le problème est que

“leur légitimité à représenter l'Union sur la scène internationale dépend de ce qu'ils réussissent à accomplir ensemble”. Leurs prédécesseurs – Herman Van Rompuy au Conseil européen et José Manuel Barroso à la Commission, puis Donald Tusk et Jean-Claude Juncker – avaient trouvé un *gentleman's agreement*. Aujourd'hui, il n'y a plus d'accord qui tienne.

Ursula von der Leyen et Charles Michel sont contraints d'arriver bras dessus, bras dessous à chaque sommet, chaque réunion bilatérale, chaque rendez-vous qui compte dans le monde. Depuis l'affaire du canapé, chaque rencontre est négociée à l'avance par leurs services du protocole respectifs : qui s'assied où ? Qui se met à la droite de Joe Biden ? Qui parle le premier ?

Enfin, ils prennent la parole, répètent plus ou moins les mêmes choses, mais en ajoutant tel petit détail ou petit mot qui n'était pas convenu, dans le seul but d'astoter l'autre, de le faire fulminer en direct à la télévision, de trouver un prétexte. Parce que c'est le carburant des couples dysfonctionnels : si tout va mal ici, c'est la faute de l'autre.

— Paola Peduzzi
et Micol Flammini

Publié le 14 octobre

* En français dans le texte.

SOURCE



IL FOGGIO

Milan, Italie
Quotidien, 25 000 ex.
ilfoglio.it

Créé en 1996 par Giuliano Ferrara, ancien porte-parole du gouvernement Berlusconi, et animé par une équipe de conservateurs, *Il Foglio* se veut le quotidien de l'intelligentsia de la droite italienne. Le journal, dont le siège est à Milan, doit son nom à l'austérité de sa maquette : il était composé d'une seule page (*foglio*) à l'origine.

PHOTOS UNION EUROPEA EN PERU FROM LIMA, PERU



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix
pour un monde
durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

↳ Virve Koster et son chien Ketu devant chez eux, à Lemsi, sur l'île de Kihnu, en 2019.

Photo Birgit Puve/The New York Times

ESTONIE

Le dernier matriarcat d'Europe

La petite île de Kihnu, au large de la côte sud de l'Estonie, a développé une forte identité régionale, malgré quarante ans d'occupation soviétique et les influences du continent. Sur ce territoire de moins de 500 habitants, les femmes sont aux commandes, raconte ce quotidien suisse.



—Neue Zürcher Zeitung
Zurich

Il y a longtemps qu'on connaît les codes-barres à Kihnu, une petite île estonienne de la mer Baltique, bien avant que l'ordinateur et le traitement des données ne conquièrent le monde. Voilà en effet plus de deux cents ans que le kōrt, la jupe rayée traditionnelle des femmes – dont le motif ressemble à un code-barres – indique l'état d'esprit de celle qui la porte. [Rien qu'aux couleurs du tissu], on peut savoir si elle est déprimée ou d'humeur festive.

Si le mode de vie traditionnel des quelques centaines d'habitants de Kihnu est entré au patrimoine immatériel de l'Unesco [en 2003], c'est entre autres grâce à ce vêtement. Il est, aujourd'hui encore, fabriqué à la main, du début à la fin, par la femme qui

le portera : du filage de la laine au tissage, en passant par la teinture avec des pigments naturels. Le kōrt représente donc une mine d'informations sur celle qui le porte. S'il est à dominante rouge, elle va bien ; le bleu, le gris et le noir expriment en revanche sa tristesse après le décès de son mari. Une jeune fille qui va se marier porte aussi du sombre jusqu'à la cérémonie, parce qu'elle laisse ses années de jeunesse derrière elle avec le mariage. Elle ne mettra plus jamais cette jupe durant sa vie, mais elle la retrouvera un jour, dans la tombe.

Le système du kōrt est tellement exhaustif qu'une thèse a été rédigée sur le sujet à l'université de Tartu [la deuxième plus grande ville d'Estonie], un établissement connu pour ses recherches en sémiotique. C'est cependant grâce à une autre

particularité que Kihnu s'est récemment fait connaître à l'international : comme le rapporte par exemple la BBC, Kihnu est le dernier endroit d'Europe où règne le matriarcat. Ici, ce sont les femmes qui commandent.

Le travail de la terre. Il ne fait pas de doute que sur l'île, les femmes dominent la vie quotidienne. En effet, les hommes sont souvent absents pendant des jours, voire des semaines. Kihnu a longtemps vécu presque exclusivement de l'agriculture et de la pêche. La pêche et tout ce qui y est lié, comme la construction des bateaux, étaient le domaine des hommes. Les sorties en mer pouvaient durer longtemps. Aux femmes incombaient toutes les tâches rattachées à la terre, de l'entretien de la famille et de l'éducation des enfants au travail à la ferme. Quand une machine

tombait en panne – par exemple le tracteur ou le side-car, qui est le moyen de locomotion le plus courant sur l'île, depuis l'époque soviétique –, il fallait réparer soi-même. Les femmes de Kihnu devaient savoir tout faire.

Cette stricte séparation entre les domaines "homme et mer" et "femme et terre" se reflète aussi dans le petit musée qui se trouve à Linaküla, un des quatre hameaux de l'île. Le lieu est divisé en deux parties, chacune consacrée à l'un de ces deux mondes professionnels, traités séparément. Mais qu'en est-il de ce fameux matriarcat, alors ? Maie Aav, la directrice du musée, réfléchit un moment, avant de déclarer : "Je ne sais pas si on peut vraiment utiliser ce terme. Mais il est vrai que les femmes sont très importantes, ici." La question est probablement mal posée. Si la vie sociale est presque toujours exclusivement déterminée par les femmes, c'est à cause du mode de vie d'antan et de la nécessité d'une division du travail. Pour Maie Aav, le plus important, c'est que, cette culture unique dont les femmes sont les premières ambassadrices, ne se perde pas.

Et les choses sont plutôt bien parties. Dès la gare routière de Pärnu, sur le continent, d'où partent les voyages en car et ferry pour Kihnu, on remarque une jeune femme qui porte un kōrt avec son sweat-shirt à capuche et ses baskets. Elle a dû passer la semaine à Pärnu pour l'école ou le travail et ne rentrer à Kihnu que le week-end, mais elle affirme fièrement ses origines. "Malheureusement, il n'y a pas de collège ni de lycée sur l'île, et pratiquement pas de travail pour les jeunes", confie Maie Aav. Cette situation touche aussi son fils, qui est en terminale à Pärnu et veut faire plus tard des études

d'informatique. Cela ne signifie pas pour autant que les jeunes souhaitent se détacher du mode de vie de l'île. Une annexe du musée propose aux visiteurs une exposition avec de la musique et des danses de Kihnu, tous les samedis de juin à août. Toutes les générations, adolescentes incluses, sont représentées dans les petits groupes de femmes qui s'y produisent.

Tourisme doux. "Pendant la saison hivernale, quand les touristes ne viennent plus, nous nous retrouvons plutôt le jeudi, mais juste entre nous", explique Maie Aav. On appelle ces séances *ülastumine*, ce qui signifie en gros "réunion tricot". Jadis, ces événements étaient très importants. Les groupes de travaux manuels représentaient pour les jeunes femmes une occasion bienvenue de détente. Après le dur travail de la ferme, elles pouvaient se retirer pendant un moment et faire quelque chose rien que pour elles. Aujourd'hui, les femmes qui viennent faire des travaux manuels ensemble sont plus âgées. Ce sont celles qui aiment se rappeler leur jeunesse, l'époque où les autres plaisirs étaient rares sur cette île isolée. Il est toujours agréable de papoter un peu, et il faut absolument voir qui tricote les meilleurs motifs pour les chaussettes ou les mitaines.

L'isolement de l'île a favorisé le maintien de son mode de vie particulier jusqu'à aujourd'hui. Et les îliens ne se sont pas non plus laissés abattre par plus de quarante ans de joug soviétique, où exprimer ses particularités nationales et régionales était considéré comme *bourgeois**, nationaliste et contraire à l'avènement de l'Homo soviétique. Ces traditions pourront-elles se perpétuer à l'avenir ? Le tourisme doux, qui constitue



RUSSIE-UKRAINE

Pour tout l'or des Scythes

Les artefacts d'une exposition sur "l'or des Scythes", entreposés aux Pays-Bas, font l'objet d'un litige entre Kiev et Moscou.

une nouvelle source de travail et de revenus, y contribue. Il met en vitrine l'artisanat unique de Kihnu. Les femmes organisent des ateliers de couture, tissage, fabrication de pain et de cosmétiques naturels. À plus de 80 ans, Rosaali Karjam, la doyenne des groupes de travaux manuels, fait parfois son apparition aux concerts du samedi pour présenter une nouveauté de son atelier.

La reconnaissance sociale obtenue par le mode de vie traditionnel permet à la jeunesse locale de faire plus facilement le grand écart entre la vie moderne et leur patrimoine culturel. "L'école apporte aussi sa contribution désormais et rapproche les enfants de notre mode de vie, alors qu'à l'époque soviétique, elle travaillait contre nous", explique Maie Aav. Les liens ont ainsi retrouvé une fierté, alors qu'ils étaient auparavant considérés comme des ploucs et qu'on se moquait de leur patois. Les conquêtes de la modernité ont laissé leurs marques sur l'île, surtout quand elles permettaient de faciliter la vie quotidienne de ses habitants. Les étalages de l'unique boutique de l'île n'ont certes rien d'impressionnant, mais on peut y payer avec Apple Pay.

Kihnu ne veut pas devenir un musée à ciel ouvert - même si c'est son côté hors du temps qui attire les visiteurs. La tradition demeure cependant l'un des fondements de son identité. "Personne n'est obligé de porter le kôrt, déclare Maie Aav. Si nous le portons, c'est parce que nous le voulons bien."

—Rudolf Hermann
Publié le 27 septembre

* En français dans le texte.

SOURCE



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

Zürich, Suisse
Quotidien, 85 000 ex.
nzz.ch

Publié dans la capitale financière du pays, c'est un titre de tradition et de référence, à tendance centriste et libérale. En pointe sur l'international, il est lu par l'ensemble des germanophones. Lors de son lancement, le 12 janvier 1780, la *Zürcher Zeitung* se positionne comme une sorte de *Courrier international* de l'époque.

Tout a commencé par une exposition organisée à Amsterdam en 2014. Intitulée "L'or des Scythes", elle présentait, rappelle la version ukrainienne de **Radio Svoboda**, "565 objets culturels appartenant aux civilisations scythe, sarmate et goth". Ces artefacts provenaient d'un musée de Kiev et de quatre musées de Crimée. À l'époque, la Crimée appartenait encore à l'Ukraine, mais "après l'annexion de la Crimée [en mars 2014], les

Pays-Bas ont refusé de rendre les objets à la presque île occupée. Les artefacts venus de Kiev ont déjà été rendus à l'Ukraine sans discussion."

Les musées de Crimée - désormais sous autorité russe - ayant contesté, l'affaire avait été portée devant la justice néerlandaise. En 2016 déjà, le tribunal d'Amsterdam avait statué que les objets exposés devaient être restitués à l'État ukrainien, conformément à la loi néerlandaise sur le patrimoine culturel, souligne le quotidien russe **Izvestia**. Il était précisé dans le verdict que le tribunal se fondait sur le fait que la Crimée n'est pas un État et qu'elle ne peut donc faire valoir aucun droit sur ces objets d'art.

Aux yeux du ministère de la Culture russe, la décision du tribunal enfreignait les normes du droit international et les principes des échanges entre musées. En janvier 2017, les musées de Crimée avaient fait appel. La cour d'appel d'Amsterdam, précise le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, a fini par statuer, le 26 octobre, que la collection "L'or des Scythes" appartenait "à l'Ukraine et qu'elle [devait] être rendue à l'Ukraine", expliquant que "bien que les objets exposés dans le musée soient originaires de Crimée, ils constituent

une partie du patrimoine culturel de l'Ukraine, cette dernière existant en tant que pays indépendant depuis 1991".

Pour Andreï Malguine, le directeur du Musée central de Tauride, à Simferopol, en Crimée, ce jugement n'a rien d'une surprise : "Bien que nous nous y attendions, cette décision est abjecte et ignoble. Derrière cet or se cache une histoire politique, mais la soif de voler ce

qui appartient à autrui n'embellit personne." L'Union des musées de

Russie rappelle que ces objets ont été trouvés par les archéologues sur le territoire de la péninsule, puis versés aux musées locaux : "Ils appartiennent précisément à l'institut culturel où ils étaient exposés à l'origine." Un pourvoi en cassation sera demandé, annonce l'institution russe.

Une position en accord avec la ministre de la Culture de la République de Crimée, Arina Novosselskaïa, qui déclare, dans des propos cités par la **Nezavissimaïa Gazeta** : "Les musées de Crimée, le ministère de la Culture de la République n'acceptent pas la décision d'Amsterdam et travailleront à récupérer leurs collections par tous les moyens légaux."

À Moscou, le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Grigori Karassine, a déploré le caractère "politisé" de l'affaire. "Nous agissons selon les règles internationales, mais nous défendons notre position, selon laquelle toute cette collection appartient à la Crimée et à la Russie", a-t-il martelé.

À Kiev, le président Volodymyr Zelensky s'est quant à lui fendu d'un tweet triomphal : "Après l'or des Scythes, c'est la Crimée que nous récupérerons."

—**Courrier international**



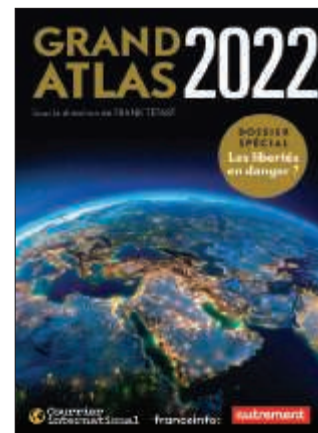
NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



Collection dirigée par Franck Tétart
Format : 20 X 29,5 cm - 144 pages

Grand Atlas 2022

Toutes les questions d'actualité et les enjeux qui vont faire 2022, avec des cartes, des infographies et des synthèses efficaces. Edition Autrement en partenariat avec *Courrier international* et *France Info*.

19,90€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

DES ENFANTS? NON MERCII!

Longtemps, ces parents n'ont pas osé l'avouer : si c'était à refaire, ils n'auraient pas d'enfants. Trop de pression, trop de contraintes... Certains en viennent à souffrir de burn-out parental. Aujourd'hui, cette parole se libère, comme celle de ceux qui assument leur choix de ne pas procréer dans un monde en crise et surpeuplé, les plus radicaux militant pour l'extinction naturelle de l'humanité. Désormais, pour les femmes, avoir des enfants est un véritable choix de vie et non plus la réponse à une injonction millénaire.



“Je me suis laissée piéger”

Partout dans le monde, des millions de parents lèvent un tabou et disent regretter d'avoir eu des enfants. Les spécialistes interrogés par le magazine américain *The Atlantic* y voient deux raisons principales : le surmenage et la pression sociale.

—The Atlantic Washington

Carrie aurait préféré ne jamais avoir eu d'enfants. Pendant quelques années, elle s'est sentie heureuse dans son rôle de mère, mais désormais, elle s'enferme régulièrement dans sa cuisine pour tout remettre en question : qui suis-je ? Qu'est-ce que je fais là ? Elle ne peut pas travailler, car elle doit accompagner ses enfants de 10 et 12 ans, tous deux handicapés, à l'école et à leurs rendez-vous médicaux. Carrie, qui est britannique, rêve souvent de rendre visite à l'un de ses amis installé à Hawaï et de ne plus jamais revenir. Ses sentiments lui semblent si tabous qu'elle ne souhaite pas divulguer son nom complet. Pourtant, les parents qui regrettent d'avoir des enfants sont plus nombreux qu'on pourrait le croire.

En 2013, Gallup a mené un sondage auprès de parents américains âgés de plus de 45 ans, et leur a demandé combien d'enfants ils souhaiteraient avoir s'ils pouvaient “repartir à zéro” : environ 7 % ont répondu “aucun”. En 2016, un institut de sondage allemand a demandé à des parents s'ils approuvaient l'assertion “Si j'avais de nouveau le choix, je n'aurais pas d'enfants” : 8 % d'entre eux se sont dits “*totalelement d'accord*” (11 % étaient “*plutôt d'accord*”). Un sondage publié en juin a, lui, révélé que 8 % des parents britanniques regrettent d'avoir des enfants. D'après deux études menées récemment par Konrad Piotrowski, qui enseigne la psychologie à l'École de sciences sociales et humaines de l'université de Varsovie, entre 11 % et 14 % des Polonais se trouvent dans la même situation, sans différence notable entre les hommes et les femmes. Pris ensemble, ces résultats semblent indiquer que plusieurs millions de parents regrettent d'avoir des enfants.

Les doutes ressentis par les parents n'auront pas forcément de répercussions négatives sur leurs enfants. Mais lorsque la relation parent-enfant est envahie par les regrets, c'est toute la famille qui peut en souffrir. Bien que la recherche sur le regret parental en soit encore à ses débuts, l'étude des mères adolescentes semble indiquer l'existence d'une corrélation entre les remords des parents et la sévérité, voire le rejet, dont ils font preuve envers leurs enfants, affirme Konrad Piotrowski. Kara Hoppe est thérapeute familiale et a cosigné *Baby Bomb: A Relationship Survival*

Guide for New Parents [“Guide de survie du couple à l'usage des jeunes parents”, inédit en français]. D'après ses observations, les enfants peuvent se sentir délaissés “*s'ils ont l'impression que leurs parents n'ont jamais envie d'être avec eux*”. Au cours de leur développement, les enfants sont tellement centrés sur eux-mêmes qu'ils risquent d'intérioriser le manque d'intérêt de leurs parents et de croire qu'ils en sont la cause.

Ni Konrad Piotrowski ni les instituts de sondages n'ont interrogé directement les parents sur les raisons de leurs regrets. Toutefois, les experts identifient deux grandes causes à ce phénomène. L'une d'entre elles est le surmenage. Les parents peuvent être dévoués à leurs enfants et néanmoins se sentir épuisés et avoir l'impression de manquer de soutien. Comme Carrie – dont les enfants sont autistes –, certains parents qui avaient autrefois l'impression de bien s'occuper

[de leur famille] se retrouvent à endosser des responsabilités imprévues. “*Je ne suis pas faite pour la maternité*”, “*j'aime mes enfants, mais je n'ai pas l'étoffe d'un parent*”, se désolent-ils alors. Isabelle Roskam est clinicienne et chercheuse émérite à l'Université catholique de Louvain, en Belgique (lire aussi son interview p. 38). Elle est spécialisée dans le burn-out parental et affirme que, dans ce cas de figure, “[les parents] ne veulent pas être parents parce qu'ils n'arrivent pas à assurer leur rôle à la perfection”.

Remords à la hausse. D'après Konrad Piotrowski, les perfectionnistes ont souvent plus de mal à se percevoir comme des parents. Ils sont plus enclins au burn-out et à regretter leur décision d'avoir des enfants. Selon le chercheur, une forte pression financière, la monoparentalité, et le rejet ou les violences subis durant leur propre enfance pourraient également contribuer à faire naître des regrets chez les parents. Si le burn-out parental peut être temporaire et ne provoquer aucun remords, Konrad Piotrowski conclut tout de même que la probabilité d'avoir des regrets est proportionnelle à l'écart entre les ressources dont disposent les parents et les exigences de l'éducation.

Sans surprise, la pandémie a entraîné une hausse des cas de burn-out parental, précise Isabelle Roskam. Une équipe de chercheurs néerlandais, dirigée par Hedwig van Bakel, professeure

SOURCE



THE ATLANTIC
Washington
Mensuel, 462 000 ex.
theatlantic.com

L'anticipation est l'un des points forts de *The Atlantic* depuis sa création en 1857. Cette vénérable publication, où écrivent les plumes les plus prestigieuses, a su mieux que tout autre magazine américain prendre le tournant Internet. Très dynamique et riche en contenus inédits, *Theatlantic.com* est souvent cité en exemple dans l'univers de la presse en ligne. Le site revendique 4,3 millions d'utilisateurs mensuels.

en sciences du comportement à l'université de Tilbourg, a estimé qu'en 2020 4,9 % des parents ont souffert de burn-out à travers le monde, contre 2,7 % en 2018-2019 (ces données n'ont toutefois pas encore été publiées). Les parents ayant passé plus de temps confinés et ayant dû consacrer davantage d'attention à leurs enfants ont été particulièrement touchés.

Laura van Dernoot Lipsky, fondatrice et directrice du Trauma Stewardship Institute, a constaté une augmentation du regret parental en lien avec les événements particulièrement éprouvants de l'an passé, ainsi qu'une intériorisation de la pression qui en a découlé. De plus en plus de parents pensent : “*Je ne suis pas assez bien, quelque chose ne tourne pas rond chez moi*”, et commencent à mettre en doute leur identité de parent. D'autres études citées par Konrad Piotrowski montrent que les pères et les mères surmenés sont plus disposés à négliger leurs enfants, voire à se montrer violents envers eux. Leurs enfants ont alors davantage de risques de souffrir de dépression ou d'angoisse.

Certains parents, quant à eux, ne désiraient pas avoir d'enfants, et c'est l'autre grande cause de regret parental. Mary est mère au foyer et vit dans le Dakota du Sud avec ses deux enfants. Elle non plus ne souhaite pas révéler son nom de famille, afin de pouvoir s'exprimer librement. En 2014, elle est tombée enceinte par accident, et son bébé est mort à la naissance. À la même

“[Certains parents] ne veulent pas être parents parce qu'ils n'arrivent pas à assurer leur rôle à la perfection.”

Isabelle Roskam,

CLINICIENNE À L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

époque, son tuteur s'est donné la mort. Désireuse de prouver qu'elle pouvait mener une grossesse “correctement”, Mary décide alors d'avoir un autre enfant. “*Je me suis laissée piéger par les hormones, mes sentiments, et le traumatisme*”, résume-t-elle. Puis, lorsque son fils avait 9 mois, elle est de nouveau tombée enceinte sans le vouloir.

“*Je déteste ça*, explique Mary. *En fait, je n'aime pas les enfants.*” Elle lit des histoires à ses fils, cuisine pour eux, et applique les conseils sur l'équilibre psychologique des enfants qu'elle trouve dans les guides d'éducation. Mais Mary ressasse aussi tout ce qu'elle pourrait faire et qui elle pourrait être sans ses fils. Elle compte les jours en attendant qu'ils soient pleinement autonomes. Lorsque ses amis parents d'adolescents se plaignent de voir grandir leurs bébés, Mary les envie fortement. Chez de nombreux patients atteints de burn-out parental, le sentiment de regret est passager, affirme Isabelle Roskam. Dans le cas de Mary, en revanche, la dépression post-partum et le burn-out ont été écartés par sa psychologue. Pour elle, c'est plus qu'une simple phase.

La sociologue israélienne Orna Donath, autrice de *Regretting Motherhood: A Study* [Le Regret d'être mère, paru en 2019 chez Odile Jacob], confirme cette deuxième grande cause du regret. Dans le cadre de ses recherches, elle a interrogé dix hommes qui regrettent d'être père. Huit d'entre

eux ont expliqué qu'ils ne souhaitent pas avoir d'enfants, mais avaient accepté pour faire plaisir à leur partenaire. Elle a également interrogé des femmes épaulées par leur conjoint et disposant des ressources financières nécessaires pour élever des enfants, mais qui ressentent malgré tout un poids "qui ne les quitte jamais".

D'après Konrad Piotrowski, faire le choix de devenir parent facilite donc l'adaptation à cette nouvelle vie. Il a notamment constaté que le taux de regret parental était moins élevé en Allemagne qu'en Pologne, où l'accès à l'avortement est plus difficile. Les résultats d'une étude menée par l'université de Californie à San Francisco viennent étayer cette hypothèse : les femmes devenues mères parce qu'elles n'ont pas pu avoir recours à une IVG ont plus de difficultés à établir une relation avec leur enfant et sont plus enclines à se sentir piégées et à éprouver du ressentiment que celles qui ont pu avorter, avant d'avoir un enfant plus tard. Et cela se reflète [chez les enfants] une fois adulte, explique Kara Hoppe en citant l'exemple de l'une de ses patientes, qui affirme : "Je ne pense pas que ma mère voulait avoir d'enfants." Cette patiente sait que [la grossesse involontaire] de sa mère, qui n'avait pas accès à la contraception à l'époque, explique le manque d'intérêt et les mauvais traitements qu'elle a subis dans son enfance. Mais lorsqu'elle était petite, elle s'accusait : "Qu'est-ce qui ne va pas chez moi ?"

Honte. Certaines personnes ne sont pas faites pour élever des enfants, et ces derniers en souffrent. Mais peut-être les parents seraient-ils moins nombreux à exprimer des regrets si la société ne rendait pas leur tâche si difficile. Il serait possible de réduire les regrets des parents grâce à une série d'ajustements structurels : faciliter l'accès à la contraception et à l'avortement, instaurer des parcours de soins individualisés pour les parents qui souffrent de burn-out, et améliorer les politiques en matière de garde, de congé parental, de temps de travail, d'écart salarial et d'opportunités d'avancement professionnel.

Les parents qui regrettent d'avoir des enfants auraient peut-être moins honte de leurs sentiments – et seraient davantage incités à faire face à cette situation – si les attentes de la société étaient plus réalistes. Les femmes, notamment, se voient marteler que les premières années sont difficiles mais qu'elles s'adapteront naturellement à la maternité. Et lorsqu'elles estiment que les sacrifices nécessaires sont difficiles, on les considère comme égoïstes ou anormales, parfois les deux. Mais cette étude révèle une autre vérité : une minorité non négligeable de parents regrette d'avoir eu des enfants. Faire connaître ce phénomène pourrait aider à alléger la pression que subissent les parents pour élever leurs enfants à la perfection, les femmes pour se fondre dans leur rôle de mère, et les adultes en général pour avoir des enfants. Après notre entretien, Mary m'a envoyé un e-mail. "J'ai pleuré pendant une heure après avoir raccroché, écrivait-elle. Je ne m'étais pas rendu compte à quel point j'avais besoin d'entendre que je ne suis pas la seule mère à ressentir cela."

— **Gail Cornwall**
Publié le 31 août

Décryptage

POURQUOI ON N'OSE PAS EN PARLER

La station de radio américaine **KQED**, située à San Francisco et affiliée à la chaîne National Public Radio (NPR), a interrogé trois autrices féministes sur le tabou que représente encore aujourd'hui pour les femmes le choix d'une vie sans enfants : la célèbre journaliste américano-égyptienne Mona Eltahawy, la journaliste et avocate Jill Filipovic, et la sociologue Caroline Sten Hartnett. Cette dernière souligne que le choix de ne pas avoir d'enfant vient souvent de contraintes financières importantes, d'un manque d'aide matérielle et de l'angoisse liée au changement climatique. Les raisons sont donc très rationnelles.

Jill Filipovic (qui signe l'article ci-contre) remarque justement que les débats autour de la parentalité et du refus de la parentalité sont "intrinsèquement politiques". Mona Eltahawy se souvient quant à elle de son adolescence en Arabie Saoudite et plus largement de la culture musulmane dans laquelle elle a grandi et qui défie presque les mères. "Rejeter la maternité, même quand on ne subit pas directement de pression, cela signifie se battre contre un stigmata et un tabou gigantesque."



Plus de choix, donc moins d'enfants

Les Américaines ont des enfants plus tard, quand elles décident d'en avoir. C'est bien sûr lié au manque structurel d'aides, mais cela peut aussi être vu de façon positive : les femmes ont enfin la possibilité de faire ce qui leur plaît.

— **The New York Times** (extraits) *New York*

Les Américaines font de moins en moins d'enfants et de plus en plus tard, une tendance démographique qui consterne aussi bien à gauche qu'à droite de l'échiquier politique.

Pour les conservateurs, le fait que de plus en plus de femmes retardent le moment de devenir mères ou décident de ne pas l'être montre un dangereux déclin des valeurs familiales traditionnelles. Pour eux, les femmes ont été manipulées pour faire passer leurs aspirations éducatives et professionnelles avant la maternité, ce qui a contribué à accentuer la rupture culturelle.

Les progressistes avancent une autre explication (plus juste). La baisse de la natalité est selon eux clairement liée à la politique : les mères potentielles sont dissuadées de procréer par le manque de modes de garde d'enfants à un prix abordable, ainsi que par l'absence d'une couverture santé universelle, d'un congé parental convenable et rémunéré... Si l'on ajoute à cela l'escalade du prix du logement, la lourde dette des étudiants et la

stagnation des salaires, il n'est pas surprenant que tant de femmes se disent : "Quoi ? Faire des enfants ? Dans un contexte économique pareil ?"

Dans tous les cas, le "baby krach" (s'il s'agit vraiment de cela) est partout présenté de façon négative. Progressistes comme conservateurs considèrent la baisse de la natalité comme un échec, que ce soit de la famille, des femmes et d'une culture compromise par les ambitions féministes, ou de l'État, du capitalisme et des entreprises peu respectueuses de la vie de famille qui alimentent une culture de l'épuisement au travail.

Et si la baisse des taux de natalité était une bonne chose ? Beaucoup de femmes décident de ne pas devenir mères non pas à cause d'un contexte difficile ou parce qu'elles n'ont pas satisfait toutes leurs ambitions, mais parce que cela leur ouvre tout un champ de possibilités. En tant que pays, nous nous porterions beaucoup mieux si nous considérions les changements démographiques importants comme des indices précieux de ce que les gens veulent ou de ce dont ils ont besoin, et de la façon dont on pourrait améliorer leur vie.



Le taux de natalité diminue chez les femmes de 20 à 30 ans et augmente légèrement chez celles de 30 à 40 ans. Les femmes à l'origine du ralentissement des naissances sont celles qui ont le plus grand éventail de choix, et tout l'avenir devant elles.

Par ailleurs, si le taux de natalité est en baisse, le pourcentage total de mères a augmenté, en partie parce que davantage de femmes plus âgées ou qui ont fait des études supérieures ou qui sont célibataires deviennent mères. Faire des enfants reste largement la norme : 86 % des Américaines âgées de 40 à 44 ans en ont. La maternité n'est pas tant en déclin que retardée, et le nombre de familles avec un ou deux enfants est en hausse.

Pas d'obligation. Grâce aux changements de société introduits par le féminisme et à un meilleur accès aux moyens de contraception, de plus en plus de femmes se posent la question de la maternité de la même façon qu'on prend les autres grandes décisions dans une vie : en pesant le pour et le contre, en mettant dans la balance les autres désirs que l'on peut avoir et en prenant en compte le contexte dans lequel on se trouve. Avoir des enfants n'étant pas obligatoire, cette évaluation est faite pendant toute la période où les femmes sont en âge de procréer.

Il y a également de nombreuses femmes qui n'ont pas autant d'enfants qu'elles le voudraient et les responsables politiques devraient se pencher sur ce problème : beaucoup de ces femmes prendraient peut-être des décisions différentes si elles étaient mieux soutenues. Mais opposer de façon binaire le fait de ne pas vouloir d'enfants et celui d'en vouloir est loin de refléter tous les tirailllements par lesquels passent beaucoup d'Américaines avant de prendre leur décision.

Envisager la procréation à la lumière du désir d'enfant est une révolution. Tout au long de l'histoire de l'humanité, avoir un enfant était tout simplement considéré comme indissociable de la vie adulte.

Le fait de vouloir un enfant est pourtant très important. Selon plusieurs études réunies par l'institut Guttmacher, les femmes qui planifient leur maternité sont plus heureuses, mieux informées

et ont moins de conflits au sein de leur couple que celles dont les grossesses ne sont pas planifiées.

Partout dans le monde, les femmes ont moins d'enfants et plus tard. La raison profonde de la baisse du taux de natalité dans les pays les plus riches du monde réside peut-être dans la question du sens. Tout au long de l'histoire, les hommes ont régné sur les domaines du travail rémunéré, de la politique, de l'économie et des affaires internationales tandis que la maternité était pour une femme la voie la plus claire et la plus acceptable pour entrer dans l'âge adulte, gagner le respect de la société et donner un sens à sa vie. Comme de plus en plus de femmes trouvent un emploi qui leur donne un salaire, l'indépendance qui va avec et même de la satisfaction et un sens à leur vie, elles sont de moins en moins nombreuses à utiliser la maternité comme le moyen d'être considérées comme des adultes et respectées.

Les femmes sont de moins en moins nombreuses à utiliser la maternité comme le moyen d'être considérées comme des adultes et respectées.

La condition de mère s'en trouve également améliorée : les femmes qui ont la chance d'avoir le choix considèrent la maternité comme une voie à part entière, et le fait de s'y engager volontairement leur apporte une expérience de vie unique, un sentiment de sens profond, l'exploration d'un autre potentiel et une relation à nulle autre pareille, et remplace certaines possibilités par d'autres. Bien entendu, ces choix ne sont pas toujours libres, ni même toujours des "choix".

La vérité est peut-être que lorsque davantage de voies s'ouvrent devant les femmes pour trouver l'amour, être respectées et avoir une vie bien remplie, avoir un enfant ou fonder une grande famille ne sont que deux de ces voies parmi les autres. Les choix faits par certaines des femmes les plus chanceuses et les mieux loties du monde ne devraient pas nous effrayer, mais nous apprendre simplement que lorsque les femmes ont davantage d'options et de possibilités, les désirs qu'elles nourrissent deviennent beaucoup plus variés.

Nous devrions passer moins de temps à nous inquiéter des taux de natalité et davantage à élaborer des politiques visant à soutenir les familles sous toutes leurs formes, parce que c'est ce qu'il faut faire. Nous devrions en même temps faire évoluer notre culture de façon qu'elle cesse d'exiger des femmes qu'elles renoncent à une si grande partie d'elles-mêmes (et de leur potentiel et de leurs autres désirs) lorsqu'elles ont des enfants. Cela n'entraînerait peut-être pas un baby-boom mais servirait un but bien plus louable : des familles et des citoyens plus heureux, un peu plus libres de décider eux-mêmes de ce qui rend leur vie plus belle.

— Jill Filipovic
Publié le 27 juin

← Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

↓ Dessin de Martirena, Cuba.



Témoignage

Sur les réseaux sociaux, la parole se libère

●●● En 2019, l'Américain Sam McRoberts, qui écrit souvent dans la presse économique et dirige une société de conseil sur le référencement en ligne, a jeté un pavé dans la mare en publiant un tweet où il expliquait qu'avoir eu son fils était "le plus grand regret de sa vie". Un point de vue qu'il partage avec sa femme, ajoutait-il. Mais exprimer ouvertement ses regrets d'être déjà parent relève du tabou ultime, alors que les gens – notamment les femmes – qui n'ont pas envie de devenir père ou mère osent à peine en parler publiquement depuis quelques années. Sam McRoberts a d'ailleurs rapidement supprimé son tweet. Les réactions ont néanmoins été immédiates, comme le souligne le **Sydney Morning Herald** : "Des parents partout dans le monde ont reproché à Sam d'être égoïste, méchant, et se sont demandé pourquoi infliger ce type de remarque douloureuse à un enfant qui pourrait un jour la lire." Mais le quotidien australien ajoute que "la foule sur Twitter n'avait pas imaginé qu'il existait un groupe de parents qui acquiesçaient dans l'ombre et qui n'osaient pas dire qu'ils ressentaient la même chose". Cette question fait de plus en plus l'objet d'études et de livres comme *Le Regret d'être mère* d'Orna Donath (éditions Odile Jacob, 2019) et *Mal de mères : dix femmes racontent le regret d'être mère* de Stéphanie Thomas (éditions Jean-Claude Lattès, 2021). Selon le *Sydney Morning Herald*, les recherches montrent que l'immense majorité des couples – 92 % exactement – connaissent plus de conflits lors de la première année de leur enfant, notamment au sujet de la répartition des tâches. Les regrets liés à la parentalité trouvent en réalité la plupart du temps leur source dans le manque d'aide, tant de la part du partenaire que de l'entourage, du monde professionnel et des pouvoirs publics. Le groupe Facebook "I Regret Having Children" ("Je regrette d'avoir eu des enfants") compte aujourd'hui plus de 37 000 abonnés. Un internaute y fait cette suggestion : "Allez assister à des cours de parentalité. Je trouve cela fou que n'importe qui puisse se reproduire sans même avoir ne serait-ce que pris des cours de premiers secours. Parlons franchement de ce que c'est d'avoir des enfants."



Le burn-out parental existe, parlons-en

Les attentes autour de l'éducation des enfants sont de plus en plus élevées, et la pression sur les parents de plus en plus forte. Ces deux chercheuses belges plaident pour qu'on lève enfin le tabou autour de cette souffrance pour pouvoir y remédier.

— **De Standaard** Bruxelles

Il doit manger, boire, faire pipi. Il a des crises de larmes ou des accès de colère. Il ne veut pas dormir. Parfois, il souffre d'un trouble de l'apprentissage ou du comportement, d'une maladie. Parfois, c'est simplement la vie au quotidien avec l'enfant qu'il faut gérer, jour après jour.

Il est évident qu'un enfant demande beaucoup – en général, il n'y peut pas grand-chose –, mais, pour les parents, il n'est pas toujours évident de donner autant. Aussi Moira Mikolajczak et Isabelle Roskam, professeures de psychologie à

l'Université catholique de Louvain, s'emploient-elles depuis quelques années à faire connaître ce nouveau terme : le burn-out parental.

Quand, mue par l'ambition d'être un parent idéal, une personne se sacrifie, se sent frustrée, vidée de son énergie, puis complètement épuisée et débordée, lorsqu'elle finit par prendre une distance émotionnelle avec son enfant et par ne plus avoir le sentiment d'être efficace ni satisfaite, alors, la situation devient dangereuse, préviennent Mikolajczak et Roskam. *“L'étape suivante, c'est la violence physique ou psychique à l'égard de l'enfant parce qu'on a rompu le lien émotionnel avec lui.”*

↑ *Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.*

→ *Dessin de Martirena, Cuba.*

DE STANDAARD : Faire un burn-out parce qu'on est parent... Comment peut-on en arriver là ?

MOÏRA MIKOLAJCZAK : Eh bien, les psychologues sont aussi un peu responsables de cette évolution. Avant, l'enfant travaillait à la mine ou à l'usine : il servait à la survie des parents. Aujourd'hui, c'est impensable, heureusement. Mais il y a quand même quelque chose qui ne tourne pas rond. Ces dernières décennies, on a écrit beaucoup d'études et de livres sur l'importance du lien entre la mère et l'enfant, sur ce qu'est une bonne éducation, sur l'enjeu des premiers mois de la vie. Peu à peu, la pression est montée : l'enfant est devenu plus important et le parent, qui ne peut être heureux que si son enfant est “réussi”, n'a pas droit à l'erreur.

ISABELLE ROSKAM : Il est devenu impératif de faire de son enfant un être optimal. Et le parent doit rechercher la perfection à tous les niveaux : comment son enfant dort-il, est-il suffisamment stimulé, est-il suffisamment libre de ses choix... ? C'est effrayant. Tout cela nous place face à ce paradoxe : d'un côté, jamais nous ne nous sommes tant occupés du bien-être de l'enfant – et c'est réellement quelque chose de nouveau dans l'histoire –, de l'autre, jamais les parents n'ont été si anxieux et si peu sûrs d'eux-mêmes. Ils ne font jamais assez bien.

“Le parent en burn-out a longtemps été le parent qu'il voulait être. Il s'est vidé à force de se dévouer sans compter.”

Moira Mikolajczak,
PROFESSEURE DE PSYCHOLOGIE

S'ils conduisent leur enfant à l'école en voiture parce que c'est moins dangereux que de le laisser y aller à vélo, alors ils ne lui inculquent pas le respect de l'environnement ou ils ne lui laissent pas assez d'autonomie. Ils recherchent la perfection, ils aspirent à un idéal inaccessible. C'est là que se cache le germe du burn-out parental.

Il est donc normal, et même sain, d'avoir envie parfois d'envoyer balader son enfant ?

IR : Oui, parfois c'est le bordel et on a envie de l'oublier sur une aire d'autoroute. Mais chez certains parents, cette pensée s'insinue. Les mères et les pères en burn-out partagent certaines caractéristiques. Ils ont une image très négative d'eux-mêmes en tant que parent, ils nourrissent par exemple un sentiment d'échec. Ils ressentent de plus en plus un stress chronique, ils sont épuisés par le fait de donner, donner, et encore donner. Et ils finissent par ne plus éprouver de plaisir dans le fait d'être parent parce qu'ils ne sont plus le parent qu'ils voulaient être.

MM : Ce point est important pour distinguer un burn-out d'une dépression. Il y a un avant et un après. Le parent en burn-out a longtemps été le parent qu'il voulait être, mais, en cours de route, à force de se dévouer sans compter, il s'est vidé. Au demeurant, cet épuisement n'a rien à voir avec le travail, ce n'est pas un burn-out professionnel.

La différence entre ces deux formes de burn-out est-elle si nette ? Vouloir combiner un emploi à plein temps et une vie de famille à plein temps n'est-il pas un idéal inaccessible ?

IR : Dans le burn-out professionnel, on se pose d'autres questions : est-ce que j'ai encore envie de faire ce travail ? Est-ce que je dois poursuivre mon chemin ailleurs ou autrement ? Est-ce que je dispose de suffisamment d'autonomie ? Une personne en burn-out parental n'a pas cette marge de manœuvre : elle ne peut ni rendre son enfant ni changer de famille. Si les symptômes sont parfois similaires, le burn-out parental soulève d'autres questions.

Pourquoi est-ce important pour vous de faire connaître ce terme ?

MM : Parce que c'est un problème spécifique pour lequel il existe des solutions spécifiques. Il n'y a pas encore de recherches sur cet aspect, mais le burn-out parental a probablement déjà provoqué des divorces. Qu'on aurait pu éviter. Lorsqu'une personne cherche à fuir son rôle de parent, cela ne signifie pas qu'elle veuille briser sa famille. Du reste, la honte que suscitent ces difficultés est terrible, les gens n'osent pas chercher d'aide. Tout cela nous conforte dans l'idée qu'il est temps de parler de nouveau des parents.

Pour conclure, adressez-vous encore des vœux de bonheur aux parents qui viennent d'avoir un enfant ?

IR : Bien sûr. Sur mes cartes de vœux, j'écris par exemple ceci : *"Je te souhaite de savourer tous les beaux moments qui vous attendent. Dans les moments plus difficiles, souviens-toi que beaucoup de personnes tiennent à vous. J'en fais partie. Si un jour, l'un de vous a besoin d'une oreille amicale ou d'une main secourable, je suis là."*

— Sarah Vankersschaever
Publié le 12 octobre

40%

DES JEUNES HÉSITENT À AVOIR DES ENFANTS

Dans le monde, quatre jeunes sur dix hésitent à avoir des enfants "en raison de la crise climatique", rapportait le *Guardian* le 14 septembre. Le quotidien britannique relayait alors les résultats d'une enquête, prépubliée par la revue **Lancet Planetary Health**, qui a été menée auprès d'environ 10 000 jeunes de 16 à 25 ans dans dix pays (dont la France, la Finlande, les États-Unis, le Brésil, l'Inde et le Nigeria). D'après cette première grande étude scientifique sur l'éco-anxiété chez les jeunes, près de 60 % des personnes interrogées déclaraient que leurs gouvernements ne protégeaient ni la planète ni les générations futures et expliquaient se sentir "trahies" par les générations les ayant précédées.

Contrepoint

UNE QUESTION SOCIALE AVANT D'ÊTRE INDIVIDUELLE

Loin de nier la détresse de nombreux parents, Stefan Ramaekers, professeur en sciences de l'éducation à l'université KUL [université dont le siège est à Louvain], se demande, toujours dans **De Standaard**, si on a bien raison de parler de "burn-out parental". Certes, cette étiquette a le mérite de "donner un nom à un problème ou une souffrance. Mais la conséquence, c'est que, une fois nommé, on en fait un phénomène qui peut être 'décelé', dont les 'causes' peuvent être analysées. On en fait un sujet qui doit être 'pris en main' et 'résolu'", note-t-il. Ironiquement, cette approche a pour effet d'ajouter "encore davantage de travail aux parents, qui se doivent donc de revoir leur stratégie et leurs attentes, et d'organiser différemment l'éducation qu'ils donnent à leurs enfants". Pour Stefan Ramaekers, c'est en somme un nouvel effet de notre système occidental, qui analyse les problèmes au prisme de l'individu, "pas en matière de culture, de modèle de société ou de pays". Parler de burn-out parental, c'est "individualiser le problème et individualiser sa solution" alors qu'il faudrait s'intéresser à "la façon dont nous organisons notre société", conclut-il.

Qui sont les antinatalistes ?

Qu'ils soient moralement opposés au fait de mettre au monde des enfants ou qu'ils militent pour l'extinction de l'humanité, les antinatalistes forment un mouvement hétérogène, difficile à quantifier.

Je considère que mettre un enfant au monde est une faute morale. Même en ayant beaucoup de chance, tout individu souffrira inévitablement", explique Isabel. Cette Texane de 28 ans (qui requiert l'anonymat) est citée par la journaliste Suzy Weiss dans l'enquête qu'elle a récemment consacrée sur la plateforme Substack aux jeunes Américains qui refusent de devenir parents.

Comme l'explique la journaliste, on distingue parmi eux deux catégories : les "child-free" (les "sans enfants") et les "antinatalistes". Le choix des premiers revêt souvent une dimension morale (liée, par exemple, aux crises écologiques), mais "ils ne considèrent pas nécessairement comme un problème que d'autres procréent". À l'inverse, pour les antinatalistes, avoir des enfants est contraire à l'éthique, quelles que soient les circonstances.

D'après **The Guardian**, qui a consacré un article au sujet en 2019, "on attribue généralement au livre du philosophe sud-africain David Benatar l'origine du terme 'antinatalisme'". Intitulé *Better Never to Have Been: The Harm of Coming Into Existence* ("Mieux vaut ne jamais avoir été : la douleur d'être né"), cet essai paru en 2006 (et resté inédit en français) déploie des arguments de type utilitariste : "Toute vie comportant inévitablement une part de souffrance, mettre au monde une autre personne constitue la garantie de générer un peu plus de souffrance [sur Terre]", rapporte *The*

Guardian. En revanche, on ne retranche de bonheur à personne en ne procréant pas, puisque l'enfant non conçu n'existe pas. Un raisonnement qui conduit à considérer comme immoral toute décision de se reproduire.

Les prémisses de Les Knight sont différentes, mais sa conclusion tout aussi radicale. Cet enseignant à la retraite, qui vit dans l'Oregon, explique avoir été influencé à la fin des années 1960 par les thèses néo-malthusiennes de Paul R. Ehrlich. Dans un livre célèbre à l'époque (*La Bombe P*, traduit en 1972 chez Fayard), ce biologiste de Stanford mettait en garde contre la "bombe démographique" qui risquait selon lui de conduire à des pénuries et des famines partout dans le monde.

Convaincu par le propos, et nourri par la conviction que l'être humain est nuisible aux autres espèces, Knight s'est fait vasectomiser à l'âge de 25 ans. Puis, il y a une trentaine d'années, il a fondé le Mouvement pour l'extinction volontaire de l'humanité (Voluntary Human Extinction Movement). Une organisation dont Knight lui-même admet ne pas connaître le nombre de sympathisants et qui milite pour "la suppression progressive de l'espèce humaine par cessation volontaire de la reproduction", explique-t-il sur son site.

— **Courrier international**



Tendance

La vasectomie : une solution plébiscitée

●●● Quand le Dr Justin Low a commencé à pratiquer des vasectomies, il y a une dizaine d'années, ses patients étaient généralement des pères de famille qui ne voulaient plus avoir d'enfants. Aujourd'hui, de plus en plus d'hommes qui n'en ont jamais eu viennent le consulter, soit parce qu'ils n'ont jamais voulu se reproduire, soit parce que le monde actuel ne leur donne pas envie de donner la vie. Ils citent le changement climatique, les questions de cybersécurité, les problèmes de sécurité alimentaire, la surpopulation et l'instabilité politique. Selon **The Australian**, les patients du Dr Low "sont de plus en plus jeunes. Il y a tellement de jeunes hommes d'une vingtaine d'années que sa clinique propose maintenant des consultations psychologiques obligatoires pour tous les moins de 30 ans qui souhaitent se faire faire une vasectomie". Selon les autorités médicales australiennes, le nombre d'hommes de moins de 25 ans qui choisissent cette intervention a plus que doublé depuis 2015, et a augmenté de 26 % pendant la pandémie. Les chiffres sont comparables chez les 25-34 ans.

Lettre à toutes celles qui hésitent

La journaliste Hadley Freeman se réjouit d'avoir eu des enfants. Néanmoins, elle aimerait que ses amies qui ne sont pas sûres d'en vouloir ne culpabilisent pas et passent à autre chose.

—The Guardian (extraits) Londres

Je suis à un âge où la plupart de mes fréquentations ont la quarantaine, et depuis toujours j'ai surtout des amies femmes. Je me retrouve donc de plus en plus souvent à avoir la même conversation – en général avec une amie, mais parfois avec une femme sympa que j'ai rencontrée dans une soirée ou autre. Mon interlocutrice a toujours eu l'intention d'avoir des enfants, mais elle n'a pas rencontré le bon partenaire entre 30 et 40 ans. C'est tant mieux parce qu'elle était très prise par sa carrière, et puis de toute façon les enfants coûtent les yeux de la tête. Mais maintenant elle a 40 ans, et même si elle ne tient pas à avoir des enfants à tout prix, elle veut que cela reste une possibilité. Ça craint un peu, quand même, d'être la seule parmi ses amies à ne pas être maman, alors que sur WhatsApp tout le monde parle de *Hey Duggee* [série d'animation télévisée britannique, diffusée sur France 5 sous le titre *Hé, Oua-Oua*]. Et puis que va-t-il se passer quand elle sera vieille ? Est-ce qu'elle devrait avoir un bébé dès maintenant ? Je la regarde alors droit dans les yeux et je lui dis ce que je dis toujours aux femmes en pareil cas : ne t'embête pas avec tout ça.



↑ Dessin de Willis, Tunisie.

J'aimerais d'abord clarifier les choses. Premièrement, ce que je dis à ces femmes n'a rien à voir avec ce que je ressens pour mes propres enfants : je ne conçois pas ma vie sans eux, même si j'ai attendu d'avoir presque 40 ans pour sauter le pas. Le fait que votre vie finisse par tourner entièrement autour de vos enfants une fois que vous en avez ne prouve pas que la vie doit être ainsi – cela correspond à ce que sont les enfants. C'est bizarre comme dans ce domaine les gens ont tendance à confondre la cause et l'effet. Certains parents, j'imagine, tentent de se rassurer en se disant qu'ils ont fait les bons choix dans la vie lorsqu'ils comprennent que, pendant les huit années à venir, leurs week-ends ne seront plus consacrés à voir leurs amis, mais consisteront uniquement à conduire leurs enfants chez leurs copains et à échanger des propos insignifiants et gênants avec des inconnus qui se trouvent avoir eu des enfants environ en même temps qu'eux.

Deuxièmement, je ne donne ces conseils qu'aux femmes qui sont ambivalentes dans leur désir d'enfant. Celles qui sont prêtes à tout pour en avoir et qui ont subi des épisodes douloureux, des traitements médicaux à répétition, je leur dirais les choses avec plus de tact, d'autant que je

suis passée par là. Vers la fin de la trentaine, mon désir d'enfant est devenu obsessionnel, si bien que toutes mes conversations tournaient autour de la fertilité. Quand je ne suis pas parvenue à être enceinte instantanément, puis quand plus tard j'ai fait une fausse couche, ç'a été un immense chagrin, mais contrairement à un chagrin d'amour, il n'y avait pas la promesse d'une rédemption à la clé. Pendant un temps, j'ai à peine été capable de mener une vie normale.

Jane Austen ou Peppa Pig ? Il n'y a pas une catégorie de femmes que j'envie plus que celles qui sont contentes de ne pas avoir d'enfants. Et en effet, celles que je connais ont des vies formidables. Mais je sais que je n'aurais pas été heureuse sans enfants. La tristesse m'aurait vite rattrapée, et c'est peut-être la preuve d'un manque chez moi, mais c'est aussi la raison pour laquelle je n'ai jamais douté de ma décision d'en avoir. Même si je passe bien des week-ends à songer aux livres incroyables que j'aurais écrits si je n'avais pas encore passé un dimanche au pique-nique des 4 ans d'un gamin. (Jane Austen, les sœurs Brontë et Virginia Woolf n'auraient jamais passé un après-midi à une fête *Peppa Pig* [série télévisée d'animation britannique également diffusée sur TV5].) La pulsion de parentalité – peut-être biologique, peut-être affective – a été plus forte, et j'envie terriblement les femmes qui ne sont pas emportées par cette grande vague illogique qui vous retourne le cerveau.

La peur des regrets futurs est une drogue puissante, mais ce n'est qu'une peur théorique. Et contrairement à ce qu'affirme la propagande populaire, avoir des enfants n'est pas la seule réussite possible dans la vie d'une femme. Les enfants ne sont ni des polices d'assurance ni des promesses d'accompagnement pour nos vieux jours. Ce sont simplement des gens, et ils peuvent être tout aussi irritants et épuisants que n'importe lequel d'entre nous. Certaines femmes, pour des raisons bizarres, ont vraiment besoin d'avoir une descendance. Mais celles qui s'en passent très bien, je leur dis : « Ne t'embête pas avec tout ça... et félicitations ! »

—Hadley Freeman
Publié le 4 septembre



OPINION

Verbatim

« Il y a eu deux grands changements depuis les années 1990. Avant, beaucoup de gens s'inquiétaient de la surpopulation – et aujourd'hui, c'est la crise climatique qui les fait douter de leur envie d'avoir des enfants. L'autre changement est que mes clients sont de plus en plus jeunes. Il était rare que je voie quelqu'un de moins de 35 ans, maintenant ce n'est plus vrai. »

Ann Davidman est une psychologue et coach américaine qui conseille depuis plus de trente ans les personnes hésitant à avoir des enfants, dans le cadre de groupes de parole et d'ateliers. Elle a été interrogée par le quotidien allemand *Die Zeit*.

trans-
versales.

économie

Sciences.....44
Signaux45

Ces abattoirs européens qui exploitent les ouvriers étrangers

Agroalimentaire. S'il y a de la viande bon marché en Europe, c'est aussi parce que le secteur a externalisé une partie de sa main-d'œuvre, sous-payée, selon ce quotidien britannique.



—The Guardian (extraits)
Londres

Chaque pouce de son corps lui faisait mal, ses mains étaient couvertes d'ampoules qui finissaient par éclater à force de manipuler des carcasses mais elle devait attendre d'être rentrée à la maison pour nettoyer ses plaies. "Si on ne faisait pas son travail correctement, on était viré – ils se moquaient que vos mains soient en sang", raconte Margot (le nom a été modifié).

Ce n'était pas la vie qu'elle avait imaginée quand elle avait quitté son village de Roumanie pour aller chercher de meilleures perspectives pour sa jeune famille en Europe de l'Ouest. Elle pensait que les conditions de travail seraient bien plus favorables aux Pays-Bas que dans son pays. "Je ne m'attendais pas à ce que ce soit si horrible." Elle a travaillé là-bas pendant trois ans dans une usine de viande.

La vie de travailleur de la viande peut être très dure. Mais Margot

s'est vite aperçue qu'il y avait deux types d'employés : les salariés, essentiellement néerlandais, et les travailleurs précaires, en majorité des migrants comme elle qui devaient travailler plus dur, plus vite – pour gagner moins. "Ceux qui sont employés directement par l'entreprise ont plus de droits, ils sont moins sous pression, ils ont la stabilité et des horaires", explique-t-elle.

L'industrie de la viande européenne pèse des milliards et emploie un million de personnes. Mais les syndicats estiment que plusieurs milliers de travailleurs précaires sont employés par des sous-traitants ou des agences et gagnent parfois 40 à 50 % de moins que les salariés de la même usine. Ce secteur dépend aujourd'hui d'une main-d'œuvre externalisée, avec un système à deux vitesses.

"Tout le système est complètement pourri", déclare Nora Labo, une responsable syndicale irlandaise qui s'est exprimée devant le Parlement irlandais l'année dernière sur les "pratiques sans scrupule" de

certaines agences de placement. "Il permet aux employeurs d'échapper à toute responsabilité vis-à-vis de leurs employés."

L'industrie de la viande européenne s'est retrouvée sous le feu des projecteurs en 2020 quand les usines sont devenues des foyers de Covid-19. Les travailleurs précaires étaient particulièrement vulnérables parce qu'ils n'avaient souvent pas droit aux arrêts maladie et ne pouvaient pas travailler. De plus, leurs conditions d'hébergement – logements souvent petits, surpeuplés et sordides – rendaient la distanciation physique et l'isolement extrêmement difficiles.

"C'est le modèle de la sous-traitance en Europe qui est au cœur de l'exploitation et des violations des droits des travailleurs dans l'industrie de la viande", affirme James Ritchie, secrétaire général adjoint

"Tout le système est complètement pourri."

Nora Labo,
SYNDICALISTE IRLANDAISE

de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, dont le siège est à Genève. Le recours aux agences de placement prévaut en Europe plus que dans n'importe quelle autre région du monde développé, ajoute-t-il.

Les syndicats réclament l'interdiction immédiate du recours à des travailleurs précaires dans les abattoirs européens. "On a des gens, coude à coude, qui font le même travail mais à des conditions différentes", dénonce Enrico Somaglia, secrétaire général adjoint de la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme. "C'est un système qui repose sur une viande à bas prix, sur l'exploitation de la main-d'œuvre."

Les intermédiaires – sous-traitants, indépendants, sociétés multiservices, agences de recrutement et coopératives – poussent comme des champignons pour satisfaire les besoins du secteur en travailleurs mal payés et flexibles. Ce sont souvent eux qui les recrutent, les paient et gèrent leurs horaires. Ils s'occupent également de leur logement et de leur transport.

Le rapport entre l'abattoir et le travailleur n'est pas un rapport employeur/employé. Soit c'est l'intermédiaire qui est l'employeur, soit le travailleur est qualifié d'autoentrepreneur, souvent à tort. Ce système permet aux entreprises d'échapper à toute responsabilité envers leurs ouvriers et à toute responsabilité juridique en matière de rémunération, de temps de travail, d'accidents et de blessures – dans un secteur où les conditions de travail peuvent être difficiles voire dangereuses.

Zéro heure. Les travailleurs précaires ont souvent des heures de travail non définies, des contrats de zéro heure [des contrats sans temps de travail minimum ni salaire minimum garantis], ils ne bénéficient pas d'heures supplémentaires payées ni d'arrêts maladie. Ils vivent dans un état d'insécurité extrême dans des pays dont ils ne parlent pas la langue, ils ont du mal à comprendre leurs droits. Ils doivent en outre verser beaucoup d'argent aux agences pour un hébergement surpeuplé et travaillent parfois pendant



ENQUÊTE

☞ **Manifestation de militants de la cause animale devant un abattoir Tönnies en Allemagne, le 20 juin 2020.**

L'établissement a dû être fermé pour cause de contamination massive au Covid parmi le personnel. Photo Friso Gentsch/AP/SIPA



Au Royaume-Uni, 62 % des 97 000 travailleurs de la viande sont des ressortissants de l'Union européenne. La plupart des usines font appel à des agences de placement, déclare l'Association britannique des transformateurs de viande, qui ne dispose pas de données sur le pourcentage exact de travailleurs concernés. En 2010, un rapport de la Commission pour l'égalité et les droits humains faisait état de mauvais traitements et d'exploitation dans le secteur. Les intérimaires confiaient être plus mal traités que les salariés et se sentir comme des "citoyens de seconde classe".

Coopératives bidons. Les syndicats estiment que ces travailleurs représentent entre 10 et 15 % du personnel des usines britanniques où les syndicats sont implantés – et ils n'ont pas de chiffres pour les autres sites. "Les conditions de travail sont les mêmes pour les salariés et les travailleurs placés par des agences mais ces derniers ont des emplois moins bien payés", déclare Bev Clarkson, du syndicat Unite.

En Italie, plus de 21 000 personnes travaillent dans l'industrie de la viande. Plus de 50 % des employés des abattoirs et 25 % des employés des ateliers de transformation de la viande viennent d'Europe de l'Est, des Balkans, d'Afrique du Nord, d'Afrique centrale et d'Asie de l'Est. Ils sont de plus en plus souvent recrutés par des coopératives de travailleurs et peuvent coûter 40 % de moins que leurs collègues employés directement par l'entreprise, expliquent les syndicats.

Nombre de ces coopératives sont en fait des entreprises bidons, constituées frauduleusement par les industriels pour profiter de la flexibilité et des avantages fiscaux dont elles jouissent, selon une étude financée par l'UE sur le secteur du porc italien. Les usines font fréquemment appel à des coopératives spécialisées dans le transport pour éviter de verser les salaires plus élevés prévus par la convention collective du secteur de l'alimentation, une stratégie qu'on constate également en Belgique.

L'émergence du système des intermédiaires s'inscrit dans le cadre de changements qui sont apparus dans l'industrie européenne de la viande au cours des

dernières décennies, entre autres la concentration du marché, qui se trouve entre les mains d'une poignée de sociétés, et le déclin rapide des petites boucheries et des abattoirs indépendants. Les grands abattoirs emploient des milliers de personnes et peuvent fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Si ce système est possible, c'est grâce à l'existence d'un important vivier de Roumains, Lituaniens, Lettons, Polonais et Hongrois qui sont prêts à émigrer pour trouver du travail depuis l'élargissement de l'Union européenne, en 2004. Nombre d'entre eux viennent de villages et de petites villes pauvres victimes de la désindustrialisation, par exemple des régions minières de Moldavie et de Roumanie, où les perspectives d'emploi sont rares pour les jeunes. Leur parcours sur le marché du travail est souvent piloté par des intermédiaires. "C'est un système d'exploitation de la pauvreté", déclare Volker Brüggjenjürgen, de l'ONG Caritas Allemagne. On trompe les gens avec la promesse d'une vie meilleure."

À travers l'Europe, la liberté de circulation des travailleurs est détournée, déclare Ozlem Alev Demirel, eurodéputée du parti [de gauche radicale] Die Linke. "Les patrons font baisser les salaires en faisant venir des travailleurs de pays où ceux-ci sont plus bas et où la protection sociale est faible. Ce n'est pas acceptable." Comme la situation économique de certains de ces pays, la Pologne par exemple, s'est améliorée, alors que le besoin de main-d'œuvre renouvelable bon marché continuait d'augmenter, le recrutement s'est étendu à l'Ukraine, la Biélorussie, la Géorgie, l'Inde, la Chine et

l'Arménie, ainsi qu'au Kazakhstan, au Vietnam, aux Philippines et au Timor oriental.

Selon Karsten Maier, secrétaire général de l'Union européenne du commerce du bétail et des métiers de la viande (UECBV), qui représente quelque 20 000 sociétés de toute l'Europe, mais aussi du Japon, de la Russie et de l'Ukraine, les conditions de travail ne sont pas du ressort de son organisation mais relèvent de la responsabilité des entreprises et des autorités compétentes. "Nous ne tolérerons aucun manquement", assure-t-il toutefois, ajoutant que les abus devaient faire l'objet de poursuites.

La surveillance des usines et de la main-d'œuvre semble s'être relâchée. Les mesures d'austérité des dix dernières années ont provoqué un effondrement des inspections dans toute l'Europe. Un rapport de l'Union européenne sur l'industrie de la viande soulignait, en 2019, l'absence de normes européennes minimales pour les services d'inspection et de définitions standardisées de la notion de travail indépendant. "Dans nombre de pays, il n'y a pas vraiment de suivi ni de contrôle des agences de recrutement", déclare Lilana Keith, de la Plateforme pour la coopération internationale pour les migrants sans papiers.

Inspections. En 2019, une nouvelle agence, l'Autorité européenne du travail, a été créée pour aider les États membres à mener des inspections et à surveiller l'application du droit du travail. En cas de manquement, elle pourra effectuer des inspections transfrontalières. "Les migrants qui travaillent dans

l'industrie de la viande forment un groupe invisible", déclare Martijn Huysmans, de la faculté d'économie de l'université d'Utrecht [aux Pays-Bas]. "Dans les magasins néerlandais, on peut voir le genre de vie qu'a eue l'animal – on a un système d'étoiles pour le bien-être animal. Mais paradoxalement, on ne peut pas voir dans quelles conditions ont travaillé les ouvriers de l'abattoir."

"On trompe les gens avec la promesse d'une vie meilleure."

Volker Brüggjenjürgen, CARITAS ALLEMAGNE

L'invisibilité des travailleurs précaires s'étend au-delà du lieu de travail. La barrière de la langue, un temps de travail et des horaires incompatibles avec une vie sociale et le manque d'information perpétuent l'exploitation des migrants, constate Paul-Octavian Idu, qui conseille gratuitement les ouvriers des abattoirs au sein d'un centre géré par l'ONG allemande Arbeit und Leben. "Ils demeurent dans un ghetto social."

Pourtant, les gens comme Margot continuent à chercher du travail en Europe de l'Ouest. Il y a quelques mois, elle a signé un contrat de zéro heure avec une autre agence pour travailler dans un abattoir des Pays-Bas. Elle était payée 10,80 euros de l'heure pour des périodes de travail de douze heures, sept jours d'affilée. Elle est partie au bout d'une semaine parce que c'était sous-payé.

— Ella McSweeney et Holly Young

Publié le 28 septembre

Allemagne : une réglementation peu efficace

●●● Il aura fallu un scandale de contamination massive au Covid-19 dans les abattoirs d'outre-Rhin, en mai 2020, pour pousser l'Allemagne à légiférer. Depuis début 2021, les entreprises de plus de 50 personnes n'ont plus recours à des sous-traitants. Les contrats temporaires sont interdits, à part pendant la période des fêtes et des barbecues, et le temps de travail est réglementé.

Selon la Confédération allemande des syndicats, la proportion d'employés précaires a, depuis, fortement diminué dans le secteur. "Mais cette nouvelle loi a-t-elle amélioré les conditions de travail ?" se demande la TAZ. Pour le journal de gauche, la réponse est non. Renvois abusifs, bas salaires et pression font toujours partie du quotidien

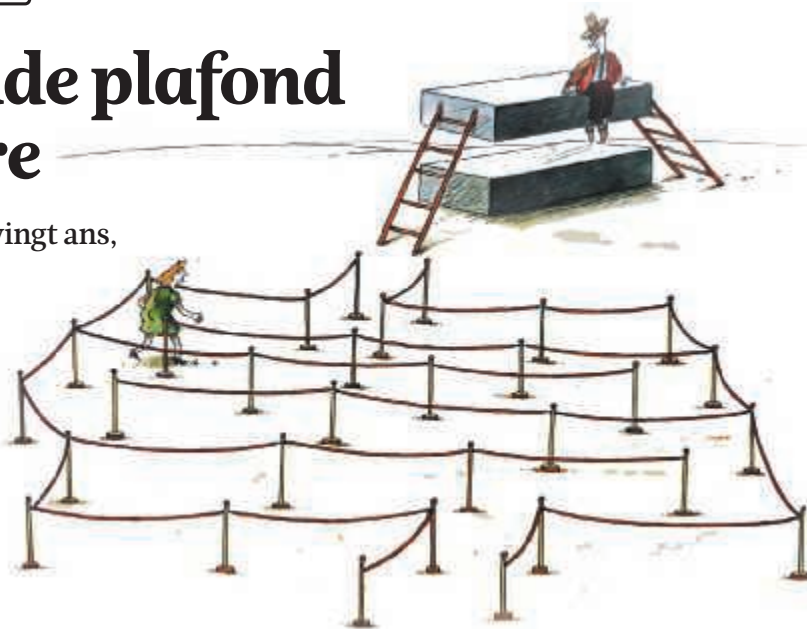
des employés, souvent originaires d'Europe de l'Est. "Si vous [leur] demandez, ils vous diront qu'ils ont des contrats fixes mais que les licenciements sans préavis sont monnaie courante, tout comme les heures supplémentaires non payées et les plages de travail de quatorze heures." Le quotidien berlinois pointe notamment du doigt les nombreuses exceptions prévues par la loi.



SCIENCES

Un solide plafond de verre

Recherche. En vingt ans, les grands prix scientifiques ont distingué huit fois plus d'hommes que de femmes. Une journaliste de *Nature* fait le point sur ces disparités.



— **Nature** (extraits) Londres

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à recevoir des prix internationaux récompensant l'excellence de la recherche scientifique. Mais d'après une étude menée sur 141 distinctions prestigieuses décernées au cours des vingt dernières années, le ratio hommes-femmes des lauréats n'est toujours pas représentatif de celui qui existe dans la population des enseignants-chercheurs.

Lokman Meho, spécialiste en sciences de l'information à l'université américaine de Beyrouth, a cherché à savoir si la hausse du nombre de femmes titulaires de chaires universitaires se traduit par une augmentation du nombre de prix qui leur sont attribués.

Ses conclusions, publiées [le 12 octobre] dans *Quantitative Science Studies*, montrent que, pour les prix les plus réputés, l'écart diminue progressivement mais persiste. Cette disparité est particulièrement marquée dans des disciplines telles que les biosciences, l'informatique et les mathématiques. Hans Petter Graver préside l'Académie norvégienne

des sciences et des lettres, à Oslo, qui décerne le prix Abel en mathématiques [l'une des deux récompenses les plus prestigieuses dans cette discipline] et les prix Kavli d'astrophysique, de nanosciences et de neurosciences. Selon ce juriste, ces résultats constituent "un appel aux institutions qui attribuent les plus grandes distinctions scientifiques à œuvrer davantage pour la diversité".

“Les choses évoluent dans le bon sens, mais lentement.”

Lokman Meho,
CHERCHEUR EN SCIENCES
DE L'INFORMATION

Si les travaux des femmes sont aussi régulièrement publiés et cités que ceux de leurs collègues masculins, les chercheuses ont généralement des carrières plus courtes et publient moins d'études comme première ou dernière autrice [les places les plus prestigieuses sur la liste des auteurs], d'après plusieurs enquêtes menées ces dernières années.

Dans son étude, Lokman Meho s'est intéressé à 141 prix internationaux réputés – notamment les prix

Nobel, la médaille Fields en mathématiques et le prix Robert Koch en sciences biomédicales. Ils ont été attribués à 2 011 hommes et 262 femmes entre 2001 et 2020. Bien que le nombre de lauréates ait augmenté, les femmes restent sous-représentées parmi les détenteurs de ces prix, qui représentent le point d'orgue d'une carrière. Souvent, les chercheurs en lice sont nommés par leurs pairs et les prix décidés par d'anciens lauréats. "Les choses évoluent dans le bon sens, mais lentement", résume Lokman Meho.

Si l'étude n'analyse pas les raisons de ce biais de genre, le chercheur affirme néanmoins que l'écart n'est pas dû à la [moindre] quantité ou qualité des recherches menées par les femmes. Il met plutôt en cause des biais implicites, associés à un manque d'action préventive pour lutter contre les injustices qui règnent dans le milieu scientifique.

Pour Nalini Joshi, mathématicienne à l'université de Sydney, en Australie, ces conclusions témoignent de la notoriété des personnes nommées et du fonctionnement des comités qui sélectionnent les candidats

et choisissent les vainqueurs. Elles révèlent la présence d'une "culture de l'exclusion profondément enracinée".

Diversifier. Lokman Meho a regroupé les vainqueurs par périodes de cinq ans. D'après ses données, environ deux tiers des 141 prix étudiés ont été décernés à des femmes entre 2016 et 2020, contre 30 % des 111 distinctions octroyées entre 2001 et 2005. Entre 2016 et 2020, les femmes représentaient près de 20 % des lauréats. C'est moins que la proportion de femmes parmi les professeurs titulaires à la même période [28 %].

Depuis 2001, 16 % des prix étudiés – 22 sur 141 – n'ont jamais été attribués à des femmes. Deux d'entre eux font pourtant référence à des femmes [le prix Maryam Mirzakhani en mathématiques, décerné quatre fois depuis 2001, et le prix de la Reine Élisabeth pour les sciences de l'ingénieur, reçu par 14 personnes depuis sa création].

Les conclusions de Lokman Meho font écho à d'autres études plus anciennes ayant montré que ces disparités sont moins prononcées pour les distinctions décernées en début de carrière. Mais plus les récompenses sont prestigieuses, plus l'écart se creuse. Par ailleurs, les femmes sont sur-représentées dans les prix qui récompensent l'enseignement et l'encadrement, ce qui reflète sans doute l'inégale répartition de ces tâches, expliquent les chercheurs.

Ce phénomène a de nombreuses répercussions, affirme Bas Hofstra, chercheur en informatique appliquée à la sociologie à l'université Radboud de Nimègue, aux Pays-Bas. Les disparités liées au genre, en particulier dans les sphères les plus élevées [de la société], étayent un système qui sous-estime les femmes et d'autres groupes minoritaires. "Dès le début de leur carrière, les femmes sont moins reconnues pour leurs mérites", regrette-t-il. Plusieurs sociétés savantes ont

↳ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.

déjà pris des mesures pour remédier à ces disparités. La Royal Society [l'équivalent britannique de l'Académie des sciences] a désigné des comités chargés de solliciter des candidats dont on fait habituellement peu de cas lors de l'attribution des prix. "La route est encore longue, mais nous espérons que ces évolutions vont permettre d'offrir davantage de reconnaissance aux nombreuses personnes de talent qui contribuent à faire progresser la science au Royaume-Uni et dans le monde entier", se réjouit la généticienne Veronica van Heyningen, qui préside le comité diversité de la Royal Society.

L'Union américaine de géophysique a, elle aussi, fait quelques progrès, les femmes représentant la moitié des distinctions de cette société savante en 2019. Mais les chercheuses restent sous-représentées parmi les nommés pour des prix et dans les jurys de sélection. Hans Petter Graver rappelle toutefois que les comités de sélection des prix Abel et Kavli sont désormais paritaires.

Pour Nalini Joshi, diversifier les instances qui décernent les prix afin qu'elles ne soient plus uniquement composées d'anciens lauréats pourrait faire évoluer les pratiques et voir davantage de femmes récompensées. Elle conclut : "Quand vous êtes seule à lutter face à de tels poids lourds, il est très difficile de faire évoluer les points de vue au sein des comités."

— **Clare Watson**

Publié le 13 septembre

SOURCE



NATURE

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 53 000 ex.
nature.com

Depuis 1869, cette revue scientifique au prestige mérité accueille – après plusieurs mois de vérifications – les comptes rendus des innovations majeures dans tous les domaines.

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international



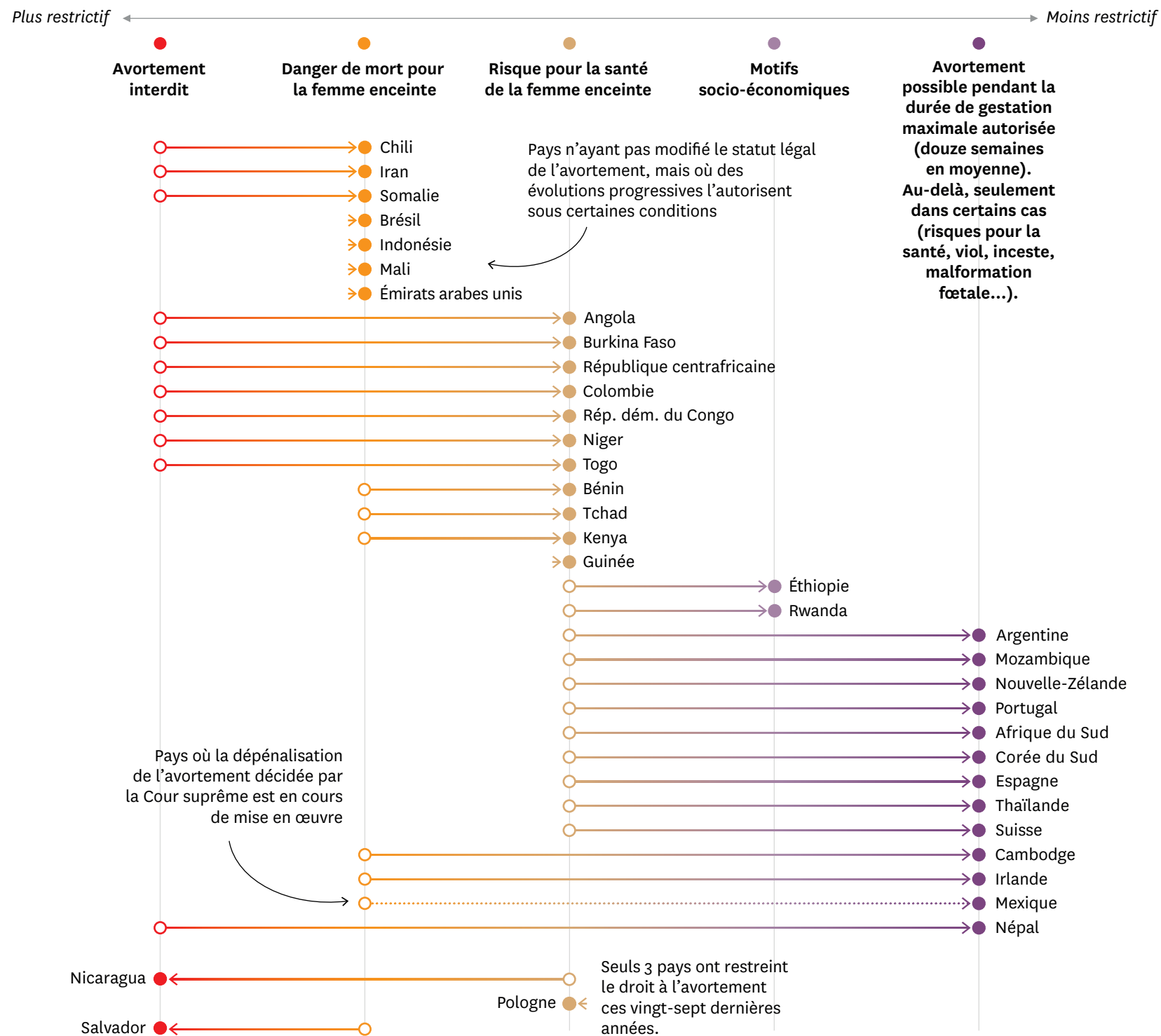
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Le droit à l'avortement, un long combat

En presque trente ans, de nombreux pays ont évolué en faveur de l'accès à l'interruption volontaire de grossesse.

Évolution du droit à l'avortement dans des pays de plus de 4 millions d'habitants depuis 1994

○ 1994 ● 2021



"THE WASHINGTON POST" | SOURCE : CENTER FOR REPRODUCTIVE RIGHTS

La source



THE WASHINGTON POST. Le quotidien américain a publié cette infographie le 27 septembre, en plein débat autour de la nouvelle loi du Texas sur l'avortement. Elle présente l'évolution depuis 1994 de pays ayant modifié en profondeur leur législation en la matière.

Sur les 56 pays analysés par le journal, seuls le Nicaragua, la Pologne et le Salvador ont restreint l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Mais même ailleurs, "la légalité est une chose, l'accès effectif à l'IVG en est une autre".

360

MAGAZINE

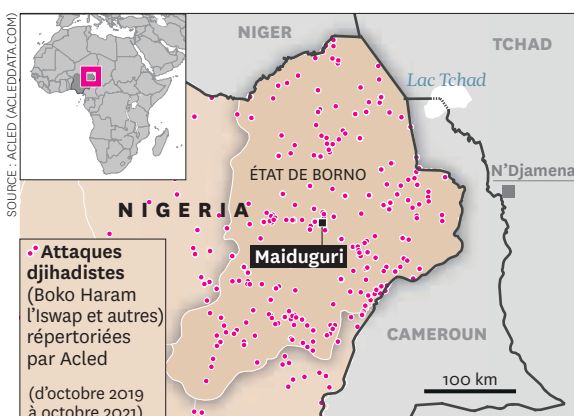
Le Moyen-Orient, royaume des anime • Plein écran . 50
 Nos ancêtres les anarchistes • Idées 52
 Barbacena, la ville des fous • Histoire 54

À Maiduguri, entraide et résilience

La ville nigériane est le foyer du groupe terroriste Boko Haram. Douze ans après le début de l'insurrection djihadiste, le photographe italien Marco Gualazzini est allé à la rencontre de ses habitants.



PHOTOS MARCO GUALAZZINI/INSIDEOVER/CONTRASTO



COURRIER INTERNATIONAL : Quelle est la situation à Maiduguri ?

MARCO GUALAZZINI : Bien que Boko Haram semble aujourd'hui affaibli, ce n'est pas ce qu'on voit dans la ville. Les commandos mènent continuellement des attaques dans le but de tuer ou d'enlever des gens, et les attentats suicides sont courants. Les enlèvements sont une source de revenus pour l'organisation terroriste. Boko Haram s'en prend aussi bien aux chrétiens qu'aux musulmans.

Une scission dans le groupe a donné naissance en 2017 à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap). L'Is wap est aussi un groupe terroriste mais, contrairement à Boko Haram, il essaie de construire une sorte d'État parallèle soumis à son contrôle, avec des infrastructures, des écoles, des hôpitaux, des impôts et, bien sûr, la charia.

Ses intentions sont plus claires. Dans les territoires sous son contrôle, les gens peuvent avoir une vie. En suivant les règles de l'Is wap, certes, mais ils peuvent avoir une vie. Depuis 2017, on assiste à une importante vague de défections au sein de Boko Haram. Mais le groupe reste une menace active et mortelle dans toute la région.

Comment avez-vous travaillé sur place ?

Il est impossible de se réveiller un matin et de décider d'aller dans un endroit comme Maiduguri. Il m'a fallu six mois pour préparer mon dernier voyage.

Je m'étais déjà rendu à plusieurs reprises dans le nord du Nigeria, avant 2017, mais à l'époque on ne pouvait pas entrer dans la ville : l'insurrection de Boko Haram battait son plein. Puis, en 2017, Maiduguri a commencé



Le photographe

↙ Messe du dimanche à l'église catholique Sainte Marie. Toutes les photos ont été prises en mai 2021 à Maiduguri.

↓ Prière musulmane du soir.

Né à Parme, en Italie, en 1976, Marco Gualazzini commence sa carrière de photoreporter en 2004, dans le journal local de cette ville. Puis il voyage pour des reportages sur des sujets de politique et de société en Inde, en Birmanie et au Pakistan. Depuis plusieurs années, il s'intéresse à différents groupes

de terroristes islamistes en Afrique, notamment au Mali, au Tchad, en Somalie ou au Nigeria. Ses travaux ont été notamment publiés par le *New York Times*. La série qu'il a consacrée à Boko Haram s'intitule *Maiduguri. The Challenge and the Grace* ("Maiduguri. L'Épreuve et la grâce").



à montrer les signes d'un retour à la stabilité, j'y suis retourné avec mon confrère Daniele Bellocchio. Mais l'armée nous a assignés à résidence et nous avons été expulsés quarante-huit heures plus tard [après des heures d'interrogatoire], comme si nous étions des criminels.

J'ai enfin réussi à passer du temps à Maiduguri en mai 2021, après avoir été invité par l'archevêque. Le plus difficile est de se faire accepter par les gens et de les photographier alors qu'ils sont si vulnérables. On leur a tout enlevé, leur maison, ceux qu'ils aiment, leurs possessions, leur avenir. Ils ont été privés de tout, y compris de leur dignité d'être humain. Mais c'est peut-être là que réside le vrai défi : les prendre en photo non pour immortaliser leur misère, mais pour honorer leur force, célébrer leur résilience.

Que dire des relations entre citoyens musulmans et chrétiens dans la ville ?

À Maiduguri, la cohabitation entre chrétiens et musulmans est merveilleuse, même émouvante. Ils vivent côte à côte comme des frères, en s'entraïdant. Le vendredi, jour de prière pour les musulmans, les chrétiens les aident à protéger les mosquées contre une attaque éventuelle, et le dimanche, les musulmans aident les chrétiens à protéger leurs églises. Il en va de même lors des fêtes religieuses. Les membres de Boko Haram ont beau se prétendre musulmans, on ne retrouve pas les valeurs de l'islam dans leurs actes. Ils ne sont pas guidés par la foi, mais par l'ignorance, le fanatisme et l'extrémisme.

— *Propos recueillis par Courrier international*





PHOTOS MARCO GUALAZZINI/INSIDEOVER/CONTRASTO





← Des groupes d'autodéfense collaborent avec les forces gouvernementales, notamment pour déjouer les tentatives d'attentats de Boko Haram.

⚡ Le dimanche, la messe à l'église Sainte Marie se déroule sous la surveillance de gardes armés.



↑↔ L'école St Hilary regroupe plus de 550 élèves, de la maternelle au collège. Elle est gérée par le diocèse de Maiduguri.

⚡ Ces jeunes, issus d'écoles coraniques et non de l'enseignement laïc, mendient dans la rue. On les appelle péjorativement *Almajiri*.



plein écran. 

Le Moyen-Orient, royaume des anime

Dans les années 1970-1980, les enfants du Moyen-Orient dévoraient les séries animées japonaises à la télévision. Le genre est devenu si populaire que l'Arabie Saoudite y a recours aujourd'hui pour exporter sa puissance culturelle.

—Middle East Eye (extraits)
Londres

Comme beaucoup de héros classiques, Aws Ibn Joubair est un homme ordinaire amené par les circonstances à devenir un guerrier légendaire. “Tout le monde a quelque chose à protéger”, déclare-t-il en fixant l'ennemi de ses yeux noircis de khôl.

Inspiré d'un célèbre épisode de l'histoire arabe préislamique, qui est également mentionné dans le Coran, le film d'animation *Al-Rihla* [“Le Voyage”] est une version moderne de l'expédition contre La Mecque menée par Abraha, un roi yéménite [chrétien du VI^e siècle] qui voulut détruire la Kaaba avec son armée et un éléphant. Le souverain rencontre sur son chemin Ibn Joubair, un potier dont la mission initiale subit la déviation typique de toutes les épopées : alors qu'il voulait simplement protéger sa famille, il va devoir se battre pour arrêter l'invasion coûte que coûte.

Le personnage d'Ibn Joubair est fictif, mais les financiers d'*Al-Rihla* espèrent qu'il deviendra aussi célèbre dans la région que les héros arabes mythiques. Pour le producteur principal, Essam Bukhary, PDG du studio saoudien Manga Productions [fondé en 2016], le film est un moyen “d'exporter la culture saoudienne et l'histoire de la péninsule arabe”.

Pour se donner toutes les chances de réussir, les producteurs ont associé une histoire locale à un format qui plaît autant dans la région qu'à l'étranger. Si le récit est ancré dans la tradition arabe, l'esthétique du film s'inspire de l'anime, nom donné à l'animation japonaise.

Al-Rihla est le premier long-métrage d'animation coproduit par l'Arabie Saoudite et le Japon, plus précisément par Manga Productions, appartenant à la fondation MiSK [une fondation pour la jeunesse qu'a créée Mohammed ben Salmane, le prince héritier saoudien, en 2011, l'année des “printemps arabes”], et le studio Toei Animation, célèbre pour avoir produit des séries telles que *Détective Conan* et la cultissime *Goldorak*. *Al-Rihla* a été doublé pour l'instant en arabe et en japonais [inédit en France, il est sorti cette année en Arabie Saoudite, aux Émirats arabes unis, au Liban et au Japon].

L'Arabie Saoudite et le Japon entretiennent des relations étroites depuis de nombreuses années. La première est la principale source d'importation de pétrole du second, auquel elle fournit 40 % de son brut. En 1972, la Fondation du Japon a été créée [pour promouvoir les échanges culturels entre l'archipel nippon et l'étranger], et elle a commencé à parrainer le séjour d'étudiants dans les meilleures universités de technologie saoudiennes.

Influence. La coproduction d'anime semble être le nouveau mode d'échange culturel promu par l'Arabie Saoudite. Selon Kristin Smith Diwan, chercheuse à l'Institut des États arabes du Golfe [un think-tank de Washington], ces initiatives peuvent aider le royaume à exercer une influence à l'étranger au-delà du domaine de l'énergie. “Les nouveaux dirigeants saoudiens sont très désireux que les jeunes explorent toutes les formes d'art et de médias, et se rassemblent sous les couleurs de la nation, explique-t-elle. C'est aussi un moyen de propulser l'identité et l'influence saoudiennes à l'étranger, tout en diversifiant

l'économie.” Elle enchaîne : “Avant que ben Salmane ne monte en puissance, il y avait déjà des millénaires saoudiens qui traçaient leur propre voie dans l'animation et le cinéma. Le prince héritier et sa fondation MiSK propulsent à la vitesse supérieure un secteur pour lequel les jeunes Saoudiens avaient déjà montré de l'intérêt et du talent.”

Riyad n'est pas la seule source d'anime couleur locale. De l'autre côté de la frontière, aux Émirats arabes unis, le studio Ego Punch Entertainment a donné naissance en 2013 à la série *Torkaizer*. Elle raconte les aventures d'un jeune Émirati qui part au Japon après avoir obtenu son diplôme, et y découvre sa mission : sauver le monde d'une invasion extraterrestre. Un peu plus loin, la Turquie possède déjà un réseau de production bien établi, avec plus de 30 studios d'animation. Le pays a produit plus d'une douzaine d'anime en format long au cours des quinze dernières années.

Pour Omar Al-Ghazzi, professeur au département médias et communication à la London School of Economics, le divertissement populaire est, aux côtés d'autres

Dans les années 1970 et 1980, les enfants de la région ont pu voir des dizaines d'anime produits au Japon et doublés en arabe. “Olive et Tom et Conan, le fils du futur étaient mes préférés, raconte Mohammed Ramadan, un comptable jordanien de 42 ans. Il y avait aussi Tom et Jerry et Mickey Mouse, mais nous préférons les anime parce qu'il y avait un personnage principal fort, une intrigue captivante et une notion de noblesse dans chaque épisode.” Dans son souvenir, “toutes



moyens de communication, un front important dans tout exercice d'influence de la part d'un État. “Lorsqu'on pense ‘influence d'un gouvernement sur les médias’, on pense généralement aux journaux et émissions d'information. Mais les programmes de divertissement, qu'il s'agisse de séries télévisées ou de dessins animés, font partie de la stratégie de rayonnement culturel d'un État, explique-t-il. Il n'est pas surprenant que des pays comme les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite investissent aujourd'hui dans les productions pour enfants, car cet investissement est considéré comme un élément important de leur statut de grands acteurs médiatiques dans la région et au-delà.”

La relation du Moyen-Orient avec les anime a commencé il y a plusieurs décennies.

les rues de Jordanie se vidaient à l'heure où ces programmes étaient diffusés et dès qu'ils étaient terminés, nous sortions jouer et imiter les mouvements d'arts martiaux que nous avions vus dans *Goldorak*, ou les gestes de football d'Olive et Tom”, se souvient-il.

Attendre l'heure de leurs émissions après l'école ou le week-end et les regarder était un vrai rituel pour les enfants du Moyen-Orient des années 1980, poursuit Al-Ghazzi. Il y avait d'abord l'hymne national et la récitation de quelques versets du Coran, puis les séries animées. “À la différence d'aujourd'hui, écrit-il dans un article [publié dans la revue *Middle East Journal of Culture and Communication*], où des dessins animés sont disponibles à la carte vingt-quatre



heures sur vingt-quatre sur les chaînes câblées ou Internet, tous les enfants des années 1980 regardaient les mêmes dessins animés au même moment sur la même chaîne.”

Les premières stations de télévision sont apparues dans le monde arabe à partir de la fin des années 1950. L'Irak a ouvert la voie et le Liban l'a suivi de près. Au milieu des années 1970, tous les pays arabes possédaient leurs

propres chaînes de télévision publiques. Elles diffusaient des émissions d'information et de divertissement soutenues par l'État, ainsi que des feuilletons (appelés *mosalsalat* en arabe) produits principalement en Égypte. Mais il n'existait pas de réseau de production pour les contenus à destination des enfants.

En 1976, un programme de coproduction (Joint Program Production Institution) a été lancé au sein du Conseil de coopération du Golfe, pour élaborer de nouveaux

programmes jeunesse. Il a commandé des séries animées au Japon. L'archipel avait déjà commencé à transformer avec succès ses mangas en anime et à les exporter en Amérique et en Europe. Ces séries ont alors été doublées en arabe par des sociétés libanaises et syriennes : Filmali [établie au Liban] a adapté *Les Aventures de Sinbad* en 1974 et *Maya l'abeille* en 1975, et le Centre Al-Zahra, à Damas, en Syrie, s'est chargé entre autres de *Détective Conan*, *Olive et Tom* et *Dragon Ball*. “Il y avait également des contenus produits par des pays arabes, comme l'adaptation koweïtienne de *Sesame Street*, appelée en arabe *Iftah Ya Simsim* [“Sésame, ouvre-toi”], et un programme éducatif similaire, *Al-Manahil* [“Les sources de la connaissance”], produit en Jordanie”, déclare Al-Ghazzi.

Bassam Aldhahir, pharmacien à Londres, a grandi à Bagdad dans les années 1980 [alors que la guerre Iran-Irak faisait rage] et adorait regarder ces émissions : “C'était de bons divertissements, dit-il, très sains, mais

ce n'est pas ce que je regarderais aujourd'hui. Il y a tellement de dessins animés de nos jours, avec des graphismes incroyables ! Et les enfants ont beaucoup plus de choix. Je savais que les dessins animés que je regardais n'étaient pas des productions arabes, sauf *Goldorak* : je n'ai appris que très tard que ce n'était pas une série arabe, et j'ai été très surpris.” De loin l'un des anime les plus populaires de la région, *Goldorak* raconte

l'histoire d'un robot géant venu d'une autre planète qui protège la Terre contre des forces ennemies. “Le générique ressemble à un hymne national, on aurait pu l'entendre dans un défilé militaire, poursuit Aldhahir. Ça aurait pu être un chant irakien.”

Le doublage, explique Al-Ghazzi, a été la clé de la popularité des anime dans le Moyen-Orient arabophone de l'époque : “Les génériques et les chansons étaient empreints de messages et de slogans patriotiques.” Les paroles du générique de *Naruto*, l'histoire d'un garçon qui devient ninja et combat les méchants, ressemblaient aux slogans nationalistes arabes enseignés à l'école, relève Al-Ghazzi : “Lève-toi, prends ma main, lève-toi pour défendre ton avenir et le mien / Nous défendrons notre terre / Avec notre sang, nous la défendrons.” Elles reflètent le discours politique dominant de l'époque.”

Les séries animées originales étaient un miroir de la culture japonaise, mais les producteurs arabes n'étaient pas intéressés par la subtilité et la complexité de leur signification au Japon. Ce qu'ils voulaient,

c'était les adapter à la culture et à la politique locales et régionales. “Les références à la politique japonaise, par exemple, ou les échos de guerre nucléaire et de futurs post-apocalyptiques ont disparu dans les traductions”, dit Al-Ghazzi.

Anwar Abu Taha, un ingénieur de 35 ans qui a grandi en Arabie Saoudite, a également appris très tard que les programmes qu'il regardait venaient du Japon. “Je croyais qu'ils étaient 100 % arabes”, déclare-t-il. Mais cela n'avait aucune importance : ce qui le subjuguait à l'époque et aujourd'hui encore, c'était la structure narrative, le *Kishotenketsu* [un art du récit répandu en Asie, qui a pour particularité de ne pas inclure de phase de conflit] : “Ce que j'aimais, ce n'était pas les personnages mais l'intrigue, qui était très prenante et différente des dessins animés occidentaux. Le *Kishotenketsu* est un type de récit avec des rebondissements inattendus, et c'est ce qui rend les anime si captivants.”

Rebondissements. Ce qui fascinait surtout Amer Mango, un Jordanien de 35 ans qui a grandi en Arabie Saoudite [et vit désormais à Tokyo], dans les anime de son enfance, c'était les principes mécaniques qui faisaient tourner le ballon dans *Olive et Tom*, et l'ingénierie à l'œuvre dans les robots géants qu'il voyait dans *Dinosaur War Izenborg* [une autre série japonaise inédite en France] et *Goldorak*. “Si je suis devenu ingénieur, c'est à cause d'une série appelée *Plawres Sanshiro* [elle non plus jamais diffusée en France]. Elle raconte l'histoire d'un type qui fabrique et répare des robots qui se battent sur un ring. Du coup, je me suis intéressé à la robotique, pour pouvoir un jour fabriquer mon propre robot.”

Mais pendant ses études d'ingénieur, sa vie a connu un rebondissement digne du *Kishotenketsu* : il a rencontré un professeur japonais de passage qui lui a donné des cours. Ses compétences linguistiques l'ont conduit au Japon, où il est devenu manager sportif.

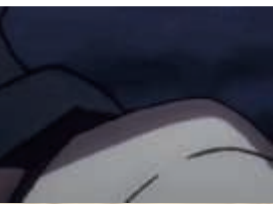
Il a vu *Al-Rihla* en japonais dans un cinéma de Tokyo, en juillet dernier, en compagnie de son épouse, qui est jordano-japonaise. Pour lui, ce sont les petits détails du film qui font qu'il fonctionne : “C'est incroyable, ils ont même japonisé les noms : celui du personnage principal, *Aws*, est devenu *Awsu*.” Il a remarqué que la salle était remplie de Japonais. “L'anime est une part énorme de la culture japonaise moderne, commente-t-il. Si nous voulons nous rapprocher du Japon et améliorer la compréhension culturelle, passer par l'anime est le meilleur moyen.”

— **Indlieb Farazi Saber**
Publié le 11 août

* Sauf mention contraire, les séries animées japonaises citées dans cet article sont désignées par le titre sous lequel elles sont connues en France.



✓ Scènes du film d'animation *Al-Rihla*. Avec son turban vert : *Aws le potier*. Une légende veut que le roi yéménite *Abraha* ait perdu son nez au combat, d'où le masque dont il est affublé à l'écran.



“Je n'ai appris que très tard que *Goldorak* n'était pas une série arabe.”

Bassam Aldhahir, né en Irak



Nos ancêtres les anarchistes

Peu avant de mourir, en 2020, l'anthropologue britannique David Graeber a cosigné un essai qui paraît aujourd'hui en français. Un livre iconoclaste, qui bat en brèche la vulgate selon laquelle il n'est pas de progrès sans État ni inégalités.

—The Guardian (extraits) Londres

L'histoire a son importance. Emportés par nos débats sur les statues, sur l'esclavage et sur le rôle de l'Empire [britannique], nous nous sommes habitués à ces affrontements incessants au sujet du passé. Mais une branche de l'histoire s'est maintenue jusqu'à présent au-dessus de la mêlée : celle de notre passé le plus ancien, de "l'aube" de l'humanité. Pour l'anthropologue David Graeber [décédé le 2 septembre 2020, à l'âge de 59 ans] et l'archéologue David Wengrow, ce consensus est problématique. Comme ils l'affirment dans *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité* [à paraître

en français, le 10 novembre, aux éditions Les Liens qui libèrent], une grande partie de ce que nous croyons savoir sur cette époque lointaine tient en réalité du mythe – l'équivalent moderne d'Adam et Ève et du jardin d'Éden.

Et c'est ce mythe que l'on retrouve, d'après les auteurs, dans des best-sellers comme *Sapiens. Une brève histoire de l'humanité*, de Yuval Noah Harari [Albin Michel, 2015], ou *Le Monde jusqu'à hier. Ce que nous apprennent les sociétés traditionnelles*, de Jared Diamond [Gallimard, 2013]. Des ouvrages qui ont en commun une certitude : plus les sociétés croissent, plus elles deviennent riches et complexes – autrement dit, "civilisées" – et moins elles sont équitables.

✓ Portrait de David Graeber.
Dessin de Nick Taylor,
Royaume-Uni.

Les humains de la préhistoire vivaient, dit-on, comme les chasseurs-cueilleurs du désert du Kalahari [en Afrique australe]. Ils formaient de petits groupes mobiles qui pratiquaient avec désinvolture une sorte d'égalitarisme démocratique. Puis la sédentarisation et l'agriculture ont nécessité que l'on gère tant la terre que la main-d'œuvre. L'apparition des premières villes, puis d'États, a requis des hiérarchies toujours plus développées, qui se sont accompagnées de toute la panoplie civilisationnelle – des dirigeants, des fonctionnaires, la division du travail et les classes sociales. La leçon est donc évidente : l'égalité et la liberté sont sacrifiées sur l'autel du progrès.

Déconstruire. Cette conception "étapiste" a pour origine la pensée des Lumières, estime Graeber et Wengrow. Ils démontrent que si son attrait ne s'est jamais démenti, c'est parce qu'elle peut être utile tant à la gauche qu'à la droite. Pour les tout premiers libéraux comme Adam Smith (1723-1790), elle constituait un récit positif qui pouvait servir à justifier la hausse des inégalités causée par le commerce et la structure de l'État moderne. Une autre version de l'histoire, défendue par le philosophe Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), s'est révélée tout aussi pratique pour la gauche : à "l'état de nature", l'homme était à l'origine libre. Mais avec l'avènement de l'agriculture, de la propriété, et ainsi de suite, il s'est retrouvé enchaîné. Quant à Friedrich Engels (1820-1895), il a fusionné la fable du "bon sauvage" de Rousseau avec les idées évolutionnistes de Darwin pour accoucher d'une description marxiste, plus optimiste, du progrès : le communisme primitif a été remplacé par la propriété privée et les États, qui céderont à leur tour la place à un communisme prolétaire moderne.

C'est cette vision des choses, sous ses formes tant de gauche que de droite, que les auteurs s'efforcent de déconstruire en s'appuyant sur de récentes découvertes anthropologiques et archéologiques. Ainsi, des fouilles réalisées en Louisiane montrent que vers 1600 avant J.-C., les peuples autochtones d'Amérique avaient édifié de gigantesques ouvrages de terre pouvant accueillir de grands rassemblements, où convergeaient des individus vivant à des centaines de kilomètres à la ronde – une preuve à rebours de l'idée que les chasseurs-cueilleurs menaient des vies simples et solitaires.

Par ailleurs, la prétendue "révolution agricole" – le pacte faustien qui aurait vu l'humanité troquer, au Néolithique, la simplicité égalitaire contre richesses, statut et hiérarchie – n'aurait tout bonnement jamais eu lieu. La transition de la cueillette à l'agriculture aurait au contraire été lente et chaotique. Une grande partie de ce que l'on a considéré comme des activités agricoles n'aurait en réalité relevé que de l'horticulture à petite échelle, tout à fait compatible

avec des structures sociales horizontales. De même, l'avènement des villes n'a pas toujours nécessité des rois, des prêtres et des bureaucrates. Les cités de la vallée de l'Indus, telle Harappa [située sur le territoire de l'actuel Pakistan] vers 2600 avant J.-C., ne recèlent rien qui ressemble à des palais ou à des temples, ce qui suggère que le pouvoir y était fragmenté plutôt que centralisé. Les arguments de Graeber et Wengrow sont convaincants, même s'ils admettent que les indices dont on dispose sont rares et sujets à interprétation.

En revanche, ils s'en prennent sans merci à un autre mythe, celui qui veut que le "bon sauvage" se soit doublé d'un idiot. Au xvii^e siècle, les Wendats d'Amérique du Nord ont donné du fil à retordre aux jésuites qui tentaient de les convertir. Ils se seraient même montrés plus éloquentes que "les plus avisés bourgeois et marchands de France". On a attribué cette sophistication intellectuelle aux conseils démocratiques des Wendats, qui se tenaient "quasi tous les jours dans les villages" et "les form[ai]ent au discours". Grâce à ces talents et coutumes, avancent Graeber et Wengrow, les peuples prétendument primitifs étaient d'authentiques "animaux politiques", bien plus que nous ne le sommes aujourd'hui.

Chasse aux mythes. Jusqu'à sa mort, l'an dernier, Graeber était un anarchiste de renommée mondiale et l'un des chefs de file intellectuels du mouvement Occupy Wall Street (qui fête cet automne ses 10 ans). Au commencement était... s'inscrit assurément dans une longue tradition d'anthropologie antiétatiste. Il faut toutefois souligner que Graeber et Wengrow n'idéalisent nullement un quelconque "âge d'or". Ils ne nous incitent pas à adopter un mode de vie paléolithique, mais mettent l'accent sur la variété ahurissante et le caractère hybride des sociétés humaines préhistoriques – tantôt hiérarchiques, tantôt non, égalitaires dans certains domaines, mais pas dans d'autres.

Un lecteur sceptique se posera inévitablement la question : si les États sous leur forme actuelle sont si inutiles, pourquoi dominent-ils à ce point le monde ? Pour répondre, il aurait fallu que les auteurs expliquent de façon beaucoup plus détaillée pourquoi les États modernes sont apparus, comment il aurait pu ne pas en être ainsi et comment nous pourrions vivre sans eux.

Malgré tout, la chasse aux mythes est une tâche cruciale en soi. Alors que nous sommes en quête de nouveaux moyens durables d'organiser notre monde, nous devons comprendre toutes les façons qu'ont eues nos ancêtres de penser et de vivre. Et nous nous devons de remettre en cause les versions de notre histoire que nous avons acceptées sans nous poser de questions depuis bien trop longtemps.

—David Priestland
Publié le 23 octobre

ELLE *active*

avec **L'ORÉAL**
PARIS

LE MAGAZINE ELLE
AUPRÈS DE VOUS
DANS VOTRE VIE
PROFESSIONNELLE !

10^e
ÉDITION

RETROUVEZ EN REPLAY

**HÈLÈNE DARROZE – ÈLISE
LUCET – BRUNO LE MAIRE
SOPHIE CLUZEL – SANNA
MARIN – MARLÈNE
SCHIAPPA – CLARISSE
CRÈMER – MARIE BOCHET**

...

**TOUTE L'ACTUALITÉ ET LES REPLAYS
DE ELLE ACTIVE SUR ACTIVE.ELLE.FR**

L'ORÉAL
PARIS



franprix

Johnson & Johnson

PayPal

ACCOR

LA VALLÉE VILLAGE
A MEMBER OF THE BICESTER VILLAGE SHOPPING COLLECTION

pôle emploi

SNCF

Fondation RAJA
Danièle Marcovici
Agir pour les femmes

histoire. 

Barbacena, la ville des fous

xx^e siècle — Brésil

Premier asile psychiatrique du Minas Gerais en 1903, la Colônia n'avait pas pour mission de soigner. Et ses patients, souvent des marginaux, vivaient dans des conditions indignes.



— **El País Brasil** (extraits) São Paulo

Geralda avait 15 ans quand elle a accouché, en 1966, à l'hôpital Colônia de Barbacena, dans le Minas Gerais, un État de la même superficie que l'Espagne, situé à 500 kilomètres de São Paulo. Son patron, un avocat, l'avait violée et mise enceinte, puis emmenée là-bas pour éviter le scandale. Des dizaines de milliers de Brésiliens ont été abandonnés, depuis le début du xx^e siècle, dans les hospices de Barbacena. Cette ville de 140 000 habitants en a tiré le surnom de "Ville des fous".

La plus grande partie des personnes internées étaient saines d'esprit, comme Geralda. C'étaient des alcooliques, des syphilitiques, des prostitués, des homosexuels, des épileptiques, des mères célibataires, des épouses remplacées par une maîtresse, des anticonformistes... De prétendus rebuts de la société que leur famille ou la police avait expédiés en train dans cette ville. Quelque 60 000 internés sont morts de faim, de froid ou de dysenterie dans ces institutions pendant les quatre-vingt-dix ans de leur fonctionnement, jusqu'à leur fermeture, dans les années 1990. Ils vivaient mal, étaient nus, devaient travailler dans la cour sous les intempéries à titre de thérapie ou rester en cellule.

Si Barbacena suscite l'intérêt aujourd'hui, c'est parce que, au lieu d'enterrer l'infamie perpétrée au nom de la psychiatrie, les autorités ont décidé de la regarder en face. Un des pavillons de la Colônia a été converti en musée de la Folie, qui fête aujourd'hui son 25^e anniversaire. Cet événement et une série télévisée font revenir le sujet dans l'actualité. Dans le sillage du mouvement international pour l'humanisation du traitement des maladies mentales, les autorités ont, en outre, entrepris un changement fondamental à partir de l'an 2000.

Cette ville, qui vivait des hôpitaux psychiatriques et de la culture des roses, a remplacé

ces dépotoirs indésirables par des résidences thérapeutiques. "Jusqu'à présent, il n'y avait pas de limites. Y entraient tous ceux qui se présentaient à la porte. On a commencé à les évaluer un par un, et la majorité d'entre eux n'avaient pas besoin d'être internés. Les internements sont passés de 130 à 30 par mois", explique Flávia Vasques, qui coordonne le réseau public de santé mentale de la ville.

Le musée revient sur les atrocités subies par des milliers de patients, dont certaines correspondaient aux pratiques de l'époque et ce, dans le monde entier. "On a choisi de le nommer 'musée de la Folie' pour éveiller l'intérêt du public. On ne voulait pas non plus se cantonner à une histoire locale mais être une référence pour analyser le passé, le préserver et ne pas le reproduire", explique Lucimar Pereira, la directrice de l'établissement.

Pendant des dizaines d'années, l'asile de la Colônia n'a compté ni médecins ni infirmières, mais uniquement des gardes.

La région bénéficiant d'un climat montagnard, la Colônia était à l'origine un sanatorium pour riches, avec téléphone et couverts en argent. Il est devenu le premier asile psychiatrique du Minas Gerais, en 1903. Les soins psychiatriques de l'État étaient concentrés à Barbacena.

La Colônia était un asile avec cimetière, preuve qu'il n'avait pas pour mission de soigner. Pendant des dizaines d'années, il n'a compté ni médecins ni infirmières, mais uniquement des gardes. Le traitement était simple : comprimés bleus ou roses en fonction des symptômes, plus électrochocs et lobotomie, comme l'exigeait la médecine d'alors.

Quand l'espace pour dormir est venu à manquer, les administrateurs ont adopté une solution appelée "couchage unique" et dont ils ont

recommandé l'extension à d'autres centres : les lits étaient purement et simplement éliminés. Sans eux, on faisait tenir plus de patients. Les internés dormaient par terre les uns sur les autres, pour se réchauffer pendant les nuits froides. Certains mouraient étouffés. Les personnes saines d'esprit finissaient souvent par devenir folles. Les internés étaient nourris avec des purées immondes, les couverts étant interdits pour des raisons de sécurité. Après des dizaines d'années sans mastiquer, nombre d'entre eux perdaient leurs dents. Et même après leur mort, aucune pitié ne leur était accordée. Jusque dans les années 1970, les cadavres de plus de 1800 patients ont été vendus à des universités. Les autres étaient jetés dans des fosses communes.

"Aujourd'hui, je me suis retrouvé dans un camp de concentration nazi. Je n'avais jamais rien vu de pareil", a déclaré, en 1979, le psychiatre Franco Basaglia, le père de la réforme des hôpitaux psychiatriques en Italie, après avoir visité la Colônia. Les journalistes locaux avaient commencé à dénoncer publiquement la situation, dans les années 1960 et 1970. Leurs photos et reportages ont provoqué la stupeur mais sont rapidement tombés dans l'oubli. La journaliste Daniela Arbex était adulte quand elle a entendu parler pour la première fois de cet épisode atroce de l'histoire locale. "Je suis allée à la recherche des survivants. C'est grâce à eux que j'ai réussi à reconstituer ce qui se passait derrière ces murs", explique-t-elle. Elle en a tiré le livre *Holocausto Brasileiro* ["Holocauste brésilien", inédit en français]. Publié en 2019, cet ouvrage devenu un best-seller a contribué à divulguer ces horreurs dont nombre de Brésiliens n'avaient jamais entendu parler. Tout le monde était complice, souligne l'auteur : les médecins, les familles, les habitants de la ville, la société en général.

— **Naiara Galarraga**
Publié le 5 septembre

➤ Dans l'enceinte de la Colônia, en 1961.

Photo Luiz Alfredo.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Ressources, technologies, alliances...

La rivalité entre les États-Unis et la Chine dessine un nouvel ordre mondial.

Les décryptages de la presse étrangère.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**



Un conseiller face à vous, c'est toute une banque à vos côtés.

Conseillers, experts patrimoniaux, financiers
ou immobiliers, gestionnaires de portefeuilles :
quels que soient vos projets, nous mobilisons
tous nos experts pour vous aider à les réaliser.

C'est sans doute cet engagement et cette implication
qui nous ont permis d'être récompensés en 2020
pour la qualité de notre accompagnement
dans la réalisation de vos projets*.

Rendez-vous sur [hsbc.fr/expert](https://www.hsbc.fr/expert)



LES TROPHÉES DE LA BANQUE
2020



SATISFACTION
CONSEILLER PROJET

par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com)

*Les Trophées de la qualité bancaire sont décernés par [meilleurebanque.com](https://www.meilleurebanque.com) (société du Groupe meilleurtaux.com). L'édition 2020 de cette étude a été réalisée online en association avec l'Institut Opinion Way, entre le 27 septembre et le 23 octobre 2019, sur un échantillon de 5035 Français bancarisés et représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. HSBC Continental Europe - Société anonyme au capital de 491 155 980 euros - SIREN 775 670 284 RCS Paris. Siège social : 38 avenue Kléber 75116 Paris. Banque et intermédiaire en assurance immatriculé auprès de l'ORIAS (Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance - [orias.fr](https://www.orias.fr)) sous le n°07005894. Crédit photo : Getty Images.